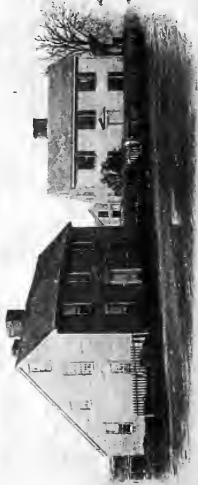


John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
'BOSTON PUBLIC LIBRARY.

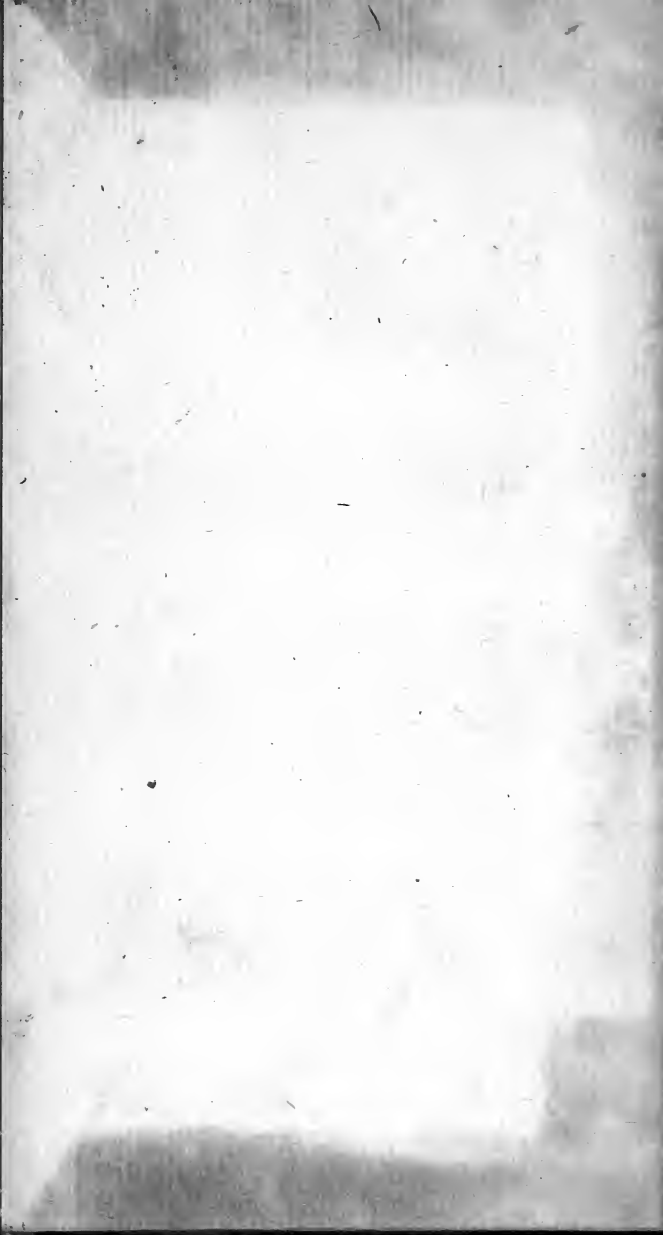


SHELF No.

ADAMS

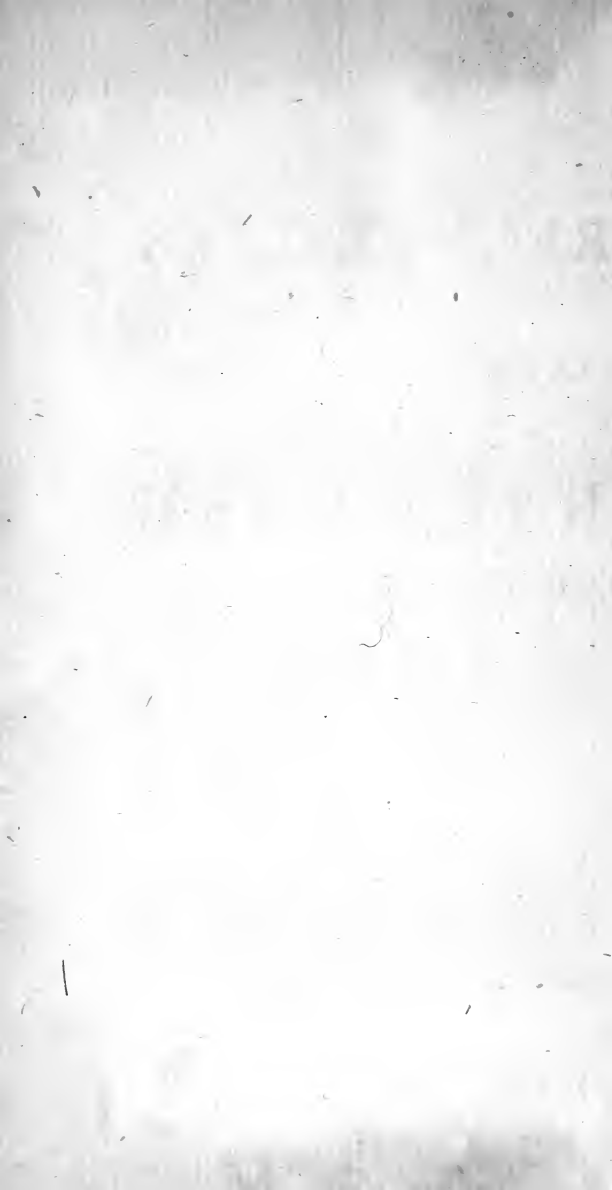
254.9

v. 11









RECHERCHES

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSE

D E S N A T I O N S.

T O M E I V.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

12234567

UNIVERSITY OF CHICAGO

1901

RECHERCHES

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSE

D E S N A T I O N S.

Traduit de l'anglois de M. SMITH.

TOME QUATRIEME.



Y V E R D O N

M. DCC. LXXXI.

RECEIVED
JUN 25 1944
U.S. DEPT. OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D.C.

ADAMS 254.9-4

RECEIVED

RECEIVED



RECHERCHES

S U R L A

NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSSE DES NATIONS.

SUITE DU LIVRE QUATRIEME.

C H A P I T R E III.

Des empêchemens extraordinaires mis à l'importation des marchandises de presque toutes les especes , venant des pays avec lesquels on suppose que la balance du commerce est désavantageuse.

LE second expédient que propose le système mercantille, pour augmenter la quantité d'or & d'argent , est de met-

Tome IV.

A

tre des empêchemens extraordinaires à l'importation de presque toutes les especes de marchandises venant des pays avec lesquels on suppose que la balance du commerce est défavorable. C'est ainsi que dans la Grande-Bretagne on a mis de plus forts droits sur les vins de France, que sur ceux du Portugal. Les toiles d'Allemagne peuvent y être importées moyennant certains droits; mais les toiles de France y sont défendues absolument. Les principes que je viens d'examiner, tirent leur origine de l'intérêt particulier & de l'esprit de monopole; ceux que je vais examiner à présent, ont leur source dans la prévention & l'animosité nationale. Aussi sont-ils, comme il faut s'y attendre, encore plus déraisonnables. Ils le sont, même dans les principes du système mercantile.

Premièrement, quand il seroit bien certain que dans le cas d'un commerce libre entre la France, par exemple, & l'Angleterre, la balance seroit en faveur de la France, il ne s'en suivroit pas qu'un pareil commerce seroit défavorable à l'Angleterre, ou que la balance générale de son commerce se tournât par-là davantage contre elle.

Si les vins de France valent mieux & coûtent moins que ceux du Portugal, si les toiles sont meilleures & à meilleur marché que celles d'Allemagne, la Grande-Bretagne trouveroit plus d'avantage à faire venir des vins & des toiles de France que des vins de Portugal & des toiles d'Allemagne. Quoiquela valeur des importations annuelles de la France se trouvât par-là fort augmentée, celle du total des importations diminueroit en proportion que les marchandises françoises de même qualité seroient moins cheres que celles des autres pays. C'est ce qui arriveroit dans la supposition même que toutes les marchandises importées de la France seroient pour la consommation de la Grande-Bretagne.

Mais secondement, nous pourrions en réexporter une grande partie dans les autres pays, où étant vendues avec un profit, elles pourroient nous rapporter en retour peut-être l'équivalent du premier coût de toutes les marchandises françoises importées. Ce qu'on a dit souvent du commerce de l'Inde, pourroit bien se trouver vrai de celui que nous ferions avec la France, que quoique la plus grande partie des mar-

chandises des Indes Orientales s'y achete avec de l'or & de l'argent, la réexportation, qui en fait passer une partie dans d'autres pays, rapporte plus d'or & d'argent à celui qui fait ce commerce, que le premier achat en entier ne lui en a coûté. Une des principales branches du commerce hollandois consiste à présent dans le transport des marchandises de ce royaume chez d'autres nations. Une grande partie des vins de France qui se boivent dans la Grande-Bretagne même, y sont importés clandestinement de Hollande & de Zélande. S'il y avoit un commerce libre entre la France & l'Angleterre, ou si les marchandises françoises importées payoient seulement les mêmes droits que celles des autres pays, pour être rabattues de même sur l'exportation, l'Angleterre pourroit avoir une grande part dans un commerce qui se trouve si avantageux à la Hollande.

Troisièmement, il n'y a point de *criterium*, ou de marque certaine, par où l'on puisse juger de quel côté se trouve ce qu'on appelle *balance* entre deux nations, c'est-à-dire, quelle est celle des deux qui exporte pour une plus grande valeur. La prévention &

l'animosité nationales, toujours soufflées par l'intérêt privé des négocians particuliers, sont les principes qui généralement régulent nos jugemens sur toutes les questions qu'on peut faire à ce sujet. Il y a cependant deux *criteriums*, ou signes, auxquels on a souvent appelé, savoir, les livres de la douane, & le cours du change. Tout le monde, je pense, convient actuellement que les livres de la douane sont un *criterium* très-incertain, à cause de leur inexactitude dans l'évaluation qu'ils font de la plupart des marchandises. Le cours du change, tel qu'on l'a estimé jusqu'ici, est peut être pour le moins aussi équivoque.

Lorsque le change entre deux places, telles que Londres & Paris, est au pair, on dit que c'est signe que ce que Londres doit à Paris est compensé par ce que Paris doit à Londres. Au contraire, quand on paye une prime à Londres pour une lettre de change sur Paris, on dit que c'est un signe que les dettes de Londres à Paris ne sont pas compensées par celles de Paris à Londres, mais qu'il faut envoyer de Londres une balance en argent, & que c'est pour le risque, l'embarras & la

dépense de cette exportation, que la prime est demandée & accordée. Or, disent-ils, l'état ordinaire des dettes & des créances respectives de ces deux villes, se règle nécessairement par le cours ordinaire des affaires qu'elles ont ensemble. Quand les importations & les exportations mutuelles de l'une & de l'autre sont d'une valeur égale, leurs créances & leurs dettes se compensent. Quand l'une porte pour moins de valeur chez l'autre qu'elle n'en importe, elle lui est redevable de quelque chose, leurs créances & leurs dettes ne sont plus compensées, & il faut que celle qui doit plus à l'autre que l'autre ne lui doit, lui envoie de l'argent. Ainsi le cours ordinaire du change étant une indication de l'état ordinaire des dettes & des créances entre deux places, il indique également le cours ordinaire de leurs exportations & importations respectives, puisque ce sont celles-ci qui régissent cet état.

Mais quand on supposeroit la vérité de tout ce discours, dont une partie n'est pas à beaucoup près hors de doute, la manière dont on a supputé le change jusqu'à présent rend incer-

taines toutes les conclusions qu'on n'en a jamais tirées.

Lorsque pour une somme d'argent payée en Angleterre, contenant au titre de la monnoie angloise un certain nombre d'onces d'argent pur, vous recevez une lettre de change pour une somme d'argent à payer en France, contenant au titre de la monnoie françoise un égal nombre d'onces d'argent pur, on dit que le change est au pair entre l'Angleterre & la France. Lorsque vous payez davantage, vous êtes supposé donner une prime, & on dit que le change est contre l'Angleterre & en faveur de la France. Quand vous payez moins, vous êtes supposé gagner une prime, & on dit que le change est contre la France & en faveur de l'Angleterre.

Mais 1°. nous ne pouvons pas toujours juger de la valeur des especes courantes des différens pays, par les titres de leurs monnoies respectives. Dans quelques-uns, elles sont plus ou moins usées, rognées ou autrement dégénérées de ce titre. Or la valeur des especes courantes de chaque pays, comparée avec celles d'un autre pays, est en proportion non de la quantité d'ar-

gent pur qu'elles doivent contenir, mais de la quantité qu'elles en contiennent actuellement. Avant la réformation de la monnoie d'or sous le roi Guillaume, le change entre l'Angleterre & la Hollande, supputé à la manière ordinaire selon le titre de leurs monnoies respectives, étoit de vingt-cinq pour cent contre l'Angleterre. Mais la valeur des especes courantes d'Angleterre étoit pour lors de plus de vingt-cinq pour cent au dessous de leur titre, ainsi que nous l'apprenons de M. Lowndes. Ainsi le change réel peut avoir été, dans ce tems même, en faveur de l'Angleterre, quoique le change de compte fût si fort contr'elle ; avec moins d'onces d'argent pur, actuellement payées en Angleterre, on auroit pu acheter une lettre de change pour plus d'onces d'argent pur à payer en Hollande, & celui qu'on supposoit donner la prime, pouvoit dans la réalité la gagner. La monnoie de France, avant la dernière réforme de la monnoie d'or angloise, étoit beaucoup moins usée que celle d'Angleterre, & étoit peut-être de deux ou trois pour cent plus près de son titre. Par conséquent, si le change de compte n'é-

toit que de deux ou trois pour cent contre l'Angleterre, le change réel peut avoir été en sa faveur. Depuis la réforme de la monnoie d'or angloise, le change a été constamment en faveur de l'Angleterre contre la France.

2°. Dans certains pays, la dépense du monnayage est défrayée par le gouvernement; dans d'autres, elle est défrayée par les particuliers qui portent leurs lingots à la Monnoie, & le gouvernement tire même quelque revenu du monnayage. En Angleterre, elle est défrayée par le gouvernement, & si vous portez une livre pesant d'argent au titre à la Monnoie, vous y recevez soixante-deux schelings, contenant une livre pesant d'argent au même titre. En France, on déduit un droit de huit pour cent, pour la fabrication, ce qui non-seulement en paye les frais, mais rapporte encore quelque petit revenu au gouvernement. Comme le monnayage ne coûte rien en Angleterre, les especes courantes ne peuvent pas être d'une valeur beaucoup plus grande que la quantité d'argent en lingots qu'elles contiennent actuellement en France; comme on paye la main d'œuvre, elle ajoute à la valeur des especes, comme

elle ajoute à la valeur de la vaisselle dont on paye la façon. Ainsi une somme en monnoie de France, contenant un certain poids d'argent pur, vaut plus qu'une somme en monnoie d'Angleterre, contenant un poids égal d'argent pur, & il faut plus d'argent en lingots, ou plus d'autres marchandises, pour l'acheter. Ainsi quand les especes courantes de ces deux royaumes seroient également près du titre de leurs monnoies respectives, une somme en monnoie d'Angleterre ne pourroit acheter une somme en monnoie de France contenant un égal nombre d'onces d'argent pur, ni par conséquent une lettre de change sur la France de pareille somme. Si ce qu'on donneroit de plus pour cette lettre de change suffisoit simplement pour compenfer la dépense du monnoyage de France, le change réel pourroit être au pair entre les deux pays, & leurs dettes & leurs créances respectives pourroient se compenfer les unes les autres, tandis que le change de compte seroit considérablement en faveur de la France. Si on donnoit moins pour avoir cette lettre, le change réel pourroit être en faveur de l'Angleterre, tandis que le chan-

ge de compte feroit en faveur de la France.

3°. Dans certaines places , comme Amsterdam, Hambourg, Venise, &c. on paye les lettres de change étrangères en ce qu'on appelle argent de banque; tandis que dans d'autres, comme Londres, Lisbonne, Anvers, Livourne, &c. elles sont payées en especes courantes ordinaires du pays. Ce qu'on appelle argent de banque a toujours plus de valeur, que la même somme nominale en especes courantes. Mille florins à la banque d'Amsterdam, par exemple, valent plus de mille florins en especes courantes d'Amsterdam. La différence de ces deux valeurs est ce qu'on nomme l'agio de la banque, qui, à Amsterdam, est généralement de cinq pour cent. En supposant que les especes courantes de deux pays fussent également près de leurs titres, & que l'un payât les lettres de change étrangères en especes courantes, tandis que l'autre les payeroit en argent de banque, il est évident que le change de compte pourroit être en faveur de celui qui payeroit en argent de banque, lorsque le change réel feroit en faveur de celui qui payeroit en espe-

ces de cours, & cela par la même raison que le change de compte peut être en faveur de celui qui paye en argent meilleur ou plus près de son titre, quoique le change réel soit en faveur de celui qui paye en argent qui n'est pas si bon. Le change de compte, avant la dernière réforme de la monnoie d'or, étoit généralement contre Londres avec Amsterdam, Hambourg, Venise, &, je pense, avec toutes les autres places qui payent en ce qu'on appelle argent de banque. Il ne s'en suit pourtant pas que le change réel étoit contre Londres. Il a été en sa faveur avec toutes ces places, même depuis la dernière réforme de la monnoie d'or. Le change de compte y a été aussi généralement avec Lisbonne, Anvers, Livourne; & je pense que la France exceptée, il l'a été de même avec toutes les autres parties de l'Europe qui payent en especes courantes, & il n'est pas improbable que le change réel ne l'ait été de même.

Digression sur les banques de dépôt, particulièrement sur celle d'Amsterdam.

Les especes courantes d'un grand Etat, tel que la France ou l'Angleterre, consistent généralement presque en entier dans la monnoie qui lui est propre. S'il arrive que ces especes foyent usées, rognées ou autrement dégradées au dessous de leur valeur primitive, l'Etat peut les rétablir efficacement par une réforme de sa monnoie. Mais les especes courantes d'un petit Etat, tel que Gênes ou Hambourg, ne peuvent guere être entièrement composées de sa monnoie particuliere; elles le sont en grande partie de celles des Etats voisins avec lesquels ses habitans ont un commerce continuel. Un pareil Etat, qui reformera sa monnoie, ne fera donc pas toujours le maître de reformer ses especes courantes. Si on y paye avec ces especes les lettres de change étrangères, la valeur incertaine de la somme, chose si incertaine de sa nature, doit toujours faire tourner le change contre lui, parce que tous les Etats étrangers estimeront ses especes courantes au dessous même de leur valeur.

Afin de remédier à l'inconvénient auquel ce change défavantageux expo-
soit leurs négocians, ces petits Etats,
devenus attentifs à l'intérêt du com-
merce, ont souvent statué que les let-
tres de change étrangères, d'une cer-
taine valeur, seroient payées non en es-
peces de cours communes, mais par
un ordre sûr, ou par un transport dans
les livres d'une certaine banque éta-
blie sur le crédit & sous la protection
de l'Etat, cette banque étant toujours
obligée de payer en bon & véritable
argent au titre du pays. Les banques
de Venise, de Gênes, d'Amsterdam,
de Hambourg & de Nuremberg, pa-
roissent avoir été toutes établies origi-
nairement dans cette vue, quoiqu'on
ait fait servir depuis quelques-unes
d'elles à d'autres usages. L'argent de
ces banques étant meilleur que les es-
peces courantes ordinaires du pays, a
nécessairement porté un agio qui a été
plus grand ou plut petit, selon que
les especes courantes étoient suppo-
sées plus ou moins dégradées au des-
sous du titre de l'Etat. Par exemple,
l'agio de la banque de Hambourg,
qu'on dit être communément d'envi-
ron quatorze pour cent, est la diffé-

rence qu'on suppose entre le bon argent au titre de l'Etat, & les especes courantes rognées, usées & diminuées qu'on y verse des Etats voisins.

Avant 1609, la grande quantité de monnoies étrangères usées & rognées, que le commerce étendu d'Amsterdam porta de toutes les parties de l'Europe dans cette ville, réduisit la valeur de ses especes courantes d'environ neuf pour cent au dessous de la bonne monnoie nouvellement fabriquée. Dès que cette monnoie paroissoit, elle étoit fondue ou enlevée, comme il se pratique toujours en pareil cas. Les négocians, dans l'abondance d'especes courantes, ne pouvoient pas toujours trouver assez de bon argent, pour acquitter leurs lettres de change, & la valeur de ces lettres devint incertaine en grande partie, malgré les divers réglemens faits pour l'empêcher.

Pour remede à ce mal, on établit une banque, en 1609, sous la garantie de la ville. Cette banque reçut les monnoies étrangères & les monnoies dégradées du pays pour leur valeur intrinsèque, relativement au titre de l'argent du pays, en déduisant seulement ce qu'il falloit pour les frais du monnoyage

& autres indispensables. Pour la valeur qui restoit, cette déduction faite, elle donna une créance ou un crédit dans ses livres. Ce crédit fut appelé *argent de banque*. Comme cet argent représentoit exactement celui qui étoit au titre, il avoit toujours la même valeur réelle, & intrinséquement son prix étoit supérieur à celui de la monnoie courante. Il fut réglé en même tems que toutes les lettres de change de 600 florins & au delà qui seroient tirées ou négociées à Amsterdam, seroient payées en argent de banque. En conséquence de ce règlement, chaque négociant fut obligé de tenir un compte ouvert avec la banque, pour payer les lettres de change étrangères, qui mirent nécessairement bien des gens dans le cas de demander de l'argent de banque.

Outre sa supériorité intrinsèque sur les especes courantes & la valeur qu'y ajoute cette demande, l'argent de banque a encore quelques autres avantages. Il est à l'abri du feu, des voleurs & d'autres accidens : la ville d'Amsterdam en répond ; il peut se payer par une simple cession ou transport, sans avoir l'embarras de le compter ou de le transférer d'un lieu dans un autre.

Il paroît que dès les commencemens ces différens avantages en ont fait matière à agioter, & on croit généralement qu'on y a laissé tout l'argent que les particuliers y ont porté d'abord, personne ne se fouchant de demander le paiement d'une dette qu'il pouvoit vendre en y gagnant une prime. En le demandant il auroit perdu cette prime. Comme un scheling qui vient d'être frappé n'achete pas plus de marchandises au marché qu'un vieux scheling usé qui a cours, de même du vrai bon argent monnoyé qui passeroit des coffres de la banque dans ceux des particuliers, se trouvant mêlé & confondu avec les especes courantes ordinaires du pays, n'auroit pas plus de valeur que ces especes dont il ne seroit plus distingué réellement. Tant qu'il reste à la banque, sa supériorité est certaine & connue; s'il étoit une fois entre les mains d'un particulier, cette même supériorité, pour être bien constatée, demanderoit peut-être plus de peine que n'en vaudroit la différence. D'ailleurs en sortant des coffres de la banque, il perdrait tous les autres avantages de l'argent de banque, sa sûreté, la sûreté & la facilité d'en

faire passer la propriété à un autre, & l'usage qu'on en fait pour payer les lettres de change étrangères. Enfin, par dessus tout cela, il ne pourroit en sortir, sans payer préalablement la peine de l'avoir gardé, ainsi qu'on va le voir dans le moment.

Ces dépôts de monnoies que la banque s'obligeoit de faire refondre constituoient originairement le capital de la banque, ou toute la valeur de ce qui étoit représenté par ce qu'on appelle *argent de banque*. Actuellement on suppose qu'elles ne font qu'une bien petite partie de ce capital. Pour faciliter le commerce en lingots, la banque s'est mise, depuis plusieurs années, dans l'usage de donner un crédit dans ses livres, sur des dépôts de lingots d'or & d'argent. Ce crédit est d'environ cinq pour cent au dessous du prix des lingots à la Monnoie. La banque accorde en même tems un récépissé qui autorise la personne qui fait le dépôt, ou le porteur, à retirer les lingots, quand il voudra, dans l'espace de six mois, en remettant à la banque une quantité d'argent de banque égale à celle à laquelle se monte le crédit qu'elle lui a donné dans ses livres lors du dépôt,

& en payant pour la garde ou le soin de le garder quatre pour cent, si le dépôt est en argent, & un demi pour cent, s'il est en or, déclarant en même tems qu'au défaut de ce payement & à l'expiration de ce terme, le dépôt appartiendra à la banque au prix auquel il a été reçu, ou pour le crédit qu'elle a donné dans ses livres. Ce qui se paye ainsi pour la garde du dépôt, peut être considéré comme une espèce de rente à payer pour le magasin, & on a allégué diverses raisons de ce que cette rente étoit beaucoup plus forte pour l'or que pour l'argent. La pureté de l'or est, dit-on, plus difficile à constater que celle de l'argent. Les fraudes sont plus aisées à pratiquer dans le métal le plus précieux, & occasionnent une perte plus grande. L'argent, d'ailleurs, étant le métal sur lequel se règle la valeur de tous les autres, l'Etat, ajoute-t-on, veut plus encourager les dépôts en argent que ceux en or.

On fait communément les dépôts de lingots quand le prix en est un peu au dessous de l'ordinaire, & on les retire quand il vient à hauffer. En Hollande le prix courant des lingots est généralement au dessus de leur prix à la Mon-

noie, par la même raison qu'il l'étoit en Angleterre avant la dernière réforme de la monnoie d'or. On dit que la différence est communément de six à sept sols de Hollande par marc, ou par huit onces d'argent à onze parties de fin sur une d'alliage. Le prix de la banque, ou le crédit qu'elle donne pour les dépôts de l'argent de cette qualité (quand ils sont faits en monnoie étrangère dont la finesse est connue & constatée, comme celle des *dollars* ou rixdales du Mexique) (a) est vingt-deux

(a) La banque d'Amsterdam reçoit actuellement (Septembre 1775) les lingots & les monnoies de différentes especes aux prix suivans :

A R G E N T.

Dollars ou rixda- florins.		
les du Mexique. . .	22	par marc.
Ecus de France. .	<i>Idem.</i>	
Monnoie d'argent		
angloise.	<i>Idem.</i>	
Rixdales du Mexi-		
que , nouveau coin. .	22. 21. 10	
Ducats.	3.	
Rixdales.	2. 8	
Barre d'argent, con-		
tenant $\frac{11}{12}$ d'argent fin,		
21 florins, par marc,		

florins le marc. Le prix à la Monnoie est d'environ vingt-trois florins, & le prix courant, depuis vingt-trois florins six à vingt-trois florins seize stivers ou sols de Hollande, c'est-à-dire, depuis deux jusqu'à trois pour cent au

& ainsi de suite, en proportion jusqu'à $\frac{1}{4}$ de fin, pour lequel elle donne cinq florins. florins.

Barres d'argent fin. 23 par marc.

O R.

Monnoie de Portu- florins.

gal. 310 par marc.

Guinées. *Idem.*

Louis d'or neuf. . *Idem.*

Louis d'or vieux. . 300

Ducats neufs. . . 4. 19. 8 par ducat.

L'or en barre est reçu en proportion de sa finesse comparée avec la monnoie d'or étrangère ci-dessus.

Elle donne pour les barres d'or fin 340 florins, par marc. Cependant elle donne en général un peu plus pour la monnoie d'une finesse connue, que pour les barres d'or & d'argent dont la finesse ne peut être constatée que par les procédés de la fonte & de l'essai.

deffus du prix à la Monnoie. Les proportions entre le prix de banque, le prix à la Monnoie, & le prix courant, font à peu près les mêmes pour l'or en lingots. Une personne peut généralement vendre son *récépiſſé* pour la différence entre les prix des lingots à la Monnoie & leur prix courant. Un *récépiſſé* de lingots vaut toujours quelque chose, & en conséquence il arrive rarement que quelqu'un le laisse expirer, ou qu'il laisse écheoir ses lingots à la banque au prix où elle les a reçus, soit en ne les retirant pas avant les six mois révolus, soit en négligeant de payer quatre & demi pour cent, afin d'avoir un nouveau *récépiſſé*, pour six autres mois. C'est cependant ce qui arrive, dit-on, quelquefois, & plus souvent à l'égard de l'or qu'à l'égard de l'argent, à raison de ce qu'on paye davantage pour la garde de l'un, que pour celle de l'autre.

La personne qui, en faisant un dépôt de lingots, obtient en même tems un crédit sur la banque & un *récépiſſé*, paye ses lettres de change à mesure qu'elles échéent, avec son crédit sur la banque; & elle vend ou garde son *récépiſſé*, selon qu'elle juge que le prix des

lingots doit hauffer ou baiffer. Le *récépiſſé* & le crédit ſur la banque ſéjour-
nent rarement long - tems enſemble ,
& il n'y a point de raiſon pour qu'ils
ne ſe quittent pas. La perſonne qui a
un *récépiſſé* , & qui a beſoin de retirer
des lingots , trouve toujours des cré-
dits ſur la banque en abondance , ou ,
ce qui eſt la même choſe , elle trouve
toujours à acheter de l'argent de ban-
que au prix ordinaire , & la perſonne
qui a de l'argent de banque , & qui a
beſoin de retirer des lingots , ne man-
que jamais de trouver une égale abon-
dance de *récépiſſés*.

Les propriétaires des crédits ſur la
banque , & les porteurs de *récépiſſés* , ſont
deux différentes fortes de créanciers à
l'égard de la banque. Le porteur d'un
récépiſſé ne peut tirer les lingots pour
leſquels il lui a été donné , qu'en réaf-
ſignant à la banque une ſomme d'ar-
gent de banque égale au prix auquel
ſes lingots ont été reçus. S'il manque
d'argent de banque , il faut qu'il en
achete de ceux qui en ont. Le proprié-
taire d'argent de banque ne peut tirer
des lingots , ſans produire à la banque
des *récépiſſés* pour la quantité qu'il lui
en faut. S'il n'a point de *récépiſſé* à lui

appartenant, il faut qu'il en achete de ceux qui en ont. Quand le porteur d'un *récépiissé* achete de l'argent de banque, il achete la faculté de retirer une quantité de lingots dont le prix est à la Monnoie de cinq pour cent au dessus du prix de banque. L'agio de cinq pour cent, qu'il paye communément pour cela, ne se paye donc pas pour une valeur imaginaire, mais pour une valeur réelle. Lorsque le propriétaire d'argent de banque achete un *récépiissé*, il achete le pouvoir de retirer une quantité de lingots dont le prix courant est de deux à trois pour cent au dessus du prix qu'ils se vendent à la Monnoie. Le prix qu'il paye pour cela est donc également payé pour une valeur réelle. Le prix du *récépiissé* & le prix de l'argent de banque font entr'eux, ou composent ensemble, la pleine valeur, ou le prix entier des lingots.

La banque accorde un *récepiissé*, aussi bien que des crédits sur la banque, pour les dépôts des especes courantes du pays. Mais ces *récépiissés* n'ont souvent aucune valeur, ou ne rapportent aucun prix à la bourse, (c'est-à-dire quand on les vend). Par exemple, pour les ducats, dont chacun vaut, prix de
cours,

cours, trois florins trois stivers, la banque accorde un crédit de trois florins seulement, ou cinq pour cent au dessous de leur valeur courante. Elle accorde de même un *récépiissé* qui met le porteur en droit de retirer le nombre de ducats déposés, quand il voudra, dans le terme de six mois, en payant un quart pour cent de droit de garde. Ce *récépiissé* ne rapportera souvent rien à la bourse ou au marché. Trois florins, argent de banque, se vendent généralement au marché pour trois florins trois stivers, ce qui feroit la valeur entière des ducats, si on les retiroit de la banque; & avant de pouvoir les retirer, il faudroit payer un quart pour cent pour le droit de garde, ce qui feroit en pure perte pour le porteur du *récépiissé*. Cependant si l'agio de la banque venoit à tomber à trois pour cent, ces sortes de *récépiissés* pourroient rapporter quelque chose & se vendre un & trois quarts pour cent. Mais l'agio de la banque étant aujourd'hui généralement d'environ cinq pour cent, on les laisse souvent expirer, ou, comme ils disent, tomber à la banque. Les *récépiissés* donnés pour des ducats d'or lui tombent encore plus

souvent , parce qu'avant de pouvoir les retirer il faut payer un plus fort droit de garde ou de magasin , savoir , un demi pour cent. Les cinq pour cent que gagne la banque lorsqu'on lui laisse tomber les dépôts , soit en monnoie , soit en lingots , peuvent être regardés comme une rente pour le soin de les garder à perpétuité.

La somme d'argent de banque à laquelle se montent les *récépissés* qui ont expiré , doit être fort considérable. Elle doit comprendre tout le capital originaire de la banque , qui , comme on le suppose généralement , y est resté depuis qu'il y a été déposé , personne n'étant curieux de renouveler son *récépissé* ou de retirer son dépôt , parce que ni l'un ni l'autre ne pourroit se faire sans perte , par les raisons que j'ai dites ; mais quelque puisse être le montant de cette somme , elle est peu de chose en comparaison de la masse totale de l'argent de banque. La banque d'Amsterdam a été , depuis plusieurs années , le grand magasin de l'Europe pour les lingots , dont on ne laisse guere expirer les *récépissés* , ou qui ne tombent que très-rarement à la banque. On suppose que la très-grande partie de

l'argent de banque, ou des crédits sur les livres de la banque, a été créée ces années passées par ces fortes de dépôts que ceux qui font le commerce en lingots font & retirent continuellement.

Il ne peut y avoir de demande sur la banque, si ce n'est par le moyen des *récépissés*. La plus petite masse d'argent de banque dont les *récépissés* sont expirés, est mêlée & confondue avec la plus grande masse dont les *récépissés* sont encore en force; de manière que, quoiqu'il puisse y avoir une somme considérable d'argent de banque pour laquelle il n'existe point de *récépissé*, il n'y en a cependant aucune somme ou portion spécifique qui ne puisse être demandée par quelqu'un en tout tems. La banque ne peut être débitrice de deux personnes pour la même chose, & le propriétaire d'argent de banque dépourvu de *récépissés*, ne peut demander de paiement à la banque, s'il n'en achete pas. Ordinairement & en tems de paix, il ne peut trouver de difficulté à en acheter au prix courant, qui généralement correspond avec le prix auquel il peut vendre la monnoie ou les lingots

qu'un *récépiſſé* l'autorise à tirer de la banque.

Les choses peuvent changer de face dans une calamité publique, dans le tems, par exemple, d'une invasion telle que celle de la France en 1672. Les propriétaires de l'argent de banque étant alors pressés de le retirer de la banque, pour le garder eux-mêmes, la quantité de gens qui demanderoient des *récépiſſés* pourroit les faire monter à un prix exorbitant. Les porteurs de ces effets pourroient former des prétentions extravagantes, & au lieu de deux à trois pour cent, demander la moitié de l'argent de banque, où se monte le crédit donné sur les dépôts pour lesquels les *récépiſſés* ont été respectivement accordés. L'ennemi, au fait de la constitution de la banque, pourroit même les acheter, afin d'empêcher que le trésor ne fût enlevé: on suppose que, dans ces circonstances, la banque s'écarteroit de la règle ordinaire de ne payer qu'aux porteurs de *récépiſſés*. Les porteurs de ces effets qui n'ont point d'argent de banque, doivent avoir reçu entre deux & trois pour cent de la valeur du dépôt pour lequel on leur a donné leurs *récépiſſés*

respectifs. La banque, dit-on, feroit donc dans le cas de ne se faire aucun scrupule de payer, soit en monnoie, soit en lingots, la pleine valeur des sommes pour lesquelles les propriétaires d'argent de banque seroient couchés dans ses livres comme créanciers, payant en même tems deux ou trois pour cent à ces porteurs de *récépißés* qui n'auroient point d'argent de banque, ce qui constitueroit alors toute la valeur de ce qu'on pourroit justement supposer leur être dû.

Dans les tems même ordinaires de paix, il est de l'intérêt des porteurs de *récépißés* de faire baisser l'agio, pour acheter meilleur marché l'argent de banque (& conséquemment les lingots que ces *récépißés* les autorisent à tirer de la banque) & de vendre plus cher leurs *récépißés* à ceux qui ont de l'argent de banque, & qui ont besoin de retirer des lingots de la banque, le prix d'un *récépißé* étant généralement égal à la différence entre le prix courant de l'argent de banque & celui de la monnoie ou des lingots pour lesquels on a eu le *récépißé*: il est au contraire de l'intérêt des propriétaires de l'argent de banque de faire monter l'agio, pour

vendre d'autant plus cher leur argent de banque, ou acheter un *récépissé* d'autant meilleur marché. Pour empêcher les tours d'agiotage que ces intérêts opposés occasionnoient quelquefois, la banque a pris, depuis quelques années, la résolution de vendre en tout tems l'argent de banque pour des especes courantes à cinq pour cent d'agio, & de le racheter pour quatre; en conséquence de cette résolution, l'agio ne peut monter au dessus de cinq, ni tomber au dessous de quatre pour cent, & la proportion entre le prix de l'argent à la banque & celui de la monnoie courante, reste en tout tems à-peu-près la même que celle qui est entre leurs valeurs intrinseques. Avant que cette résolution fût prise, le pris de l'argent de banque montoit quelquefois jusqu'à neuf pour cent d'agio, & quelquefois il descendoit jusqu'au pair, selon l'influence que les intérêts opposés avoient à la bourse.

La banque d'Amsterdam fait profession de ne rien prêter de ce qu'elle a en dépôt, mais de garder dans ses caisses, en monnoie, ou en lingots, la valeur d'un florin, pour chaque florin pour lequel elle donne un crédit dans ses li-

vres. On ne peut guere douter qu'elle ne garde en effet toute la monnoie & les lingots dont il existe des *récépiſſés* en force, qu'on peut lui redemander en tout tems, & qui réellement ne font continuellement que sortir de chez elle & y rentrer; mais peut-être ne paroîtroit-il pas si sûr qu'elle garde également la partie de son capital dont les *récépiſſés* sont expirés depuis long-tems, qu'on ne peut lui redemander dans des tems ordinaires & tranquilles, & qui, dans le fait, doivent rester chez elle à jamais, ou aussi long-tems que subsisteront les Etats des Provinces-Unies; cependant il n'y a point d'article de foi mieux établi à Amsterdam, que la ferme croyance où l'on y est que pour chaque florin qui circule comme argent de banque, on trouvera dans le trésor de la banque un florin correspondant en or ou en argent. La ville en est garante. La banque est sous la direction des quatre bourg-mestres regnans, qui sont changés tous les ans. Chaque nouveau quadrille de bourg-mestres visite le trésor, le compare avec les livres, le reçoit sous serment, & le remet avec la même solemnité respectable au quadrille qui lui succé-

de : dans ce pays sage & religieux , les fermens ne font pas encore méprisés. Ce changement annuel de directeurs paroît fournir, depuis qu'il existe, une preuve suffisante qu'il n'y a point eu de malversation. Quelques révolutions que les factions aient occasionnées dans le gouvernement d'Amsterdam, le parti dominant n'a jamais accusé ses prédécesseurs d'infidélité dans l'administration de la banque : aucune accusation n'eût porté un coup aussi sensible à la réputation & à la fortune du parti humilié , & nous pouvons être assurés que s'il y avoit eu moyen de l'appuyer, on n'auroit pas manqué de le faire. En 1672, lorsque le roi de France étoit à Utrecht, la banque paya si promptement qu'elle ne laissa pas le moindre doute sur sa fidélité à remplir ses engagements. Quelques-unes des pieces qui sortirent alors de ses coffres, parurent avoir été brûlées par le feu qui prit à la maison de ville aussi-tôt après l'établissement de la banque , preuve qu'elles y étoient restées depuis ce tems-là.

Une question qui a long-tems occupé les spéculations des curieux , c'est de savoir à quoi peut se monter le tré-

for de la banque : on ne peut offrir là-dessus que des conjectures ; on compte généralement qu'il y a environ deux mille personnes qui ont des comptes ouverts avec la banque ; & en leur accordant, l'un portant l'autre, à chacune la valeur de quinze cents livres sterlings couchées sur leurs comptes respectifs (& c'est les traiter fort libéralement), la quantité totale d'argent de banque, & conséquemment le trésor de la banque, sera d'environ trois millions sterlings, ou trente-trois millions de florins (à 11 florins la livre sterling), somme considérable & suffisante pour une circulation très-étendue, mais fort au dessous des idées extravagantes que certaines gens se sont formées de ce trésor.

La ville d'Amsterdam tire un revenu considérable de la banque : outre ce qu'on peut appeller la rente ou le droit de magasin, dont j'ai parlé plus haut, chaque personne qui ouvre un compte avec la banque, paye un honoraire de dix florins, & pour chaque nouveau compte trois florins trois stivers ou steuvres ; pour chaque transport, deux stivers, & si le transport est pour moins de trois cents florins, six stivers, pour n'être pas surchargé d'une multiplicité

de petites affaires. La personne qui néglige de balancer son compte deux fois par an, paye une amende de vingt-cinq florins. Celui qui donne un ordre pour le transport d'une somme plus grande que celle couchée sur son compte, est obligé de payer trois pour cent, pour la somme fustirée, & en outre son ordre est rejeté. On suppose aussi que la banque fait un profit considérable par la vente de la monnoie ou des lingots étrangers qui lui tombent quelquefois par l'expiration des *récépißés*, & qu'elle garde toujours jusqu'à ce qu'elle puisse les vendre avec avantage; elle fait encore un profit, en vendant l'argent de banque à cinq pour cent d'agio, & en l'achetant à quatre. Ces différens émolumens rapportent quelque chose de plus que ce qui est nécessaire pour payer les salaires des officiers, & défrayer la dépense de la manutention: l'on suppose que ce qui se paye pour la garde des lingots dont la banque donne des *récépißés*, monte seul par an à un revenu net de cent-cinquante à deux cents mille florins. L'objet de cette institution n'étoit cependant pas originaiement un revenu, mais l'utilité publique; c'étoit de mettre les négocians

à l'abri de l'inconvénient d'un change défavantageux. Le revenu qu'elle produit aujourd'hui n'étoit pas prévu, & peut être considéré comme accidentel. Mais il est tems de quitter cette longue digression, où je me suis engagé insensiblement en tâchant d'expliquer les raisons pourquoi le change entre les pays qui payent en ce qu'on appelle argent de banque, & ceux qui payent en especes courantes, doit paroître généralement en faveur des premiers & contre les derniers. Les premiers payent avec un argent dont la valeur intrinseque est toujours la même, & exactement conforme aux titres de leurs monnoies respectives; les derniers payent avec une sorte d'argent dont la valeur intrinseque varie continuellement, & est presque toujours plus ou moins au dessous de son titre; mais quoique le change de compte doive être généralement en faveur des premiers, le change réel peut souvent être en faveur des autres.

*Fin de la digression sur les banques
de dépôt.*

Quand le change de compte entre deux places feroit le même à tous égards que le réel, il ne s'en suivroit pas toujours que ce qu'on appelle la balance du commerce fût en faveur de celle qui auroit le cours ordinaire du change pour elle : à la vérité, le cours ordinaire du change peut être, dans ce cas, une indication passable de l'état ordinaire des dettes & des créances entr'elles, & montrer laquelle des deux a communément besoin d'envoyer de l'argent à l'autre ; mais l'état ordinaire de dettes & de créances entre deux places n'est pas toujours entièrement réglé par le cours ordinaire de leurs affaires. l'une avec l'autre ; il est souvent modifié par celui des affaires qu'elles ont chacune avec d'autres pays. Si l'usage des négocians d'Angleterre étoit, par exemple, de payer les marchandises qu'ils achètent de Hambourg, de Dantzick, de Riga, &c. par des lettres de change sur la Hollande, l'état ordinaire de dettes & de créances entre l'Angleterre & la Hollande ne feroit pas entièrement réglé par le cours ordinaire des affaires qu'elles font l'une avec l'autre ; il le feroit pour quelque chose, par celui de l'Angleterre

avec ces autres places. L'Angleterre, dans ce cas, pourroit être obligée annuellement d'envoyer de l'argent à la Hollande, quoique les exportations annuelles qu'elle y feroit excédassent la valeur annuelle de ce qu'elle en importeroit, & quoique ce qu'on appelle la balance du commerce fût beaucoup en faveur de l'Angleterre.

Jusqu'ici j'ai tâché de montrer combien il est inutile, dans les principes même du système mercantile, de mettre des entraves extraordinaires à l'importation des marchandises venant des pays avec lesquels on suppose que la balance du commerce est défavorable.

Mais rien ne peut être plus absurde que toute cette doctrine de la balance du commerce, sur laquelle sont fondés non-seulement tous les réglemens qui tendent à le restreindre, mais encore presque tous les autres qui tendent à le diriger. Si deux places commercent l'une avec l'autre, cette doctrine suppose que si la balance est égale, aucune des deux ne perd ni ne gagne, mais que pour peu qu'elle penche d'un côté, l'une perd & l'autre gagne en proportion qu'elle s'éloigne d'un exact

équilibre. Les deux suppositions sont fausses : un commerce qui est forcé par le moyen des gratifications & des monopoles , peut être & communément est désavantageux au pays en faveur duquel on a prétendu l'établir , ainsi que je tâcherai de le faire voir ci-après ; mais le commerce qui se fait régulièrement & naturellement, sans force & sans contrainte, entre deux places, est toujours avantageux à toutes les deux, quoiqu'il ne le soit pas toujours autant à l'une qu'à l'autre.

Par avantage ou gain , j'entends non l'augmentation de la quantité d'or & d'argent , mais celle de la valeur échangeable du produit annuel des terres & du travail du pays, ou l'accroissement du revenu annuel de ses habitans.

Si la balance est égale, & si le commerce entre deux places consiste entièrement dans l'échange des marchandises du pays, non-seulement elles y gagneront toutes les deux, mais la plupart du tems elles y gagneront également, ou peu s'en faudra. Dans ce cas, chacune d'elles fournit un marché pour une partie du produit surabondant de l'autre ; chacune remplace un capital

qui a été employé à faire naître cette partie du produit surabondant de l'autre, qui a été distribué parmi ses habitans, & qui a donné à un certain nombre d'entr'eux un revenu & la subsistance. Une partie des habitans de chacune tirera donc indirectement son revenu & sa subsistance de l'autre. Comme les marchandises échangées sont aussi supposées d'une valeur égale, de même les deux capitaux employés dans le commerce feront la plupart du tems égaux, ou peu s'en faudra ; & étant employés tous les deux à faire naître les marchandises propres de chaque pays, le revenu & la subsistance que leur distribution procurera aux habitans de chacune, seront égaux, ou à-peu-près égaux. Ce revenu & cette subsistance qu'elles se procurent ainsi mutuellement, seront plus grands ou plus petits, en proportion de l'étendue de leurs affaires : si elles en font, par exemple, annuellement pour cent mille livres ou pour un million sterling de chaque côté, chacune d'elles procurera un revenu annuel, soit de cent mille, soit d'un million sterling, aux habitans de l'autre.

Si leur commerce est tel que l'une

n'exporte rien à l'autre qui ne soit de son crû, tandis que les retours de l'autre ne se feront qu'en marchandises étrangères, dans ce cas, la balance seroit supposée encore égale, parce que les marchandises seroient payées avec des marchandises : elles y gagneroient aussi toutes deux ; mais elles n'y gagneroient pas également, & les habitans du pays qui n'exporteroit que des marchandises de son crû, seroient ceux qui tireroient le plus grand revenu de ce commerce. Si l'Angleterre, par exemple, n'importoit rien de France que les marchandises de France, & que n'en ayant point des siennes dont la France eût besoin, elle les payât annuellement en y envoyant une grande quantité de marchandises étrangères, comme du tabac & des marchandises des Indes Orientales, quoique ce commerce valût quelque revenu aux habitans de France & d'Angleterre, il en vaudroit un plus grand aux premiers qu'aux derniers. Tout le capital de France qu'on y emploieroit annuellement, seroit distribué dans le peuple de France ; mais il n'y auroit de distribué annuellement dans le peuple d'Angleterre que cette partie du

capital anglois qui feroit employée à produire les marchandises angloises avec lesquelles on acheteroit ces marchandises étrangères. La plus grande partie de ce capital remplaceroit les capitaux employés en Virginie, dans l'Indostan & à la Chine, & qui auroient donné un revenu & la subsistance aux habitans de ces pays lointains. Si ces capitaux étoient égaux, ou à-peu-près, cet emploi du capital françois augmenteroit donc beaucoup plus le revenu du peuple de France que celui du capital anglois n'augmenteroit le revenu du peuple d'Angleterre. La France feroit alors un commerce étranger direct de consommation avec l'Angleterre; au lieu que l'Angleterre en feroit un de détour avec la France. J'ai déjà pleinement expliqué les différens effets d'un capital employé dans l'un & l'autre de ces commerces.

Il est probable qu'il n'existe pas entre deux nations un commerce consistant uniquement, ou dans l'échange des marchandises que chacune d'elles produit, ou dans l'échange des marchandises du pays d'un côté & des marchandises étrangères de l'autre côté. Presque tous les pays échangent

les uns avec les autres, en partie leurs propres productions, & en partie des marchandises étrangères. Cependant le pays qui gagnera le plus sera toujours celui dans les cargaisons duquel il y aura le plus de ses marchandises, & le moins de marchandises étrangères. Si l'Angleterre ne payoit pas les marchandises importées de France avec du tabac & des marchandises de l'Inde, mais avec de l'or & de l'argent, on supposeroit alors que la balance est inégale, parce que les marchandises ne feroient pas payées avec des marchandises, mais avec de l'or & de l'argent. Cependant le commerce, dans ce cas, aussi-bien que dans le précédent, procureroit un certain revenu aux habitans des deux royaumes, mais plus à ceux de la France qu'à ceux de l'Angleterre: il donneroit quelque revenu à ceux de l'Angleterre. Le capital employé à produire les marchandises angloises qui acheteroient cet or & cet argent, le capital qui auroit été distribué à un certain nombre d'habitans de l'Angleterre & qui leur auroit donné un revenu, feroit remplacé par-là, & pourroit continuer d'être employé

de même. Tout le capital d'Angleterre ne diminueroit pas plus par cette exportation d'or & d'argent, que par celle de toute autre marchandise ; il augmenteroit au contraire, la plupart du tems. On n'envoie dehors que les marchandises dont on suppose que le besoin est plus grand ailleurs que chez soi, & dont on compte que les retours auront conséquemment plus de valeur chez soi que n'en ont les marchandises exportées. Si le tabac ne vaut que cent mille livres sterling en Angleterre, & qu'envoyé en France il y achete du vin qui en Angleterre vaut cent-dix mille livres sterling, l'échéance augmentera le capital d'Angleterre de dix mille livres sterling ; de même si l'Angleterre achete avec cent mille livres sterling en or, du vin de France qui vaut chez elle cent-dix mille livres sterling, son capital augmentera également de dix mille livres sterling ; comme un marchand qui a pour cent-dix mille livres sterling de vin dans ses caves, est plus riche que celui qui n'a que pour cent mille livres sterling de tabac dans ses magasins, de même il est plus riche que celui qui n'a vaillant que cent mille livres sterling d'or

dans ses coffres; il peut mettre en mouvement une plus grande quantité d'industrie & donner du revenu, de la subsistance & de l'emploi à un plus grand nombre de personnes, que les deux autres. Mais le capital d'un pays est égal aux capitaux de tous ses différens habitans, & la quantité d'industrie qu'il peut mettre en œuvre est égale à tout ce que ses différens capitaux peuvent en entretenir annuellement. Ainsi, & le capital du pays & la quantité d'industrie qui peut y être mise en œuvre annuellement, doivent être généralement augmentés par cet échange. Il seroit à la vérité plus avantageux pour l'Angleterre d'acheter les vins de France avec ses quincailleries, ou avec ses draps larges, qu'avec le tabac de Virginie ou l'or & l'argent du Brésil & du Pérou. Un commerce étranger direct de consommation est toujours plus avantageux qu'un commerce étranger de détour; mais un commerce étranger de consommation qui se fait par détour avec de l'or & de l'argent, ne paroît pas moins avantageux que tout autre qui se fait aussi par détour. Il n'y a nulle apparence qu'un pays qui n'a point de mines soit

plutôt épuisé d'or & d'argent par l'exportation annuelle de ces métaux, que ne le fera de tabac celui où croît le tabac, par l'exportation annuelle de cette plante. Comme un pays qui a de quoi acheter du tabac n'en manquera jamais long-tems, de même celui qui a de quoi acheter de l'or & de l'argent en aura bientôt.

C'est, dit-on, un commerce à perte, que celui d'un ouvrier avec un cabaret à biere; & celui que feroit naturellement une nation manufacturiere avec un pays de vins, feroit de la même nature. Je réponds qu'un ouvrier ne perd pas nécessairement, dans le commerce qu'il fait en achetant de la biere au cabaret. Ce commerce est de sa nature tout aussi avantageux qu'aucun autre, quoique peut-être plus sujet à des abus. L'emploi d'un brasseur & celui d'un marchand qui vend des liqueurs fermentées en détail, sont des divisions du travail aussi nécessaires qu'aucune autre. Il sera généralement plus avantageux pour un ouvrier, d'acheter la biere dont il a besoin, que de la faire lui-même, & s'il est pauvre, de l'acheter petit à petit du détailleur, que d'en acheter une grande

quantité à la fois du braiseur. Il peut sans doute en acheter trop chez l'un ou chez l'autre, comme il peut acheter trop de viande chez le boucher, s'il est glouton, ou trop d'étoffes chez le marchand de drap, s'il veut faire le beau parmi ses compagnons. Il est avantageux au grand corps des ouvriers, que tous ces commerces soient libres, quoiqu'on puisse abuser de la liberté dans tous, & qu'il y ait plus à craindre pour l'abus dans certains que dans d'autres. Ajoutez que si les individus peuvent quelquefois se ruiner par une consommation excessive de liqueurs fermentées, il ne paroît pas vraisemblable que toute une nation s'y ruine; quoique plusieurs excèdent à cet égard la dépense qu'ils font en état de faire, il y en a toujours beaucoup plus qui n'y dépensent pas tout ce qu'ils pourroient y mettre. Une chose encore qui mérite d'être observée, c'est que si nous consultons l'expérience, le bon marché du vin paroît être une cause non d'ivrognerie, mais de sobriété. Les habitans des pays de vignobles sont généralement les gens les plus sobres de l'Europe, témoins les Espagnols, les Italiens & les habitans des

provinces méridionales de France. On ne fait guère d'excès dans ce qu'on boit & mange tous les jours. Personne n'affecte d'être libéral & bon compagnon, en prodiguant une liqueur à aussi bon marché que la petite bière. Au contraire, dans les pays trop chauds ou trop froids pour y avoir des vignes, & où le vin est par conséquent rare & cher, l'ivrognerie est un vice commun, ainsi que parmi les nations du nord & parmi celles qui vivent entre les tropiques, telles, par exemple, que les Negres de la côte de Guinée. J'ai souvent entendu parler d'une observation faite en France, que quand un régiment françois alloit en quartier des provinces septentrionales, où le vin est un peu cher, dans les provinces méridionales, où il est à grand marché, les soldats se débauchent d'abord par le bas prix & la bonté du vin; mais qu'après quelques mois de résidence, la plupart ne buvoient pas plus que le reste des habitans. Si on ôtoit tout-à-coup les droits sur les vins étrangers, & les excises sur la dreche, la bière & l'aile, on verroit probablement de même une ivrognerie générale & passagère s'établir dans les rangs moyens

& inférieurs du peuple, mais qui seroit bientôt suivie d'une sobriété presque universelle & permanente. Elle n'est pas aujourd'hui le vice des gens du monde, ou de ceux qui ont le moyen de se procurer les liqueurs les plus chères. Un gentilhomme ivre d'aile seroit un phénomène parmi nous; d'ailleurs les moyens par lesquels on restraint le commerce du vin dans la Grande-Bretagne, paroissent moins calculés pour empêcher le peuple d'aller, si je puis le dire, aux cabarets à biere, que d'aller où il pourroit acheter la meilleure liqueur & la moins chère. Ils favorisent le commerce des vins de Portugal, & découragent celui des vins de France. Les Portugais, dit-on, font de meilleures pratiques pour nos manufactures, que les François, & ils doivent par conséquent être encouragés de préférence. Comme ils nous donnent leur pratique, il est juste de leur donner la nôtre. C'est ainsi que les petites finesse des marchands subalternes sont érigées en maximes politiques pour la conduite d'un grand empire: car il n'y a que les marchands les plus subalternes, qui se fassent une loi d'employer principalement leurs pratiques.

pratiques. Un grand négociant achete toujours ses marchandises où elles sont meilleures & à meilleur compte, sans avoir égard à de petits intérêts de cette espece.

Telles sont cependant les maximes où les nations ont puisé que leur intérêt consistoit à réduire tous leurs voisins dans la pauvreté. On fait envisager à chacune d'elles, avec un œil d'envie, la prospérité de toutes les autres avec lesquelles elle commerce, & on lui fait regarder leur gain comme une perte pour elle. Le commerce, qui doit naturellement être parmi les nations, comme parmi les individus, un lien d'union & d'amitié, est devenu la plus féconde source de discorde & d'animosité. L'ambition capricieuse des rois & des ministres n'a pas été plus fatale au repos de l'Europe, dans notre siècle & le précédent, que l'impertinente jalousie des marchands & des manufacturiers. La violence & l'injustice de ceux qui gouvernent le monde, sont un ancien mal, auquel je crains fort que la nature des affaires humaines ne laisse peu d'apparence de remède. Mais la basse rapacité, l'esprit de monopole des marchands & des manu-

facturiers, qui ne font, ni ne doivent être les maîtres du monde, font un autre mal, peut-être incorrigible, mais dont il seroit fort aisé d'arrêter les plus mauvais effets, en l'empêchant de troubler la tranquillité de tout autre que d'eux.

Il est indubitable que c'est l'esprit de monopole qui originairement a inventé & propagé cette doctrine, & ceux qui l'ont enseignée les premiers n'étoient pas, à beaucoup près, si fous que ceux qui l'ont crue. Dans tout pays il est, & il est impossible qu'il ne soit pas de l'intérêt du grand corps du peuple, d'acheter ce dont il a besoin de ceux qui le vendent meilleur marché. La proposition est si évidente, qu'il paroît ridicule de se mettre en frais pour la prouver, & jamais on ne l'eût mise en question, si les sophismes intéressés des marchands & des manufacturiers n'avoient brouillé le sens commun des hommes. Leur intérêt, à cet égard, est directement opposé à celui du grand corps du peuple. Comme il est de l'intérêt de ceux qui ont obtenu la maîtrise dans une corporation, d'empêcher que le reste des habitans se serve d'autres ouvriers qu'eux, de même il est

de l'intérêt des marchands & des manufacturiers de chaque pays, de s'affurer le monopole du marché intérieur. De là, dans la Grande - Bretagne & dans la plupart des autres pays de l'Europe, les impositions extraordinaires sur presque toutes les marchandises importées par des marchands étrangers. De là les gros droits & les prohibitions sur toutes ces manufactures étrangères qui peuvent entrer en concurrence avec les nôtres. De là les empêchemens extraordinaires mis à l'importation de presque toutes les fortes de marchandises venant des pays avec lesquels on suppose que la balance du commerce est défavorable, c'est-à-dire, des pays qui sont l'objet de la plus violente animosité nationale.

Cependant la richesse d'un pays voisin, quoique dangereuse en guerre & en politique, est certainement avantageuse dans le commerce. Dans un état d'hostilité, elle peut fournir à nos ennemis les moyens d'entretenir des flottes & des armées supérieures aux nôtres; mais dans un état de paix & de commerce, elle doit pareillement la mettre dans le cas de faire avec nous des échanges pour une plus gran-

de valeur , & de nous fournir un marché plus considérable , soit pour le produit immédiat de notre propre industrie , soit pour tout ce que nous achetons avec ce produit. Un homme riche doit être naturellement une meilleure pratique qu'un pauvre , pour les gens industriels de son voisinage ; il en est de même d'une nation riche : il est vrai qu'un homme riche qui est lui-même un manufacturier , est un voisin dangereux pour tous ceux qui commercent dans le même genre que lui. Cependant tout le reste du voisinage , qui est sans comparaison le plus grand nombre , profite du marché qu'ouvre sa dépense ; ils profitent même de ce qu'il vend à meilleur compte que d'autres plus pauvres qui font le même négoce. Les manufacturiers d'une nation riche peuvent sans doute être aussi de dangereux rivaux pour ceux de leurs voisins : cette rivalité est cependant avantageuse au grand corps du peuple , qui profite d'ailleurs beaucoup par le marché considérable que lui fournit la dépense d'une telle nation dans tout autre genre. Les particuliers qui veulent faire fortune ne songent jamais à se retirer dans les provinces pauvres &

éloignées; ils se rendent à la capitale, ou dans quelque'une des grandes villes commerçantes du pays; ils savent qu'où il circule beaucoup de richesses, ils pourront en avoir leur part, & qu'il y a peu à gagner où il n'y en a guere en mouvement. Les mêmes maximes qui dirigent ainsi le sens commun d'un, de dix ou de vingt individus, devroient bien régler le jugement d'un, de dix ou de vingt millions, & devroient faire regarder à toute une nation les richesses de ses voisins comme une cause & une occasion probable d'en acquérir elle-même. Une nation qui voudroit s'enrichir par le commerce étranger, seroit certainement plus à portée de le faire, si ses voisins étoient tous des nations riches, industrieuses & commerçantes. Une grande nation environnée de tous côtés par des sauvages errants & des peuple pauvres & barbares, peut sans doute acquérir des richesses par la culture de ses terres, & par son commerce intérieur, mais non par le commerce étranger: il semble que ce soit ainsi que les anciens Egyptiens & les Chinois modernes ont acquis une grande opulence. Les anciens Egyptiens négligeoient, à ce qu'on dit, le commerce

étranger ; & on fait que les Chinois modernes en font un mépris si souverain, qu'à peine daignent-ils lui accorder une protection décente par leurs loix. Autant que nos maximes modernes sont capables de produire l'effet qu'elles se proposent, je veux dire, l'appauvrissement de tous nos voisins, elles tendent à rendre le commerce même inutile & méprisable.

Il n'y a point de pays commerçant en Europe, dont les prétendus docteurs de ce système n'aient souvent prédit la ruine prochaine sur la balance défavorable du commerce. Après toute l'inquiétude qu'ils ont donnée sur ce sujet, après toutes les vaines tentatives de presque toutes les nations commerçantes, pour tourner cette balance en leur faveur, il ne paroît pas cependant qu'aucune nation de l'Europe ait été appauvrie par cette cause : au contraire, en proportion que chaque pays, chaque ville a ouvert ses ports, au lieu d'être ruinés par cette liberté du commerce, ainsi qu'on devoit s'y attendre d'après les principes de ce beau système, ils se sont enrichis : je dis *en proportion* ; car il y a peu de villes en Europe qui, à certains égards, méritent

le nom de ports francs , & il n'y a pas un seul pays où le commerce étranger soit libre. La Hollande approche peut-être le plus de ce caractère, quoiqu'elle en soit encore bien éloignée, & il est reconnu que la Hollande tire non-seulement toute sa richesse, mais même une grande partie de sa subsistance nécessaire, du commerce étranger.

Il y a véritablement une autre balance, déjà expliquée ci-devant, très-différente de la balance du commerce, & qui, selon qu'elle vient à être favorable ou défavorable, occasionne nécessairement la prospérité ou la décadence d'une nation. C'est la balance du produit annuel & de la consommation: l'on a déjà observé que si la valeur échangeable du produit annuel excède celle de la consommation annuelle, le capital de la société doit augmenter annuellement, en proportion de cet excédent. La société, dans ce cas, vit de son revenu, & ce qu'elle épargne sur ce revenu, est naturellement ajouté à son capital, & employé de manière que le produit annuel en devient encore plus grand. Si au contraire la valeur échangeable du produit annuel est au dessous de la consom-

mation annuelle, il faut que le capital de la société diminue annuellement, en proportion de ce *déficit*. Sa dépense excède alors son revenu, & prend nécessairement sur son capital. Son capital par conséquent doit nécessairement *décheoir*, & avec lui la valeur échangeable du produit annuel de son industrie.

La balance du produit & de la consommation est entièrement différente de ce qu'on appelle la balance du commerce : elle peut s'établir dans une nation qui n'auroit point de commerce étranger, mais qui seroit absolument séparée du reste du monde ; elle peut avoir lieu sur tout le globe terrestre, dont la richesse, la population & les progrès peuvent croître ou décroître par degrés.

La balance du produit & de la consommation peut être constamment en faveur d'une nation, quoique ce qu'on appelle la balance du commerce soit généralement contr'elle. Une nation peut importer pour une plus grande valeur qu'elle n'exporte, peut-être un demi-siècle de suite : l'or & l'argent qui lui viennent durant tout ce tems, peuvent être envoyés sur le champ hors

du pays; sa monnoie circulante peut tomber graduellement, & différentes fortes de papier-monnaie en prendre la place: enfin les dettes même qu'elle contracte chez les principales nations avec lesquelles elle commerce, peuvent aller toujours en croissant; & cependant il peut se faire que sa richesse réelle, que la valeur échangeable du produit de ses terres & de son travail, aient augmenté durant ce même espace de tems en beaucoup plus grande proportion: l'état de nos colonies de l'Amérique Septentrionale, & le commerce qu'elles faisoient avec la Grande-Bretagne avant ces derniers troubles, sont une preuve que cette supposition n'est nullement impossible.

CHAPITRE IV.

Des rabats.

LES marchands & les manufacturiers ne se contentent pas du monopole du marché intérieur; ils souhaitent aussi la vente la plus étendue de leurs marchandises au dehors. Leur pays n'ayant point de juridiction sur les nations

étrangères , il ne peut leur procurer le monopole chez elles ; c'est pourquoi ils sont généralement obligés de se réduire à demander certains encouragemens pour l'exportation.

Parmi ces encouragemens, les plus raisonnables semblent être ceux qu'on appelle rabats. En permettant à un négociant de rabattre sur l'exportation le tout ou une partie de l'excise ou autre droit imposé sur l'industrie domestique, on ne peut jamais occasionner l'exportation d'une plus grande quantité de marchandises qu'on n'en auroit exporté sans l'imposition. Cela ne tend pas à tourner vers aucun emploi particulier une plus grande portion du capital du pays, que celle qui d'elle-même y auroit été, mais seulement à empêcher qu'il en soit rien détourné à d'autres emplois ; il tend non à renverser la balance qui s'établit naturellement entre les divers emplois de la société, mais à empêcher que le droit imposé ne la renverse ; non à détruire, mais à conserver ce qu'il est presque toujours utile de conserver, la division & la distribution naturelle du travail dans la société.

On peut en dire autant des rabats

sur la réexportation des marchandises étrangères importées. Dans la Grande-Bretagne la partie du droit sur l'importation, qu'ils retranchent, est généralement de beaucoup la plus forte : la moitié des droits imposés par ce qu'on appelle l'ancien subside, y est universellement rabattue, excepté sur les marchandises exportées aux plantations britanniques, & souvent le tout ou une partie de ceux imposés par les derniers subsides & impôts. Les rabats furent accordés originairement pour encourager le commerce de transport, qu'on regardoit comme le plus propre à faire venir l'or & l'argent dans le pays, parce que les étrangers payent souvent la cargaison des vaisseaux en argent. Mais quoique le commerce ne mérite sûrement pas d'encouragement particulier, & quoique le motif de l'institution ait été peut-être bien fou, l'institution paroît assez sage. Elle ne peut faire qu'il aille au commerce de transport plus du capital du pays qu'il n'y en auroit été naturellement, s'il n'y avoit pas eu de droits sur l'importation; elle empêche seulement que ce commerce ne soit absolument exclu par ces droits. Quoiqu'il ne mérite au-

cune préférence, il ne faut pas l'exclure, mais le laisser libre, comme tous les autres. Il est une ressource nécessaire pour les capitaux qui ne peuvent trouver d'emploi ni dans l'agriculture & les manufactures du pays, ni dans son commerce étranger de consommation.

Le revenu des douanes, bien loin de souffrir de ces rabats, en profite par la partie du droit restante : si on n'en ôtoit rien, les marchandises étrangères sur lesquelles il se paye, ne pourroient guere être exportées, ni conséquemment importées, faute d'un marché pour les vendre : les droits dont on retient une partie ne feroient donc jamais payés.

Ces raisons paroissent suffisantes pour justifier les rabats, & les justifieroient quand ils feroient du total des droits pour l'exportation qui se feroit, tant du produit de l'industrie nationale, que des marchandises étrangères ; à la vérité le revenu de l'excise en souffriroit un peu, & les douanes beaucoup plus ; mais un tel règlement rétablirait mieux la balance naturelle de l'industrie, & la division & distribution naturelle du travail, toujours plus ou

moins dérangées par ces fortes de droits.

Ces raisons cependant ne justifieront que les rabats sur l'exportation des marchandises aux pays absolument étrangers & dépendans, & non à ceux où nos marchands & nos manufacturiers font le monopole : par exemple, un rabat sur l'exportation des marchandises d'Europe à nos colonies d'Amérique n'occasionnera pas toujours une exportation plus considérable que celle qu'on y auroit faite, tous les droits restans. Comme ils y jouissent du monopole, il pourroit arriver souvent qu'ils y en portaient la même quantité; ainsi les rabats peuvent être souvent en pure perte pour l'excise & les douanes, sans rien changer à l'état du commerce ni le rendre en aucune manière plus étendu qu'il ne seroit. On verra ci-après, lorsque je traiterai des colonies, jusqu'où les rabats peuvent être approuvés comme bon encouragement à l'industrie de nos colonies, & jusqu'où il est avantageux à la mère-patrie qu'on les exempte des taxes que payent les autres sujets; il est bien entendu que les rabats ne sont utiles que dans les cas où les marchandises pour

l'exportation desquelles on les accorde sont réellement exportées chez l'étranger, & ne rentrent pas clandestinement chez nous. On fait l'abus qu'on a fait de certains, particulièrement de ceux sur le tabac, combien ils ont occasionné de fraudes également préjudiciables au fisc & à ceux qui font le commerce de bonne foi.

C H A P I T R E V.

Des gratifications.

ON demande souvent dans la Grande-Bretagne, des gratifications sur l'exportation, & quelquefois on en accorde au produit de certaines branches de l'industrie domestique. On prétend qu'elles mettent nos marchands & nos manufacturiers en état de vendre leurs marchandises chez l'étranger à aussi bon ou meilleur marché que leurs rivaux. Ils en exporteront, dit-on, en plus grande quantité, & conséquemment la balance du commerce tournera plus en notre faveur. Nous ne pouvons pas donner à nos ouvriers le

monopole, comme nous l'avons donné chez nous, & il n'y a pas moyen de forcer les étrangers à acheter d'eux, comme nous y avons forcé nos compatriotes. Le meilleur expédient, faute de celui-là, c'est, ajoute-t-on, de les payer pour qu'ils achètent. C'est de cette manière que le système mercantille propose d'enrichir tout le pays, & de mettre de l'argent dans nos poches par le moyen de la balance du commerce.

On convient que les gratifications ne doivent être accordées qu'aux branches de commerce qui ne peuvent aller sans elles. Mais toutes celles où le marchand peut vendre ses marchandises pour un prix qui lui remplace avec les profits ordinaires tout le capital employé à les préparer & à les mettre en état de vente, peuvent aller & se soutenir sans gratifications. Chaque branche de cette espèce est évidemment de niveau avec toutes les autres branches de commerce qui se soutiennent sans gratifications, & par conséquent elles n'en ont pas plus besoin. Les seuls commerces qui ne peuvent s'en passer, sont ceux où le marchand est obligé de vendre ses marchandises pour

un prix qui ne lui rend point son capital avec les profits ordinaires, ou dans lesquels il est obligé de vendre les choses moins qu'elles ne lui coûtent réellement. La gratification est accordée pour compenser cette perte, & pour l'encourager à continuer, ou peut-être à commencer un commerce dont on suppose que les frais sont plus grands que les retours; dont chaque opération mange une partie du capital qu'on y a employé, & qui est tel de sa nature, que, si tous les autres commerces lui ressembloient, il ne resteroit bientôt plus de capital dans le pays.

Il faut observer que les commerces favorisés par les gratifications, & qui n'iroient pas sans cet appui, sont les seuls que deux nations puissent faire long-tems ensemble de manière qu'il y en ait une qui perde régulièrement toujours, & qui vende constamment ses marchandises pour moins qu'elles ne lui coûtent, en prenant le total de ses frais jusqu'au moment de la vente. Si la gratification ne rendoit pas au marchand ce qu'il perdrait sans cela sur le prix de ses marchandises, son intérêt l'obligeroit aussi-tôt d'employer ailleurs son capital, ou de trouver un au-

tre commerce où ce capital pût lui rentrer avec les profits ordinaires. Les gratifications, comme tous les autres expédiens du système mercantille, ne peuvent avoir d'autre effet que celui de forcer le commerce à prendre une direction beaucoup moins avantageuse que celle qu'il auroit prise de lui-même.

L'auteur ingénieux & bien instruit des *traités sur les grains* a montré clairement que depuis le premier établissement de la gratification sur l'exportation de cette denrée, le prix des grains exportés, d'après une évaluation assez modérée, a excédé celui des grains importés, d'après une évaluation fort haute, d'une somme beaucoup plus grande que le montant de toutes les gratifications qui ont été payées durant cette période. C'est, à ce qu'il imagine, sur les vrais principes du système mercantille, une preuve claire que ce commerce de grains forcé est avantageux à la nation, la valeur de l'exportation surpassant celle de l'importation, d'une somme bien plus forte que toute la dépense extraordinaire que le public a faite pour que ces grains fussent exportés. Il ne considère pas que cet-

te dépense extraordinaire, ou la gratification, est la plus petite partie de la dépense que l'exportation des grains coûte réellement à la société. Il faut mettre aussi en ligne de compte le capital que le fermier a employé à la production. A moins que le prix de nos bleds vendus chez l'étranger ne remplace non-seulement la gratification, mais encore ce capital avec les profits ordinaires des fonds, nous perdons, & les fonds nationaux sont diminués d'autant. Mais c'est précisément parce qu'on a jugé ce prix insuffisant, qu'on a jugé la gratification nécessaire.

Le prix moyen du bled est, dit-on, considérablement tombé depuis l'établissement de la gratification. J'ai déjà tâché de montrer que le prix moyen du bled avoit commencé à baisser un peu vers la fin du dernier siècle, & qu'il a continué de baisser durant tout le cours des soixante-quatre premières années du nôtre. Mais en supposant cet événement aussi réel que je le crois, il a dû arriver en dépit, & non en vertu de la gratification.

On a déjà observé que dans les années d'abondance, la gratification oc-

caſionnant une exportation extraordinaire, tenoit le grain à un prix plus haut dans le pays que celui qu'il devoit avoir naturellement. C'étoit-là le but qu'on ſe propoſoit ouvertement dans l'inſtitution. Dans les années de diſette, quoique la gratification ſoit ſouvent ſuſpendue, la grande exportation qu'elle occaſionne dans les années fertiles, doit cependant empêcher plus ou moins que l'abondance de l'une ne ſupplée à la diſette de l'autre. Ainſi dans les années abondantes & dans les années ſtériles, la gratification tend néceſſairement à tenir le prix du bled en argent un peu plus haut dans le marché intérieur qu'il ne le ſeroit naturellement.

Aucune perſonne raifonnable ne conteſtera, je penſe, que la gratification ne tende là dans l'état actuel du labourage. Mais bien des gens ont penſé qu'elle tend à encourager l'agriculture, en aſſurant au fermier un prix meilleur que celui qu'il auroit ſans elle dans l'état actuel du labourage; & que l'augmentation de grains qui pourroit ſ'en ſuivre à la longue, ſeroit capable d'en faire tomber le prix plus bas que la gratification ne le feroit monter dans

l'état actuel d'amélioration où feroit l'agriculture.

Je réponds que la chose pourroit arriver, si l'effet de la gratification étoit de hauffer le prix réel du grain, ou de mettre le fermier en état d'entretenir avec une égale quantité de grain un plus grand nombre d'ouvriers de la même manière, libérale, médiocre ou chétive, dont ils sont communément entretenus dans son voisinage. Mais il est évident que cet effet ne peut être opéré ni par la gratification, ni par aucune institution humaine. Ce n'est pas sur le prix réel, mais seulement sur le prix nominal des grains, que la gratification peut influer.

Le véritable effet de la gratification n'est pas tant de hauffer la valeur réelle du grain, que de dégrader la valeur réelle de l'argent, ou de faire qu'une égale quantité d'argent soit échangée contre une moindre quantité non-seulement de grain, mais de toute autre marchandise. Car le prix du bled en argent règle celui de toutes les autres marchandises.

Il règle le prix du travail en argent, puisque ce prix doit toujours être tel que l'ouvrier puisse en acheter la quan-

tité de grains fuffifante pour vivre lui & fa famille de la maniere plus ou moins abondante ou pauvre dont ceux qui l'employent font obligés de les faire fubfifter, felon l'état progressif, fationnaire ou rétrograde de la fociété.

Il régle le prix en argent de toutes les autres parties du produit brut de la terre, prix qui, dans chaque période des progrès de la fociété, doit avoir une certaine proportion avec celui du grain, quoique cette proportion foit différenté dans les différens périodes. Il régle, par exemple, le prix des herbagés & du foin, de la viande de boucherie, des chevaux & de leur fubfiftance, par conféquent des charrois, ou de la plus grande partie du commerce intérieur.

En réglant le prix pécuniaire de toutes les autres parties du produit brut de la terre, il régle celui des matieres de toutes les manufactures. En réglant le prix du travail en argent, il régle celui de la main-d'œuvre & de l'industrie qui fabrique; & en les réglant tous deux, il régle celui de la manufacture complète. Le prix pécuniaire du travail, doit néceffairement s'élever ou

tomber en proportion de celui du bled.

Ainsi, quand la gratification mettroit le fermier en état de vendre son bled quatre schelings le boisseau, au lieu de trois schelings six pences, & de payer à son maître une rente en argent proportionnée à ce surhaussement du prix pécuniaire de son produit, cependant, si en conséquence de ce surhaussement dans le prix du bled, quatre schelings n'achètent pas plus de marchandises d'une autre espèce, que trois schelings six pences n'en auroient acheté auparavant, ni la fortune du fermier, ni celle du maître, n'augmenteront pas de la moindre chose par ce changement : le fermier n'en cultivera pas mieux la terre, & son maître n'en vivra pas mieux.

Cette dégradation de la valeur de l'or & de l'argent, qui vient de la fertilité des mines, & qui opère également ou presque également dans tout le monde commerçant, est d'une très-petite conséquence pour chaque pays particulier. Si le surhaussement qu'elle amène de tous les prix en argent ne rend pas plus riches ceux qui les reçoivent, il ne les rend pas réellement

plus pauvres. Un service de vaisselle d'argent devient réellement meilleur marché, & la valeur de toute autre chose reste réellement la même qu'auparavant.

Mais si cette dégradation dans la valeur de l'argent arrive dans un seul pays comme un effet de sa situation particulière ou de ses institutions politiques, elle devient pour lui d'une très-grande conséquence, & bien loin de tendre à rendre quelqu'un plus riche, elle tend à rendre tout le monde réellement plus pauvre. Le surhaussement du prix pécuniaire de toutes les marchandises tend alors à décourager, dans ce pays particulier, toutes les espèces d'industrie qu'on y exerce, & à mettre toutes les nations étrangères en état de fournir chez les autres & chez lui-même presque tout pour une moindre quantité d'argent, que ses ouvriers ne peuvent le donner.

L'Espagne & le Portugal, comme propriétaires de mines, sont dans la situation particulière de distribuer l'or & l'argent dans tous les autres pays de l'Europe. Ces métaux doivent donc naturellement être un peu meilleur marché en Espagne & en Portugal, que

dans les autres parties de l'Europe. Cependant la différence ne devroit pas se monter plus haut que la dépense de la cargaison & de l'assurance ; & à raison de la grande valeur de ces métaux , en proportion de leur volume , la cargaison est peu de chose , & l'assurance est la même que pour toute autre marchandise d'une égale valeur. Ainsi l'Espagne & le Portugal souffriroient peu de leur situation particulière , si leurs désavantages n'étoient aggravés par leurs institutions politiques.

L'Espagne en taxant , & le Portugal en défendant l'exportation de l'or & de l'argent , chargent cette exportation de la défense de la fraude , & font monter d'autant la valeur de ces métaux dans les autres pays , au dessus de la valeur qu'ils ont chez eux. Lorsque vous retenez un courant d'eau par une écluse , dès que l'eau est montée jusqu'en haut , elle coule nécessairement comme s'il n'y avoit point d'écluse. La défense de l'exportation ne peut retenir une plus grande quantité d'or & d'argent en Espagne & en Portugal , que ce que ces deux royaumes peuvent en employer , que ce que le produit annuel de leurs terres & de leur travail leur

leur permet d'en mettre en monnoie, en vaisselle, en dorure & autres ornemens. Quand ils en ont cette quantité, l'écluse est pleine, & tout le surplus qui arrive doit nécessairement s'écouler. Aussi, selon tous les rapports que nous en avons, l'exportation annuelle de l'or & de l'argent qui sortent de l'Espagne & du Portugal, est-elle égale, ou peu s'en faut, à l'importation. Cependant comme l'eau doit toujours avoir plus de profondeur derrière l'écluse que devant, de même la quantité d'or & d'argent que ces droits & prohibitions retiennent en Portugal & en Espagne, doit être plus grande, en proportion du produit annuel de leurs terres & de leur travail, que celle qu'on trouve dans les autres pays. Plus l'écluse est haute & forte, plus il doit y avoir de différence entre la profondeur de l'eau qui reste derrière & de celle qui est devant. Plus la taxe sera exorbitante, les peines rigoureuses, & la police qui fait exécuter la loi, vigilante & sévère, plus il y aura de différence entre la proportion de l'or & de l'argent au produit annuel des terres & du travail de l'Espagne & du Portugal, & celle des autres pays. Aussi

dit-on que cette différence est énorme, & qu'on y trouve souvent une profusion de vaisselle dans des maisons où l'on ne voit rien, dans tout le reste, qui réponde, comme ailleurs, ou qui soit assorti à cette sorte de magnificence. Le bon marché de l'or & de l'argent, ou, ce qui est la même chose, la cherté de toutes les marchandises, qui est l'effet nécessaire de la surabondance de ces métaux, décourage l'agriculture & les manufactures de l'Espagne & du Portugal, & met les nations étrangères dans le cas de leur fournir plusieurs especes de produit brut, & presque toutes les especes de produit manufacturé, pour moins d'argent qu'ils ne peuvent le faire venir ou le fabriquer eux-mêmes. La taxe & la prohibition opèrent en deux manieres différentes. Elles ne font pas seulement baïsser de beaucoup la valeur des métaux précieux en Espagne & en Portugal, mais en y retenant une certaine quantité de ces métaux, qui autrement se répandroit dans les autres pays, ils en font monter la valeur plus haut chez les autres, & ils leur donnent par-là un double avantage dans le commerce qu'ils font avec

eux. Ouvrez les vannes, & il y aura sur le champ moins d'eau d'un côté & plus de l'autre. Elle se mettra bientôt de niveau. Révoquez la taxe & la prohibition, la quantité d'or & d'argent diminuant de beaucoup en Espagne & en Portugal, augmentera dans les autres pays, & la valeur de ces métaux, leur proportion avec le produit annuel des terres & du travail, fera bientôt de niveau dans tous les pays de l'Europe. La perte que feroient l'Espagne & le Portugal par cette exportation, seroit absolument nominale & imaginaire. La valeur nominale de leurs marchandises, du produit annuel de leurs terres & de leur travail, tomberoit & seroit exprimée ou représentée par une moindre quantité d'argent, qu'elle ne l'étoit auparavant; mais leur valeur réelle seroit la même, & suffiroit pour entretenir, commander & employer la même quantité de travail. Comme la valeur nominale de leurs marchandises tomberoit, la valeur réelle de ce qui leur resteroit d'or & d'argent monteroit; & avec une moindre quantité de ces métaux ils fourniroient à tous les objets du commerce & de la circulation, tout comme auparavant.

L'or & l'argent qui fortiroient de chez eux, n'en fortiroient pas pour rien, mais rapporteroient une valeur égale de marchandises d'une autre espece. Ces marchandises ne feroient pas toutes destinées au luxe, à la dépense & à la consommation de gens oisifs qui ne produisent rien en retour de ce qu'ils consomment. Comme la richesse & le revenu réel des gens fainéans n'augmenteroient point par cette exportation, de même leur consommation n'augmenteroit pas beaucoup. La plus grande partie probablement, & certainement une partie de ces marchandises, consisteroit en matieres, en instrumens & en provisions pour l'emploi & la subsistance des gens industrieux qui reproduiroient avec un profit la pleine valeur de leur consommation. Une partie des fonds morts de la société se tourneroit ainsi en fonds actifs, & mettroit en action une plus grande quantité d'industrie. Le produit annuel des terres & du travail y grossiroit tout de suite un peu, & probablement beaucoup en un petit nombre d'années, parce que l'industrie s'y trouveroit soulagée d'un des plus lourds fardeaux qui l'oppriment.

La gratification sur l'exportation des grains produit exactement le même effet que cette absurde politique de l'Espagne & du Portugal. Quel que soit l'état actuel du labourage, elle est cause que chez nous notre bled est un peu plus cher, & chez les étrangers un peu meilleur marché, qu'il ne seroit; & comme le prix moyen du bled en argent règle plus ou moins celui de toutes les autres marchandises, elle fait baisser considérablement la valeur de l'argent dans notre marché, & tend à la faire monter de quelque chose dans celui des autres. Elle met les étrangers, & en particulier les Hollandois, non-seulement dans le cas de manger notre bled à meilleur compte qu'ils ne le mangeroient autrement, mais encore à meilleur marché que nous ne pouvons le manger nous-mêmes dans les mêmes occasions, ainsi que nous le certifie une excellente autorité, celle de Mathieu Decker. Elle empêche nos ouvriers de fournir leurs marchandises pour une aussi petite quantité d'argent qu'ils les auroient fournies, & met les Hollandois en état de fournir les leurs pour encore moins; elle tend à rendre nos manufactures de quelque chose

plus cheres dans les marchés étrangers, & celles des étrangers de quelque chose moins cheres qu'elles n'eussent été sans cela, & par conséquent à donner à leur industrie un double avantage sur la nôtre.

Comme la gratification fait monter chez nous non le prix réel, mais seulement le prix nominal de nos grains; comme elle augmente non la quantité de travail qu'une certaine quantité de bled peut entretenir & employer, mais seulement la quantité d'argent pour lequel on l'échange, elle décourage nos manufactures, sans rendre le moindre service réel soit à nos fermiers, soit à nos propriétaires. Elle met à la vérité un peu plus d'argent dans la poche des uns & des autres, & il sera peut-être difficile de persuader à la plupart d'entr'eux que ce n'est pas là leur rendre un service bien réel. Mais si l'argent perd de sa valeur dans la quantité de travail, de denrées & de marchandises de toute espece qu'il peut acheter, autant qu'il augmente en quantité, le service est purement nominal & imaginaire.

Il n'y a peut-être qu'une classe d'hommes, dans toute la société, à laquelle la gratification seroit ou pourroit être uti-

le, je veux dire, les marchands de grain, ceux qui en font les exportateurs & les importateurs. Dans les années d'abondance elle occasionneroit une plus grande importation, & en empêchant que l'abondance d'une année ne suppléât à la disette d'une autre, elle occasionneroit dans les années de disette une plus grande importation. Elle donneroit, dans les unes & dans les autres, plus d'affaires aux marchands, & dans les mauvaises années elle ne les mettroit pas seulement dans le cas d'importer davantage, mais encore de vendre plus cher, & avec plus de profits qu'ils n'en auroient fait si on avoit permis à l'abondance d'une bonne année de faire le soulagement d'une mauvaise. Aussi est-ce dans cet ordre d'hommes, que j'ai remarqué le plus de zèle pour la continuation & le renouvellement de la gratification.

Quand nos propriétaires vivans à la campagne imposèrent sur l'importation du grain étranger de gros droits, qui dans les années médiocres sont équivalens à une prohibition, & quand ils ont établi la gratification, ils semblent avoir imité la conduite de nos manufacturiers. Par la première de ces insti-

tutions, ils s'affuroient le monopole dans le marché intérieur ; & par l'autre , ils tâchoient d'empêcher que ce même marché ne fût surchargé de la denrée. Leur vue étoit de faire monter la valeur réelle, comme le but de nos manufacturiers étoit de hauffer celle de plusieurs sortes de marchandises manufacturées. Ils n'ont peut-être pas fait attention à la grande & essentielle différence que la nature a établie entre le grain & presque toutes les autres choses. Quand vous mettez nos manufacturiers en toile ou en laine à même de vendre leurs marchandises un peu plus cher, par le monopole intérieur & la gratification que vous leur accordez , vous faites monter non-seulement le prix nominal, mais encore le prix réel de ces marchandises ; vous le rendez équivalent à une plus grande quantité de travail & de subsistance ; vous augmentez le profit nominal & le profit réel, la richesse & le revenu réel de ces manufacturiers , & vous leur donnez le moyen ou de mieux vivre eux-mêmes, ou d'employer une plus grande quantité de travail dans ces manufactures particulières ; vous encouragez réellement ces manufac-

tures, & vous dirigez vers elles une plus grande quantité de l'industrie du pays, que celle qui probablement s'y feroit tournée d'elle-même. Mais quand vous faites monter par ces mêmes institutions le prix nominal ou pécuniaire du grain, vous ne faites pas monter sa valeur réelle, vous n'augmentez la richesse & le revenu réel ni des fermiers, ni des propriétaires: vous n'encouragez point la production du grain, parce que vous ne leur donnez pas le moyen de nourrir & d'employer plus d'ouvriers à le faire venir. La nature a imprimé sur le grain une valeur réelle qu'aucune institution des hommes ne peut changer. Il n'est ni gratification sur l'exportation, ni monopole intérieur, qui puisse l'augmenter. La plus libre concurrence ne peut la diminuer. Par-tout en général cette valeur est égale à la quantité de travail qu'elle peut entretenir; & dans chaque endroit particulier elle est égale à la quantité de travail qu'elle peut payer libéralement, médiocrement ou chichement, selon la manière ordinaire dont il y est récompensé. Les étoffes de laine ou de fil ne sont pas les marchandises qui régulent la valeur réelle des autres mar-

chandises, qui la mesurent & la déterminent en fin de compte. C'est le grain. C'est lui qui en fin de compte mesure & détermine cette valeur, par la proportion qu'il y a entre le prix moyen de toute autre chose en argent & le prix moyen du bled aussi en argent. La valeur réelle du grain ne change point avec ces variations, dans son prix moyen en argent, qui arrivent quelquefois d'un siècle à l'autre. C'est la valeur réelle de l'argent, qui change avec elles.

Les gratifications sur l'exportation des marchandises du pays sont exposées, 1°. à l'objection générale qu'on peut faire contre tous les divers expédiens du système mercantille, savoir, qu'elles poussent dans une certaine direction plus de l'industrie nationale qu'il n'y en iroit naturellement : 2°. à l'objection particulière de faire prendre violemment à l'industrie une direction qui n'est pas simplement moins avantageuse, mais qui est positivement & de fait désavantageuse, le commerce qui ne peut aller sans gratification étant nécessairement un commerce à perte. La gratification sur l'exportation des grains est de plus exposée à

cette objection , qu'elle ne peut encourager à aucun égard la production de la marchandise particulière qu'elle se propose de multiplier. Ainsi quand nos propriétaires demandèrent l'établissement de la gratification, ils agirent bien à l'imitation de nos marchands & de nos manufacturiers; mais ils n'entendirent pas de même leur intérêt propre, & ils n'eurent pas sur cet article la pleine & parfaite intelligence qui dirige ordinairement la conduite de leurs modes. Ils ont chargé le revenu public, d'une dépense fort considérable; mais ils n'ont nullement augmenté la valeur réelle de leur marchandise, & en faisant baisser de quelque chose la valeur réelle de l'argent, ils ont découragé jusqu'à un certain degré l'industrie générale du pays, & au lieu d'avancer, ils ont retardé plus ou moins l'amélioration de leurs terres, qui dépend nécessairement de cette industrie.

On pourroit imaginer qu'on encourageroit mieux la production d'une denrée ou d'une marchandise, en mettant une gratification plutôt sur la production même que sur l'exportation. Cependant on en a mis plus rarement,

Les préjugés établis par le commerce mercantille nous ont appris à croire que la richesse nationale vient plus immédiatement de l'exportation que de la production. En conséquence, la première a été plus favorisée, comme étant un moyen plus direct d'attirer de l'argent dans le pays. On a dit aussi que l'expérience avoit montré que les gratifications sur la production étoient plus sujettes à des fraudes, que celles sur l'exportation. J'ignore à quel point cela peut être vrai; mais on fait très-bien les abus qui ont été faits de celles sur l'exportation pour différentes vues frauduleuses. Mais il n'est pas de l'intérêt des marchands & des manufacturiers, que le marché intérieur soit surchargé de leurs marchandises, événement qui pourroit arriver, si la gratification étoit attachée à la production. En l'attachant à l'exportation, on prévient efficacement ce qu'ils regardent comme un malheur pour eux, parce qu'on les met dans le cas d'envoyer le surplus hors du pays, & de vendre cher ce qu'il y en reste. Aussi de tous les expédiens du système mercantille imaginés par ces grands inventeurs, il n'en est point qui leur tienne plus au cœur

que celui-là. J'ai connu des entrepreneurs de différentes sortes d'ouvrages, qui convenoient entr'eux d'accorder une gratification de leur poche sur l'exportation d'une certaine proportion des marchandises dont ils faisoient leur commerce; & cette manœuvre eut un tel succès, qu'elles se vendirent plus du double dans le pays, quoiqu'il y eût une augmentation considérable dans le produit. L'opération de la gratification sur les grains auroit été miraculeuse, si elle eût fait baisser au contraire le prix des grains en argent.

L'on a cependant accordé, dans certaines occasions, quelque chose de semblable à une gratification sur la production. L'encouragement donné à la pêche des harengs & de la baleine, peut être regardé comme quelque chose d'approchant. Il tend directement à rendre ces marchandises meilleur marché dans le pays, qu'elles ne l'auroient été dans l'état actuel de production. A d'autres égards, ses effets sont les mêmes que ceux des gratifications sur l'exportation. Car il est cause qu'une partie du capital du pays est employée à faire venir au marché des marchandises dont le prix ne fait pas rentrer

la dépense avec les profits ordinaires des fonds. Mais quoique les gratifications accordées à ces pêcheries ne contribuent pas à enrichir la nation, peut-être qu'on peut les justifier par la raison qu'elles contribuent à sa défense en augmentant le nombre de ses matelots & de ses vaisseaux. C'est ce qu'on peut faire souvent par le moyen des gratifications à moins de frais qu'il n'en coûteroit pour entretenir une grande marine sur pied en tems de paix, comme on entretient de grandes armées de terre.

Le même principe peut servir à l'apologie de quelques autres gratifications. Il est important que le royaume soit le moins possible dans la dépendance de ses voisins, pour les manufactures nécessaires à sa défense; & s'il ne peut les conserver autrement, il est raisonnable de taxer toutes les autres branches de l'industrie, pour soutenir celles-là. Les gratifications sur l'importation des munitions navales qui nous viennent de l'Amérique, sur la toile à voiles, & sur la poudre à canon, qui se fabriquent chez nous, peuvent être justifiées par ce principe. La première est

une gratification sur la production de l'Amérique , pour l'usage de la Grande-Bretagne ; les deux autres sont des gratifications sur l'exportation.

Ce qu'on appelle *gratification* n'est quelquefois rien de plus qu'un rabat , & conséquemment il n'est point sujet aux mêmes objections que ce qu'on appelle proprement une gratification. Par exemple , la gratification sur le sucre raffiné qu'on exporte , peut être considérée comme un rabat des droits sur les sucres bruns & *mascouade* , dont on le fait ; la gratification sur la soie travaillée qu'on exporte , comme un rabat sur la soie écrue & tordue qui est importée ; celle sur la poudre à canon , comme un rabat des droits sur le soufre & le salpêtre importés. Dans le langage des douanes , on n'appelle rabats que ce qu'on alloue sur les marchandises exportées dans la même forme qu'elles sont importées. Si cette forme vient à changer par le moyen d'une manufacture , on les appelle gratifications.

Les primes accordées par le public aux artistes & aux manufacturiers qui excellent dans leurs ouvrages particu-

liers, ne prêtent pas aux mêmes objections que les gratifications. En encourageant le génie & l'habileté extraordinaire, elles servent à nourrir l'émulation des ouvriers actuellement employés dans les mêmes occupations, & elles ne font pas assez considérables pour tourner vers aucune d'elles une portion du capital du pays plus forte que celle qui s'y adonneroit d'elle-même. Elles ne tendent point à renverser la balance naturelle des différens emplois de l'industrie, mais à rendre l'ouvrage qui se fait dans chacun d'eux aussi complet & aussi parfait qu'il peut l'être. D'ailleurs la dépense des primes est une bagatelle, au lieu que celle des gratifications est considérable. La gratification sur le grain seul a quelquefois coûté plus de trois cents mille liv. st. par an au public.

Les primes sont quelquefois appelées gratifications, ainsi que les rabats. Mais il faut toujours faire attention à la nature des choses, sans s'embarrasser des mots.

Je ne saurois finir ce chapitre, sans remarquer que la loi qui établit une gratification sur l'exportation des grains, & que le système de réglemens

lié avec elle, ne méritent point les éloges qu'on en a faits. Un examen particulier de la nature du commerce du bled, & des principales loix angloises qui s'y rapportent, démontrera suffisamment la vérité de cette assertion. La grande importance du sujet excusera la longueur de la digression.

Le commerce du marchand de bled est composé de quatre différentes branches distinctes & séparées de leur nature, quoiqu'une même personne puisse se mêler de toutes à la fois. Il y a 1°. le commerce de celui qui vend le grain dans le pays; 2°. celui du marchand qui l'importe pour la consommation du pays; 3°. celui du marchand qui l'exporte hors du pays pour la consommation étrangere; & 4°. celui du marchand voiturier qui l'importe pour l'exporter de nouveau.

I. Quelqu'opposés que paroissent au premier coup d'œil l'intérêt du marchand qui vend dans le pays, & celui du grand corps du peuple, ils sont, dans les années même de la plus grande disette, exactement les mêmes. Il est de l'intérêt du marchand de faire monter le prix de son bled aussi haut que la saison l'exige, & il ne peut ja-

mais être de son intérêt de le faire monter plus haut. En haussant le prix, il décourage la consommation, & met chacun plus ou moins, mais particulièrement les rangs inférieurs du peuple, sur un pied d'économie & d'épargne. Si en faisant monter le prix trop haut, il décourageoit tellement la consommation, que la provision de la saison dût aller au delà du tems qu'elle auroit à durer, & qu'il en restât encore quelque tems après qu'on auroit commencé la nouvelle moisson, il courroit le risque non-seulement de perdre une partie considérable de son grain par des causes toutes naturelles, mais d'être obligé de vendre ce qu'il en auroit gardé, pour beaucoup moins qu'il n'en auroit reçu plusieurs mois auparavant. Si en le donnant à trop bas prix, il décourageoit si peu la consommation, que la provision ne pût atteindre le tems de la saison, non-seulement il perdrait une partie du profit qu'il auroit fait autrement, mais il exposeroit le peuple à souffrir avant la fin de la saison les horreurs épouvantables d'une famine, au lieu des simples rigueurs d'une disette. Il est de l'intérêt du peuple, que sa consommation par jour,

par semaine & par mois, soit proportionnée le plus exactement possible à la provision de la saison. L'intérêt du marchand qui vend le bled dans le pays, est le même. En leur fournissant du grain dans cette proportion, selon qu'il en peut juger, il doit naturellement vendre son grain au plus haut prix, & y faire le plus grand profit; & la connoissance qu'il a de l'état de la récolte & de ce qu'il vend de grain par jour, par semaine & par mois, le met en état de juger, avec plus ou moins d'exactitude, à quel point ils sont réellement fournis. Sans égard à l'intérêt du peuple, il est nécessairement conduit, par la vue de son intérêt propre, à les traiter comme le maître prudent d'un navire est quelquefois obligé de traiter son équipage. Quand celui-ci prévoit que les vivres lui manqueront bientôt, il donne à ses gens une ration plus courte. Quand il le feroit par un excès de précaution, sans aucune nécessité réelle, il est certain que tous les inconvéniens que l'équipage en souffriroit, seroient peu de chose en comparaison du danger, de la misère & de la ruine, auxquels il pourroit quelquefois être exposé, par

une conduite moins prévoyante. De même quand le marchand vendant le grain dans le pays porteroit, par un excès d'avarice, le prix de son bled un peu au dessus de ce qu'exige la disette de la saison, tous les inconvéniens que le peuple auroit à souffrir de cette conduite, qu'il le garantit d'une famine à la fin de la saison, ne sont rien, en comparaison des horreurs dans lesquelles il auroit pu tomber, s'il eût été traité plus libéralement dès le commencement même de la saison. Le marchand est celui qui doit naturellement souffrir le plus de cet excès d'avarice. Quand il échapperoit aux effets de l'indignation générale qu'il ne manque pas de s'attirer, il perdra nécessairement beaucoup sur la quantité de bled qui lui restera entre les mains à la fin de la saison; car, la suivante étant supposée favorable, il faudra qu'il vende son grain pour beaucoup moins qu'il ne l'auroit vendu.

S'il étoit possible, à la vérité, qu'une grande compagnie de marchands accaparât toute la récolte d'un grand pays, leur intérêt les pousseroit peut-être à en faire ce qu'on accuse les Hollandois de faire des épiceries des

Moluques, d'en détruire ou d'en jeter une partie considérable, pour soutenir le prix du reste: mais il n'est guere possible, même par la violence des loix, d'établir un monopole si étendu par rapport au grain; & par-tout où les loix laissent le commerce de cette denrée libre, elle est la moins sujette de toutes les marchandises à l'accaparement & au monopole qui se font par la force de quelques grands capitaux. Non-seulement sa valeur est fort au dessus de ce que les capitaux de quelques particuliers sont capables d'acheter, mais en supposant que ces capitaux seroient suffisans, la maniere dont le grain est produit rend l'entreprise impraticable. Comme il est, dans tout pays civilisé, la marchandise dont il se fait annuellement la plus grande consommation, il y a de même une plus grande quantité d'industrie employée tous les ans à sa production, qu'à celle de toute autre chose. Ajoutez que quand il sort de terre, il est nécessairement divisé entre un plus grand nombre de propriétaires, que toute autre marchandise, & que ces propriétaires ne peuvent se rassembler

dans un même lieu , comme un nombre de manufacturiers indépendans , mais qu'ils sont nécessairement dispersés dans toute l'étendue du pays. Ou ces premiers propriétaires fournissent immédiatement les consommateurs qui sont dans leur voisinage , ou ils vendent aux marchands du pays qui fournissent à ces consommateurs. Ainsi les marchands qui vendent le grain dans le pays , c'est-à-dire , le fermier & le boulanger , sont nécessairement en plus grand nombre que ceux qui commerceront dans tout autre genre , & leur dispersion les met absolument dans l'impossibilité d'entrer dans aucune ligue générale. Conséquemment, si dans une année de disette quelqu'un d'eux trouve qu'il a dans ses greniers plus de bled qu'il ne peut espérer d'en vendre au prix courant avant la fin de la saison , jamais il ne lui viendra dans l'esprit de hausser ce prix à son dam , & au profit de ses rivaux & de ses compétiteurs ; mais il le baisseroit aussitôt , pour se débarrasser de ce qu'il en a auparavant que la nouvelle récolte soit commencée. Les mêmes motifs , les mêmes intérêts , qui régleroient ainsi la conduite d'un marchand particu-

lier, régleroient celle de tout autre, & les obligeroient tous en général de vendre leur grain au prix qui, selon le meilleur jugement qu'ils en feroient, conviendrait le mieux à la disette ou à l'abondance de la saison.

Quiconque examine attentivement l'histoire des chertés & des famines qui ont affligé quelque partie de l'Europe, durant ce siècle & les deux précédens, & dont nous connoissons plusieurs par des relations très-exactes, trouvera, je pense, qu'aucune cherté n'est venue d'une ligue ou conspiration faite entre les marchands qui vendent le grain dans le pays, ni d'aucune autre cause, que de la disette réelle occasionnée, peut-être, quelquefois & en certains endroits par les dévastations de la guerre, mais bien plus souvent par la faute des saisons, & que la seule cause de la famine a été la violence du gouvernement qui a tenté de remédier à la cherté par des moyens qui n'ont fait qu'empirer le mal.

Dans un grand pays à bled dont les différentes parties ont entr'elles un commerce & une communication libre, la disette causée par les saisons les plus

défavorables ne peut jamais être assez grande pour causer une famine, & la plus maigre récolte bien économisée fera subsister pendant toute l'année le même nombre de gens qui sont communément nourris plus amplement dans les années d'une abondance médiocre. Les saisons les plus défavorables à la récolte, sont celles d'une sécheresse ou d'une humidité excessive. Mais comme le bled croît également sur les terrains élevés & sur les terrains bas, sur ceux qui craignent l'humidité & sur ceux qui craignent la sécheresse, celle des deux qui nuit aux uns est favorable aux autres, & quoique dans les années sèches ou humides la récolte totale soit bien moindre que dans les années mieux tempérées, ce que le pays y perd d'un côté est en quelque manière compensé par ce qu'il gagne de l'autre. Les effets d'une sécheresse sont beaucoup plus terribles dans les contrées à riz, parce que le riz veut non-seulement un terrain humide, mais qu'à un certain période de sa croissance il veut encore être caché sous les eaux. La sécheresse n'est cependant guère assez générale, dans ces contrées-là, pour causer nécessairement

ment une famine, si le gouvernement ne s'opposoit point à la liberté du commerce. La sécheresse arrivée dans le Bengale, il y a quelques années, y eût probablement occasionné une grande cherté: quelques réglemens faits mal-à-propos, des entraves que les commis de la compagnie des Indes Orientales ont mises au commerce du riz, ont peut-être converti cette cherté en une horrible famine.

Lorsque pour remédier aux inconvéniens d'une cherté, le gouvernement ordonne à tous les marchands de vendre leur bled à ce qu'il appelle un prix raisonnable, ou il les empêche de le porter au marché, ce qui peut quelquefois entraîner une famine, au commencement même de la saison, ou, s'ils continuent de l'y porter, il met le peuple à même de le consommer si vite, & par-là il encourage tellement la consommation, qu'il arrive infailliblement une famine avant la fin de la saison. Comme la liberté indéfinie du commerce des grains est le seul préservatif efficace contre les malheurs d'une famine, elle est de même le meilleur palliatif des inconvéniens d'une cherté; car il n'y a pas

moyen de remédier aux inconvéniens d'une disette réelle; on ne peut que la pallier. De tous les commerces, il n'en est point qui mérite plus l'entière protection des loix, ni qui en ait plus besoin, par la raison qu'il n'en est point de plus exposé à la haine du peuple.

Dans les années de disette, les rangs inférieurs du peuple imputent leur misère à l'avarice des marchands de bled, qui deviennent l'objet de leur haine & de leur indignation, au point qu'au lieu de faire du profit dans ces occasions, un marchand est souvent en danger d'être totalement ruiné, & de voir ses magasins pillés & détruits par la violence de la populace. C'est cependant dans les années de disette, où les prix sont hauts, que le marchand de bled compte faire son principal profit. Il a généralement pris des engagements avec certains fermiers, qui doivent lui fournir, pendant un certain nombre d'années, telle quantité de bled à tel prix. Ce prix est établi sur celui qu'on suppose modéré & raisonnable, c'est-à-dire, sur le prix ordinaire ou moyen qui, avant les dernières années de disette, étoit communément d'environ vingt-huit schelings le quartier

de bled froment, & à proportion pour les autres grains. Ainsi dans les années de disette le marchand achete une grande partie de son bled au prix ordinaire, & le vend à un prix bien supérieur. Ce profit extraordinaire n'est pourtant que ce qu'il faut pour mettre son commerce sur un bon pied d'égalité avec les autres commerces, & pour l'indemniser des différentes pertes qu'il essuie dans d'autres occasions, tant par la nature périssable de la denrée même, que par les variations fréquentes & imprévues de son prix. C'est ce qui paroît assez évidemment par cette seule circonstance, que les grandes fortunes sont aussi rares dans ce commerce, que dans aucun autre. Cependant la haine populaire qui le poursuit dans les années de disette, les seules où il peut être vraiment profitable, détourne les gens qui ont du nom ou de la fortune d'y entrer. Il est abandonné à une classe inférieure de marchands; & les meuniers, les boulangers, les fariniers & leurs facteurs, avec une multitude de misérables regrattiers, font presque tout l'intermédiaire entre le producteur & le consommateur.

Au lieu de combattre ces injustes

sentimens du peuple à l'égard d'un commerce si utile à l'humanité, il semble que l'ancienne police de l'Europe n'a cherché qu'à les autoriser & à les encourager.

Par le 5^e acte de la sixieme année du regne d'Edouard VI, ch. 14, il fut statué que quiconque acheteroit aucune sorte de bled ou de grain avec intention de le revendre, feroit réputé faire un monopole illégal, & que pour la premiere fois il subiroit une prison de deux mois, avec confiscation de la valeur du grain; pour la seconde, un emprisonnement de six mois, avec confiscation du double de cette valeur, & pour la troisieme, le pilori, l'emprisonnement perpétuel, avec confiscation de tous ses biens & châteaux. L'ancienne police de la plus grande partie de l'Europe ne valoit pas mieux que celle de l'Angleterre.

Il paroît que nos ancêtres avoient imaginé que le peuple payeroit le grain meilleur marché, en l'achetant du fermier, qu'en l'achetant du marchand, qui, à ce qu'ils craignoient, demanderoit un profit exorbitant pour lui, en sus du prix qu'il le payeroit au fermier. C'est pourquoi ils s'efforcèrent d'anéan-

tir entièrement ce commerce. Ils tâcherent même d'empêcher, autant que faire se pouvoit, qu'il ne se mît aucun intermédiaire entre le producteur & le consommateur ; & tel fut le but de plusieurs loix gênantes qu'ils imposèrent au commerce de ceux qu'ils appelloient *blatiers regrattiers*, ou *porteurs de grain*, métier qu'on ne pouvoit faire, sans une permission qui attestât que l'homme étoit duement qualifié pour l'exercer, par sa probité & sa bonne foi. Par le statut d'Edouard VI, il falloit l'autorité de trois juges de paix, pour donner cette permission. Dans la suite, on trouva que ce n'étoit point encore assez ; & par un statut d'Elisabeth, le privilege de l'accorder fut réservé aux cours de justice, qui se tenoient quatre fois l'année.

L'ancienne police de l'Europe tâchoit ainsi de régler l'agriculture, qui est le grand commerce de la campagne, par des maximes toutes différentes de celles qu'elle établissoit par rapport aux manufactures, qui sont le grand commerce des villes. En ne laissant d'autres pratiques au fermier, que le consommateur ou ses facteurs immédiats,

les regrattiers & porteurs de grain, elle cherchoit à l'obliger à faire lui-même le métier non-seulement de fermier, mais encore de marchand de grain & de marchand détaillier. Elle défendoit, au contraire, dans bien des cas, au manufacturier, de tenir boutique & de vendre en détail. D'un côté, elle vouloit pourvoir à l'intérêt général du pays, ou rendre le grain meilleur marché, sans trop savoir, peut-être, comment la chose pouvoit se faire : de l'autre, elle vouloit favoriser l'intérêt d'un ordre particulier d'hommes, celui des gens tenant boutique, supposant que si on permettoit au manufacturier la vente en détail, il ruineroit infailliblement ces gens-là, en donnant sa marchandise pour un prix bien au dessous du leur.

Cependant quand on auroit laissé au manufacturier la liberté de tenir boutique & de vendre ses marchandises en détail, il n'auroit pu les vendre meilleur marché que les détailliers de profession. Quelque partie de son capital qu'il eût placée dans sa boutique, il falloit nécessairement qu'il la retirât de sa manufacture, pour que son commerce fût de niveau avec les autres

commerces; il étoit nécessaire qu'il fît d'une part le profit d'un manufacturier, & de l'autre celui d'un marchand détaillier. Supposons, par exemple, que dans la ville où il étoit établi, le profit des fonds du manufacturier, & celui des fonds du détaillier, fussent de dix pour cent dans le cours ordinaire, il ne pouvoit se dispenser de charger chaque piece de marchandise qu'il vendoit dans sa boutique, d'un profit de vingt pour cent. Quand il les portoit de son atelier à sa boutique, il devoit les évaluer au prix pour lequel il auroit pu les vendre au marchand qui les auroit achetées en gros. S'il les estimoit moins, il perdoit une partie du profit que devoit lui rapporter le capital employé à sa manufacture. Si dans sa boutique il les vendoit au dessous du prix qu'en auroit demandé un marchand détaillier, il perdoit une partie du capital employé à sa boutique. Ainsi quoiqu'à en juger par l'apparence, il dût faire un double profit sur la même piece de marchandise, cependant, comme ces marchandises faisoient successivement une partie de deux capitaux distincts, il ne faisoit

réellement qu'un seul profit sur tout le capital qu'il y avoit mis; & s'il faisoit moins que ce profit, il y perdoit, & n'employoit pas tout son capital avec le même avantage que la plupart de ses voisins.

Ce qu'on défendoit au manufacturier, on l'enjoignoit en quelque sorte au fermier. C'étoit de partager son capital entre deux différens emplois, d'en tenir une partie dans ses greniers & dans sa grange, pour fournir le marché dans l'occasion, & d'employer l'autre à cultiver la terre. Mais comme il ne pouvoit employer avantageusement la dernière, sans en retirer les profits ordinaires des fonds de ferme, il n'est pas plus en état d'employer la première pour moins que les profits ordinaires des fonds mercantiles. Que le fonds mis au commerce du bled appartienne à celui qu'on appelle fermier, ou à celui qu'on appelle marchand de bled, il ne faut pas moins le même profit dans l'un & l'autre cas, pour indemniser celui qui en est le propriétaire de l'avoir employé de cette manière; pour mettre son commerce de niveau avec tous les autres, & pour qu'il n'ait pas intérêt de le changer le plutôt qu'il

pourra contre un autre. Ainsi le fermier qu'on forçoit à exercer le métier d'un marchand de bled, ne pouvoit vendre son grain meilleur marché que tout autre marchand de cette denrée n'eût été obligé de le faire, en supposant la liberté de la concurrence.

Celui qui peut employer tout son fonds dans une seule branche d'industrie, ou dans une seule affaire, a un avantage de la même espèce que celui de l'ouvrier qui peut employer tout son travail dans une seule opération. Comme le dernier acquiert une habileté naturelle qui le rend capable de faire une plus grande quantité d'ouvrage, de même le premier acquiert une méthode si facile & si prompte d'expédier ce qu'il doit faire, d'acheter & de vendre ses marchandises, qu'avec le même capital il peut en faire bien davantage. Comme l'un se met par-là en état de donner son ouvrage à meilleur compte, de même l'autre peut communément livrer ses marchandises à un prix un peu plus bas, que si ses fonds & son attention étoient partagés entre une grande variété d'objets. La plupart des manufacturiers ne pour-

roient détailler leurs marchandises pour le même prix qu'un marchand vigilant & actif tenant boutique, & qui n'a autre chose à penser, qu'à les acheter en gros & à les revendre en détail. La plupart des fermiers pourroient encore moins débiter leur grain, ou en fournir aux habitans d'une ville éloignée d'eux peut-être de quatre à cinq milles, au même prix, ou à aussi bon marché, qu'un marchand de grain vigilant & actif, dont la seule affaire est d'acheter cette denrée en gros, d'en faire un amas dans ses magasins, & de la revendre en détail.

La loi qui interdisoit au manufacturier le commerce du marchand tenant boutique, tendoit à ce que cette division dans l'emploi des fonds allât plus vite qu'elle n'auroit été d'elle-même ; la loi qui obligeoit le fermier de faire le commerce du marchand de bled, tendoit à empêcher ce commerce d'aller aussi vite qu'il auroit été sans elle. Ces deux loix étoient des violations manifestes de la liberté naturelle, & par conséquent elles n'étoient pas plus conformes à la saine politique qu'à la justice. Il est de l'intérêt de toute société, que les choses de cette nature ne foyent

jamais forcées ni restreintes. L'homme qui employe son travail ou son fonds dans une grande variété de genres différens, ne peut nuire à son voisin en vendant à plus bas prix que lui ; tout ce qu'il peut faire, & ce qu'il fait généralement, c'est de se nuire à lui-même. Celui qui fait tous les métiers ne fera jamais riche, dit le proverbe. Mais la loi doit toujours s'en rapporter aux gens du soin de leur propre intérêt, parce qu'ils sont, par leur situation locale, à portée d'en mieux juger que le législateur. Cependant la loi qui obligeoit le fermier de faire le métier de marchand de bled, étoit sans comparaison la plus pernicieuse des deux.

Non-seulement elle arrêtoit la division dans l'emploi des fonds, division si avantageuse à toute société, elle arrêtoit encore l'amélioration & la culture des terres. En obligeant le fermier de faire deux métiers au lieu d'un, elle le forçoit de partager son capital en deux parties, dont une seule étoit pour la culture. Mais s'il avoit eu la liberté de vendre toute sa récolte à un marchand de bled dès le moment où il auroit pu s'en défaire, tout son capital seroit retourné sur le champ

à la terre. Il en auroit acheté plus de bétail, & loué plus de bras, pour l'amender & la mieux cultiver. Mais la nécessité de vendre son bled en détail l'obligeoit de tenir une grande partie de son capital dans ses greniers ou dans ses granges pendant le cours de l'année, & par conséquent il ne pouvoit plus faire sa culture aussi bien qu'il l'eût faite avec ce même capital non divisé. Cette loi arrêtoit donc nécessairement l'amélioration des terres, & au lieu de tendre à faire baisser le prix du bled, elle tendoit à le rendre plus rare & conséquemment plus cher.

Après la besogne du fermier, celle du marchand de bled est réellement le commerce qui, avec la protection & l'encouragement qu'il mérite, contribueroit davantage à la production du bled. Il soutiendrait celui du fermier, de la même manière que le commerce du marchand en gros soutient celui du manufacturier.

Le marchand en gros, en fournissant au manufacturier un prompt débouché, en prenant ses marchandises dès qu'elles sont fabriquées, & en lui en avançant même quelquefois le prix avant qu'elles le foyent, le met en état

de tenir tout son capital, & quelque-fois même plus que tout son capital, employé constamment à manufacturer, & par conséquent à fabriquer une plus grande quantité de marchandises, que s'il étoit obligé de les vendre lui-même aux consommateurs immédiats, ou même aux marchands détailliers. D'ailleurs, comme le capital d'un marchand en gros suffit, généralement parlant, pour remplacer celui de plusieurs manufacturiers, ce commerce entre lui & eux intéresse le propriétaire d'un grand capital à soutenir les propriétaires de beaucoup de petits capitaux, & à les secourir dans les pertes & les malheurs qui, sans cela, pourroient entraîner leur ruine.

Une liaison de la même espèce, universellement établie entre les fermiers & les marchands de bled, produiroit des effets également avantageux pour les fermiers. Ils pourroient employer constamment à la culture tous leurs capitaux, & même quelque chose de plus. Dans les accidens auxquels nul autre commerce n'est plus exposé, ils trouveroient dans le marchand de bled riche, qui feroit leur pratique ordinaire, une personne qui auroit en même

tems intérêt, & qui feroit en état de les soutenir, & ils ne feroient pas, comme ils font à présent, totalement dépendans de l'indulgence de leur seigneur, ou à la merci de son intendant. S'il étoit possible, & peut-être ne l'est-il pas, d'établir universellement & tout d'un coup cette liaison; s'il étoit possible de retirer d'un seul coup tous les fonds de ferme de tout autre emploi pour lequel ils sont divertis actuellement, & de les appliquer à leur destination propre, à la culture des terres; & s'il étoit possible de faire tout d'un coup un autre fonds presque aussi grand, pour soutenir dans l'occasion les opérations de celui-là, il n'est pas facile d'imaginer combien feroit grande, étendue & subite l'amélioration que ce seul changement produiroit dans le pays.

Le statut d'Edouard VI, en excluant, autant qu'il se pouvoit, tout intermédiaire entre le producteur & le consommateur, s'efforçoit donc d'anéantir un commerce dont le libre exercice est non-seulement le meilleur palliatif des inconvéniens d'une cherté, mais encore le meilleur préservatif contre cette calamité. Après le fermier,

c'est le marchand de grain qui contribue le plus à la production du grain.

La rigueur de cette loi fut ensuite adoucie par divers statuts subséquens, qui permirent successivement d'accaparer le bled, quand le prix du froment n'excéderoit pas vingt, vingt-quatre, trente-deux & quarante schelings le quartier ou mesure de huit boisseaux. Enfin par le quinzième acte de Charles II, le droit d'accaparer ou d'acheter du bled pour le revendre, tant que le prix du froment ne passeroit pas quarante-huit schelings le quartier, & celui des autres grains en proportion, fut donné à toute personne qui n'étoit pas monopoleur, c'est-à-dire, qui laissoit écouler plus de trois mois sans le revendre dans le même marché. Ce statut a donné au commerce intérieur du bled toute la liberté dont il a joui depuis. Le statut de la douzième année du roi regnant, qui révoque presque toutes les anciennes loix contre les accapareurs & les monopoleurs, ne révoque pas les restrictions de celui de Charles II, qui, par cette raison, demeure encore dans sa force.

Ce statut autorise cependant deux préjugés populaires absurdes.

1°. Il suppose que quand le prix du froment est monté à quarante-huit schelings le quartier, & celui des autres grains à proportion, le bled sera vraisemblablement enlevé par des accapareurs, de manière à en faire souffrir le peuple. Mais il paroît assez clairement, par ce que nous avons déjà dit, qu'il n'y a point de prix où le bled puisse être enlevé par les marchands qui en font le commerce intérieur, de manière à porter préjudice au peuple. D'ailleurs, quoiqu'on puisse regarder le prix de quarante-huit schelings le quartier comme fort haut, il est cependant souvent, dans les années de disette, celui qu'on le vend immédiatement après la moisson, quand il n'y a presque plus rien de la dernière récolte à vendre, & quand il est impossible à l'ignorance même de supposer qu'on en puisse faire des accaparemens capables de nuire au public.

2°. Il suppose qu'il y a un certain prix où le monopole du bled doit se faire, selon toute apparence, c'est à-dire, où on l'achetara pour le revendre aussitôt après dans le même marché au pré-

judice du peuple. Mais si un marchand achete le bled qui va ou qui est actuellement dans un marché particulier, c'est parce qu'il juge que le marché ne fera pas si amplement fourni, durant toute la saison, qu'il l'est dans cette occasion particulière, & que son prix doit par conséquent bientôt monter. S'il juge mal, & que le prix ne monte pas, il perd non-seulement tout le profit du fonds qu'il a employé dans cet achat, mais une partie du fonds même, par la dépense qu'entraînent inévitablement l'emmagasinement & la garde du bled. Il se fait donc essentiellement plus de tort à lui-même qu'aux particuliers qu'il peut empêcher de s'approvisionner tel jour particulier de marché, puisqu'ils peuvent le faire à aussi bon compte à un jour de marché suivant. S'il juge bien, au lieu de faire tort au grand corps du peuple, il lui rend le plus important service. En lui faisant sentir un peu plutôt les inconvéniens d'une cherté, il est cause que dans la suite il ne les sent pas aussi rigoureusement que si le bon marché avoit hâté la consommation, & l'avoit rendue plus forte que ne le comportoit la disette réelle de la saison. Lorf-

que la difette est réelle, ce qu'on peut faire de mieux pour le peuple est d'en répartir les inconvéniens aussi également qu'il se peut sur tous les mois, toutes les semaines & tous les jours de l'année. L'intérêt du marchand de bled le porte à s'appliquer à faire cette répartition aussi exactement qu'il lui est possible ; & comme aucun autre n'a ni le même intérêt, ni la même connoissance, ni le même talent, pour la faire aussi bien, il faut s'en rapporter à lui, pour cette opération la plus importante du commerce, ou, en d'autres termes, il faut laisser une pleine liberté au commerce du bled, du moins dans ce qui concerne la fourniture du marché intérieur.

La crainte populaire des accaparemens & du monopole, peut être comparée aux terreurs & aux soupçons du peuple par rapport aux forciers. Les misérables accusés de forcellerie n'étoient pas plus innocens des malheurs qu'on leur imputoit, que ceux qu'on appelle accapareurs & monopoleurs ne le sont des maux dont on les accuse. La loi qui abrogea les poursuites contre les forciers, qui mit le méchant dans l'impuissance de se satisfaire en traduisant

son voisin pour un crime imaginaire, semble avoir efficacement dissipé ces craintes & ces soupçons, en leur ôtant la grande cause qui les encourageoit & les soutenoit. La loi qui rendroit une entière liberté au commerce du bled, seroit probablement aussi efficace pour faire cesser les craintes populaires des accaparemens & du monopole.

Cependant, avec toutes ses imperfections, le quinzième acte de Charles II, c. 7, a peut-être plus contribué à l'abondance dans les marchés du pays, & à l'avancement de l'agriculture, qu'aucune autre loi du recueil des statuts. C'est de cette loi que le commerce intérieur du bled a tiré toute la liberté & la protection dont il a jamais joui, & le commerce intérieur favorise plus efficacement la fourniture dans les marchés, & l'intérêt de l'agriculture, que ne peuvent le faire le commerce d'importation & celui d'exportation.

La proportion ou la quantité de toutes sortes de grains importés, année commune, dans la Grande-Bretagne, est à celle de toutes les sortes de grains qu'on y consomme, comme un à cinq cents soixante & dix, d'après le calcul fait par l'auteur des *Traités sur le commerce*

des grains. L'importance du commerce intérieur pour fournir les marchés, est donc à celle du commerce d'importation, comme cinq cents soixante & dix à un.

Selon le même auteur, la quantité de toutes les sortes de grains exportée de la Grande-Bretagne, année commune, n'excède pas la trente-unième partie du produit annuel. Ainsi l'importance du commerce intérieur pour encourager la culture par le marché ou les débouchés intérieurs qu'elle lui procure, doit être à celle de l'exportation comme trente à un.

Je n'ai pas grande foi à l'arithmétique politique, & je ne prétends pas garantir l'exactitude de ces calculs. Je n'en fais mention que pour montrer de combien le commerce de bled intérieur l'emporte sur le commerce de bled étranger, dans l'opinion des personnes qui ont du jugement & de l'expérience. Le bas prix de cette denrée dans les années qui ont précédé immédiatement l'établissement de la gratification, peut être attribué avec vraisemblance à l'opération de ce statut de Charles II, qui fut passé environ vingt-cinq ans auparavant, & qui eut par-là tout le tems de produire son effet.

Peu de mots suffiront pour ce que j'ai à dire touchant les trois autres branches du commerce des grains.

II. Le commerce du marchand importateur de grains étrangers pour la consommation du pays, contribue évidemment à fournir immédiatement le marché intérieur, & par-là il doit être immédiatement utile au grand corps du peuple. Il tend, à la vérité, à faire baisser le moyen prix du bled en argent, mais non à diminuer sa valeur réelle, ou la quantité de travail qu'il peut entretenir. Si l'importation étoit libre en tout tems, nos fermiers & nos propriétaires auroient probablement, une année portant l'autre, moins d'argent de leur bled, qu'ils n'en ont à présent que l'importation est la plupart du tems prohibée. Mais l'argent qu'ils gagneroient auroit plus de valeur, il acheteroit plus de marchandises de toute espèce, & employeroit plus de travail. Leur richesse réelle, leur revenu réel seroient donc les mêmes qu'à présent, quoiqu'ils pussent être exprimés par une moindre quantité d'argent, & ils auroient le même encouragement & les mêmes moyens pour la culture. Au contraire, comme l'augmentation dans

la valeur réelle de l'argent baifferoit un peu le prix pécuniaire de toutes les autres marchandises, en conséquence de ce que le prix du bled en argent tomberoit, l'industrie du pays auroit quelque avantage dans tous les marchés du dehors, & par-là cette industrie seroit encouragée. Mais l'étendue du marché intérieur pour le grain doit être en proportion de l'industrie générale du pays où il croît, ou du nombre de ceux qui produisent quelque autre chose, & qui ont par conséquent autre chose, ou, ce qui revient au même, le prix de quelque autre chose à donner en échange du grain. Or dans chaque pays, comme le marché intérieur est le plus proche & le plus commode, il est de même le plus grand & le plus important pour le bled. Ainsi l'augmentation dans la valeur réelle de l'argent, qui est l'effet de l'abaissement du prix pécuniaire du bled, tend à l'aggrandissement du plus grand & du plus important marché pour les grains, & elle doit en encourager plutôt qu'en décourager la production.

Par l'acte de la 22^e année du regne de Charles II, ch. 13, l'importation fut soumise à un droit de seize sche-

lings le quartier, toutes les fois que le prix courant du froment n'excéderoit pas cinquante-trois schelings & quatre pences le quartier, & à un droit de huit schelings, quand le prix de cette mesure n'excéderoit pas quatre livres st. Depuis plus d'un siècle, on n'a vu le froment au premier de ces deux prix, que dans les tems d'une grande disette, & on ne l'a jamais vu, que je sache, au dernier. Cependant jusqu'à ce que le froment monte au dessus de ce dernier prix, il a été soumis par ce statut à un droit fort haut, & celui auquel on l'a soumis jusqu'à ce qu'il monte au premier, vaut une prohibition. L'importation des autres sortes de grains étoit chargée de droits proportionnés.

L'exécution rigoureuse de cette loi auroit pu jeter probablement le peuple dans une grande détresse lors de la disette. Mais elle a été généralement suspendue, dans ces occasions, par des statuts passagers qui ont permis, pour un tems limité, l'importation des grains étrangers. La nécessité d'en faire de pareils démontre assez le vice de la loi générale.

Quoique les charges mises sur cette

importation ayant précédé l'établissement de la gratification, elles ont été imposées par le même esprit & par les mêmes principes qui ont dicté ce règlement. Tout préjudiciables qu'elles étoient en elles-mêmes, elles sont devenues nécessaires en conséquence de ce règlement. Si on avoit pu importer le bled sans payer de droit, ou en ne payant qu'un droit léger, lorsque le froment étoit au dessous ou peu au dessus de quarante schelings le quartier, l'on eût pu l'exporter de nouveau avec le bénéfice de la gratification, au grand détriment du revenu public, & l'on auroit entièrement perverti l'institution, dont l'objet étoit d'étendre le marché pour le grain qui croît dans les pays étrangers.

III. Il est certain que le commerce du marchand de grain exportateur ne contribue pas directement à fournir abondamment le marché intérieur. Il le fait cependant indirectement. De quelque source que vienne cette fourniture, du grain qui croît dans le pays, ou de celui qu'on y importe, à moins qu'il n'y en croisse ou qu'on n'y en importe communément plus qu'il n'en faut pour la consommation ordinaire,

naire, l'abondance ne peut jamais s'y trouver. Mais à moins que le surplus ne puisse être exporté dans les cas ordinaires, les producteurs & les importateurs auront grand soin les uns de ne cultiver, les autres de n'importer que ce qui est nécessaire pour la consommation. Le marché sera rarement surchargé & généralement dégarni, parce que les gens qui ont à le fournir craindront toujours que la denrée ne leur reste entre les mains. La prohibition de l'exportation borne l'amendement & la culture à ce que le besoin des habitans exige. La liberté d'exporter les étend par la perspective de fournir aux nations étrangères.

Par l'acte de la douzième année de Charles II, ch. 4, l'exportation du grain fut permise, toutes les fois que le prix du froment n'excéderoit pas quarante schelings le quartier, & celle des autres grains à proportion. Celui de la quinzième année du même prince mit la condition du prix à quarante-huit schelings, & celui de la vingt-deuxième la porta aux plus hauts prix. On mit à la vérité le sol pour livre au profit du roi sur cette exportation;

mais tous les grains furent évalués si bas dans le tarif, que ce droit ne montoit qu'à un scheling pour le quartier de froment, à quatre pences pour l'avoine, & à six pour tous les autres grains. Par l'acte de la 1^{re} année de Guillaume & de Marie, qui établit la gratification, ce petit droit fut supprimé indirectement, toutes les fois que le prix du froment n'excéderoit pas quarante-huit schelings le quartier; & par l'acte de la 11^e & 12^e de Guillaume III, ch. 20, on l'ôta formellement pour toutes les occasions où le froment passeroit ce prix.

Le commerce du marchand exportateur fut ainsi non-seulement encouragé par une gratification, mais encore rendu plus libre que celui du marchand qui vendoit dans le pays. Par le dernier de ces statuts, on pouvoit accaparer le grain à tout prix pour l'exportation; mais on ne pouvoit l'accaparer pour le vendre dans le pays, excepté quand le prix n'excédoit pas quarante-huit schelings le quartier. Cependant, comme je l'ai déjà montré, l'intérêt du marchand qui vend dans le pays ne fau-
roit jamais être opposé à celui du grand

corps du peuple. Celui du marchand exportateur peut l'être & l'est en effet quelquefois. Si pendant que la cherté est dans son pays, la famine est dans un pays voisin, il peut être de son intérêt d'exporter du grain dans le dernier en si grande quantité, que les malheurs de la cherté en fussent fort aggravés dans l'autre. L'objet direct de ces statuts n'étoit pas de mettre l'abondance dans le marché intérieur, mais sous prétexte d'encourager l'agriculture, de faire monter le prix du grain aussi haut qu'il étoit possible, & de mettre par là, autant que faire se pouvoit, une cherté constante dans le pays. Le découragement de l'importation réduisoit la fourniture du marché intérieur, dans les tems même d'une grande disette, à ce que le sol du pays avoit produit; & l'encouragement de l'exportation, lorsque le prix alloit jusqu'à quarante-huit schelings le quartier, faisoit que dans le tems même d'une disette assez considérable le marché ne jouissoit pas de tout le produit du sol. Les expédiens auxquels la Grande-Bretagne a été si souvent obligée de recourir, ces loix passageres, qui

défendoient pour un tems l'exportation, & qui supprimoient pour un tems les droits dont l'importation étoit grevée, démontrent suffisamment que son systême général étoit mauvais. S'il eût été bon, elle n'auroit pas été si souvent dans la nécessité de s'en départir.

Si toutes les nations suivoient le systême honnête de l'exportation & de l'importation libre, les différens Etats qui occupent un grand continent feroient, à cet égard, comme les différentes provinces d'un grand empire. La raison & l'expérience prouvent que dans celles-ci la liberté du commerce intérieur est non-seulement le meilleur palliatif d'une cherté, mais encore le préservatif le plus efficace contre une famine. Cette liberté auroit le même effet dans tous les Etats d'un grand continent. Plus ce continent feroit grand, plus la communication par terre & par eau feroit facile entre ses différentes parties, moins chacune d'elles feroit exposée à ces calamités, parce que la disette de l'une feroit, selon toute apparence, toujours soulagée par l'abondance de quelqu'autre. Mais il n'y a

guere de pays qui ayent adopté cet honnête systême. La liberté du commerce des grains est presque par-tout plus ou moins restreinte, & dans plusieurs pays elle est bornée par des réglemens si absurdes, qu'ils empirent souvent le mal, & qu'une disette y devient famine. Le besoin de ces pays-là peut être souvent si grand & si urgent, qu'un petit Etat voisin qui en même tems souffriroit quelque peu d'une cherté, ne pourroit risquer de leur fournir des grains sans s'exposer lui-même à la plus affreuse calamité. C'est ainsi que la mauvaise police d'un pays rend en quelque sorte dangereux & imprudent d'en établir une qui, sans cela, pourroit être la meilleure dans un autre. Cependant la liberté illimitée d'exporter seroit beaucoup moins dangereuse dans de grands Etats où les terres produisant beaucoup plus, il arriveroit rarement que l'approvisionnement du pays souffrît beaucoup de la quantité de grains qui seroit vraisemblablement à exporter. Il est peut-être nécessaire de restreindre quelquefois la liberté de l'exportation, dans un canton suisse, par exemple, ou dans

quelqu'un des petits Etats d'Italie; mais à peine se trouvera-t-il une occasion où de grands empires foyent forcés de prendre la même précaution. D'ailleurs, empêcher le fermier d'envoyer en tout tems sa denrée au marché où elle fera le mieux vendue, c'est évidemment sacrifier les loix ordinaires de la justice à une idée d'utilité publique, à une sorte de raison d'Etat; acte de l'autorité législative qui ne doit jamais être exercé, & qu'on ne peut lui pardonner que dans les cas de la plus pressante nécessité. Le prix auquel on défend l'exportation, si jamais il faut la défendre, doit toujours être un prix fort haut.

Les loix concernant les grains peuvent être par-tout comparées aux loix qui concernent la religion. Le peuple se sent tellement intéressé dans ce qui a rapport à sa subsistance dans ce monde & son bonheur dans l'autre, que pour le maintien de la tranquillité publique le gouvernement est obligé de se conformer à leurs préjugés & d'établir le système qu'ils approuvent. C'est par cette raison, peut-être, qu'il est si rare de trouver un système rai-

sonnable établi touchant l'un & l'autre de ces deux objets capitaux.

IV. Le commerce du marchand porteur de grains, ou de celui qui importe les grains étrangers pour les exporter de nouveau, contribue à répandre l'abondance dans le marché intérieur. Il est vrai que le premier objet de son commerce n'est pas de les y vendre; mais généralement il le fera volontiers, & même pour un peu moins d'argent, parce qu'il sauve ainsi la dépense de charger & de décharger, du fret & de l'assurance. Les habitans d'un pays qui, par le moyen du commerce de transport, devient le magasin & le grenier qui fournit aux pays étrangers, manquent rarement eux-mêmes. Quand le commerce de transport pourroit contribuer ainsi à réduire le prix moyen du bled en argent dans le marché intérieur, il ne feroit pas baisser par-là sa valeur réelle. Il ne feroit que hausser simplement un peu la valeur réelle de l'argent.

La grande - Bretagne a défendu en effet le commerce de transport, dans toutes les occasions ordinaires, par les

gros droits qu'elle a mis sur l'importation des grains étrangers ; & dans les occasions extraordinaires où une disette l'a forcée de suspendre ces droits pour un tems, l'exportation a toujours été prohibée. Ainsi, par ce système de loix, le commerce de transport n'y a jamais été permis dans le fait.

Ce système de loix, qui tient à l'établissement de la gratification, ne paroît donc pas mériter les louanges qu'on lui a données. Il est facile d'assigner d'autres causes de l'avancement & de la prospérité de la Grande-Bretagne, qu'on a si souvent attribués à ces loix. La confiance ou la sécurité où chacun y vit qu'il jouira des fruits de son travail, suffit seule pour rendre un pays florissant malgré ces réglemens & vingt autres non moins absurdes qui regardent le commerce ; & cette sécurité devint plus parfaite par la révolution arrivée vers le tems où la gratification fut établie. L'effort naturel de chaque individu pour améliorer sa condition est un principe si puissant quand on le laisse agir avec liberté & sécurité, que, seul & sans aide, il est non-seulement capable de mettre la société dans un état d'opulence & de

prospérité, mais encore de surmonter cent obstacles impertinens dont la folie des loix humaines ne vient que trop souvent troubler & embarrasser ses opérations, quoique l'effet de ces obstacles soit toujours plus ou moins des usurpations sur sa liberté ou des breches à sa sécurité. Dans la Grande-Bretagne, l'industrie est dans une pleine sécurité; & quoiqu'elle soit bien loin d'être parfaitement libre, elle l'est autant ou plus que dans aucun autre pays de l'Europe.

Quoique le tems de notre plus grande prospérité & de nos plus grands progrès, ait été postérieur à ce système de loix, qui tient à la gratification, nous ne devons pas pour cela en faire honneur à ces loix. Ils sont de même postérieurs à la dette nationale, & sûrement ils n'en font pas l'effet.

Quoique ce système ait exactement la même tendance que la politique de l'Espagne & du Portugal, celle de faire tomber un peu la valeur des métaux précieux, dans les pays où il est suivi, cependant la Grande-Bretagne est certainement une des plus riches contrées de l'Europe, tandis que l'Espagne & le Portugal sont peut-être les plus pau-

vres. Il est aisé d'expliquer cette différence de situation, par deux causes différentes. La première est qu'en Espagne la taxation, & en Portugal la défense de l'exportation de l'or & de l'argent, & la police sévère qui veille à l'exécution de ces loix, doivent opérer, non-seulement plus directement, mais encore plus puissamment, la réduction de ces métaux dans deux pays pauvres qui entr'eux importent annuellement plus de six millions st. que les loix sur les grains ne peuvent l'opérer dans la Grande-Bretagne. La seconde est que cette mauvaise politique n'y est pas contrebalancée par la liberté & la sécurité générale du peuple. L'industrie n'y est ni libre ni assurée de jouir de ce qu'elle fait; & les gouvernemens civil & ecclésiastique y sont si oppressifs, qu'ils suffiroient seuls pour y perpétuer la misère, quand les réglemens de commerce y feroient aussi sages que la plupart sont insensés & absurdes.

Le treizieme acte du roi regnant, ch. 43, semble avoir établi un nouveau système par rapport aux loix concernant les grains: à plusieurs égards il est meilleur que l'ancien; mais à un certain égard il n'est pas si bon.

Par ce statut, les gros droits sur l'importation pour la consommation du pays cessent, dès que le froment va jusqu'à quarante-huit schelings le quartier, & à leur place il n'y a plus qu'une imposition de six pences sur le quartier de froment, & en proportion sur les autres grains. Le marché intérieur n'est donc pas si absolument privé des secours étrangers, qu'il l'étoit auparavant.

Par le même statut, l'ancienne gratification de cinq schelings sur chaque quartier de froment cesse, quand le prix est monté à quarante-quatre schelings, & ainsi des autres grains en proportion. Ce statut réduit même les gratifications sur les autres sortes de grains un peu plus bas qu'elles n'étoient auparavant lorsque ces grains se trouvoient aux mêmes prix. Si les gratifications sont aussi hors de propos que j'ai tâché de le faire voir, plutôt elles cessent, & plus elles sont diminuées, mieux cela vaut.

Le même statut permet l'importation pour réexporter, dans tous les cas, c'est-à-dire, à quelque prix que soit le grain, pourvu qu'on le mette dans le magasin du roi. A la vérité cette li-

berté ne s'étend qu'à vingt-cinq des ports de la Grande-Bretagne. Cependant ce sont les principaux, & dans la plupart des autres il n'est peut-être pas possible d'avoir des magasins propres à cet effet. Ainsi l'on a pris quelques mesures pour l'établissement du commerce de transport.

Il paroît évidemment que dans tous ces points la loi du roi regnant a perfectionné l'ancien système.

Mais la même loi défend l'exportation, du moment que le prix du froment est à quarante-quatre schelings le quartier, & ainsi des autres grains en proportion. Le prix paroît trop bas, & il semble d'ailleurs qu'il y ait une conséquence à arrêter entièrement l'exportation, lorsque le grain est au même prix où l'on retire la gratification donnée pour la forcer. Ou il falloit supprimer la gratification à un prix beaucoup plus bas, ou il falloit permettre l'exportation à un prix beaucoup plus haut. En ce point la loi paroît inférieure à l'ancien système.

CHAPITRE VI.

Des traités de commerce.

LORSQU'UNE nation s'engage par un traité à permettre à certaines marchandises d'un pays étranger l'entrée qu'elle refuse à celles de tous les autres, ou qu'elle les exempte de droits qu'elle fait payer à celles des autres, le pays, ou du moins les marchands & les manufacturiers du pays dont elle favorise ainsi le commerce, doivent nécessairement tirer un grand parti du traité. Ils jouissent d'une sorte de monopole dans le pays qui a tant de complaisance pour eux. Ils y trouvent un marché plus étendu, & plus avantageux ; plus étendu, parce que les pareilles marchandises des autres nations en étant exclues ou chargées de gros droits, ils y en vendent une plus grande quantité des leurs ; plus avantageux, parce que les marchands du pays favorisé faisant une sorte de monopole dans celui qui les favorise, ils vendront souvent leurs marchandises plus cher que s'ils étoient exposés à la concurrence des autres nations.

Cependant quoique ces traités puissent être avantageux aux marchands & aux manufacturiers du pays en faveur duquel ils se font, ils sont nécessairement défavantageux à celui qui les fait pour favoriser l'autre. Il accorde à une nation étrangère un monopole contre ses propres marchands & manufacturiers, & il faut que ceux-ci achètent souvent les marchandises étrangères dont ils ont besoin plus cher que si les autres nations étoient admises à la concurrence. Conséquemment la nation qui accorde ce privilège est obligée de vendre à meilleur marché cette partie de son produit avec quoi elle achète ces marchandises étrangères, parce que quand on échange deux choses l'une avec l'autre, le bon marché de l'une est une conséquence nécessaire, ou plutôt ne diffère pas de la cherté de l'autre. Ainsi chaque traité de cette espèce doit naturellement diminuer la valeur échangeable de son produit annuel. Il n'est cependant guere possible que cette diminution aille jusqu'à une perte réelle ou positive. Elle va seulement à rendre son gain moins considérable qu'il n'eût été sans cela. Quoique la nation qui donne cette préfé-

rence à une autre vende ses marchandises meilleur marché, elle ne les vendra probablement pas pour moins qu'elles ne lui coûtent; elle ne les vendra pas, comme elle fait dans le cas des gratifications, pour un prix qui ne remplace pas le capital employé, & qui ne donne pas en même tems les profits ordinaires des fonds; car sur ce pied-là son commerce ne dureroit pas longtemps. Elle peut donc y gagner encore, mais elle y gagnera moins que si elle avoit laissé la concurrence libre.

On a pourtant supposé, sur des principes fort différens de ceux là, qu'il y avoit certains traités de commerce avantageux; & une nation commerçante a quelquefois accordé un monopole de cette espèce contr'elle-même à certaines marchandises d'une nation étrangère, parce qu'elle s'attendoit que dans le total du commerce entr'elles, elle lui vendroit annuellement plus qu'elle n'acheteroit d'elle, & qu'il lui reviendrait tous les ans une balance en or & en argent. C'est sur ce principe qu'on a tant vanté le traité de commerce, conclu en 1703 par M. Methuen, entre l'Angleterre & le Portugal.

Il confifte en trois articles, dont voici la traduction littérale.

ARTICLE PREMIER.

Sa sacrée royale majesté le roi de Portugal promet, tant en son nom qu'au nom de ses successeurs, d'admettre toujours désormais dans le Portugal les étoffes de laine & le reste des manufactures de laine de la Grande-Bretagne, comme il étoit d'usage avant qu'elles fussent défendues par une loi; néanmoins à cette condition.

A R T. I I.

C'est-à-dire, que sa sacrée royale majesté le roi de la Grande-Bretagne s'obligera, en son nom & au nom de ses successeurs, d'admettre toujours dorénavant dans la Grande-Bretagne les vins du crû du Portugal; de sorte qu'en tout tems, soit qu'il y ait paix ou guerre entre la France & l'Angleterre, on ne demandera pas ces vins sous le nom de douane, de droit, ou à tout autre titre, directement ou indirectement, soit qu'ils foyent importés dans la Grande-Bretagne en pipes, ou muïds, ou autres es-

pees de fûts, que ce qui sera demandé pour pareille quantité ou mesure de vin de France, en déduisant ou rabattant le tiers des droits de douane ou d'aides. Mais s'il arrive jamais que cette déduction ou soustraction de droits, qui doit se faire comme on vient de le dire, souffre quelque atteinte ou préjudice, sa sacrée royale majesté Portugaise pourra justement & légitimement prohiber de nouveau les étoffes de laines de la Grande-Bretagne & ses autres ouvrages en laine.

A R T. I I I.

Les très-excellens seigneurs les plénipotentiaires promettent & prennent sur eux de faire ratifier ce traité par leurs maîtres susnommés, & que dans l'espace de deux mois les ratifications seront échangées.

Par ce traité, la couronne de Portugal s'oblige d'admettre les laines angloises sur le même pied qu'avant la prohibition, c'est-à-dire, à ne plus lever les droits qui avoient été payés avant ce tems. Mais elle ne s'oblige point à les admettre à de meilleures conditions que celles d'aucune autre nation, que

celles de la France, par exemple, ou de la Hollande. La couronne de la Grande - Bretagne , au contraire , s'oblige à admettre les vins de Portugal, en ne leur faisant payer que les deux tiers du droit que payent les vins de France, les seuls qui pouvoient naturellement entrer en concurrence avec eux. A cet égard, le traité est donc manifestement avantageux à la Grande - Bretagne.

Il a cependant été vanté comme le chef-d'œuvre de la politique angloise, en fait de commerce. Le Portugal reçoit annuellement du Bresil plus d'or qu'il n'en peut employer dans son commerce domestique, soit en forme de monnoie, soit en forme de vaisselle. Le surplus est trop précieux, pour qu'on le laisse à rien faire, & pour qu'on l'enferme dans des coffres, & comme il ne peut trouver un marché dans l'intérieur du royaume, il faut qu'il en sorte, malgré toute prohibition, & qu'il soit échangé avec quelque chose qui ait dans le pays même un débouché plus avantageux. Il en passe tous les ans une grande partie en Angleterre, soit en retour des marchandises angloises, soit pour celles d'autres nations.

européennes qui reçoivent leurs retours par l'Angleterre. On a dit à M. Baretti que le paquebot hebdomadaire de Lisbonne apportoit chaque semaine, l'une portant l'autre, plus de cinquante mille livres sterling en or, de Lisbonne en Angleterre. La somme a été probablement exagérée. Elle se monteroit à plus de deux millions six cents mille livres sterling par an, ce qu'on ne suppose pas que le Bresil fournisse annuellement.

Il y a quelques années que nos marchands étoient de mauvaise humeur contre la couronne de Portugal. On avoit enfrein ou révoqué quelques privilèges qui leur avoient été accordés, non par le traité, mais par pure grâce de la part de cette couronne, probablement cependant à la sollicitation de celle de la Grande-Bretagne & en reconnoissance d'autres faveurs beaucoup plus grandes, de la défense & de la protection, que la première avoit reçues de la dernière. Les gens qui avoient habituellement le plus d'intérêt à exalter le commerce de Portugal changèrent alors de disposition, & parurent plutôt inclinés à le représenter comme moins avantageux qu'on ne se l'é-

toit imaginé. Ils prétendirent que la plus grande partie & presque le total de cette importation d'or annuelle n'étoit pas pour le compte de la Grande-Bretagne, mais pour celui d'autres nations européennes, les fruits & les vins de Portugal annuellement importés chez elle compensant à-peu-près la valeur des marchandises angloises qu'elle envoyoit dans ce royaume.

Supposons cependant que le total de cet or fût pour le compte de la Grande-Bretagne, & qu'il se montât encore à une plus grande somme que celle articulée par M. Baretti, ce commerce n'en feroit pas plus avantageux que tout autre, où, pour la même valeur des marchandises que nous envoyons, nous recevrons une valeur égale en marchandises de consommation.

Il n'y a qu'une bien petite partie de cette importation qu'on puisse supposer être employée chez nous comme une addition annuelle à notre vaisselle ou à notre monnoie. Il faut que le reste sorte du royaume & soit échangé pour des marchandises de consommation d'une sorte ou d'une autre. Mais si ces marchandises de consommation étoient achetées directement avec le

produit de l'industrie angloise, cette méthode seroit plus avantageuse à l'Angleterre que d'acheter d'abord avec ce produit l'or du Portugal, & ensuite avec son or ces marchandises de consommation. Un commerce étranger direct de ces sortes de marchandises est toujours plus avantageux que celui de détour, & il faut moins de capital dans l'un que dans l'autre pour fournir le marché intérieur de marchandises exotiques. Si on eût mis conséquemment moins de notre industrie à la production des marchandises propres pour le royaume de Portugal, & qu'on en eût mis davantage à la production de celles qui conviennent aux autres pays d'où nous tirons les marchandises dont nous avons besoin, nous y aurions mieux trouvé notre compte. Il nous faudroit moins de capital qu'à présent, pour nous procurer & l'or & les marchandises de consommation dont nous avons besoin. Il y auroit donc sur le capital une épargne qu'on pourroit employer à d'autres objets, à mettre plus d'industrie en action & à augmenter notre produit annuel.

Quand la Grande-Bretagne seroit totalement exclue du commerce du Por-

tugal, elle trouveroit peu de difficulté à se procurer tous les secours annuels d'or qu'il lui faut pour sa vaisselle, sa monnoie ou son commerce étranger. Il en est de l'or comme de toute autre marchandise; on en trouvera toujours quelque part, quand on aura quelque chose d'équivalent à donner pour en avoir. D'ailleurs le surplus de l'or en Portugal continueroit d'en sortir, & quand il n'en seroit pas exporté par la Grande-Bretagne, il le feroit par quelque autre nation qui seroit charmée de le revendre son prix, comme fait aujourd'hui la Grande-Bretagne. Il est vrai qu'en achetant l'or du Portugal nous l'achetons de la première main, au lieu qu'en l'achetant de toute autre nation, excepté l'Espagne, nous l'aurions de la seconde main, & que nous pourrions le payer un peu plus cher. Mais certainement la différence est si peu de chose, qu'elle ne mériteroit pas l'attention publique.

Presque tout notre or, dit-on, vient du Portugal. Avec les autres nations, la balance du commerce est contre nous, ou n'est pas beaucoup en notre faveur. Mais nous devrions bien nous souvenir que plus nous importons de

ce métal d'un pays , moins nous pouvons en importer des autres. La demande effective de l'or est , comme celle de toute autre marchandise , nécessairement bornée dans chaque pays à une certaine quantité. Si les neuf dixièmes de cette quantité sont importés d'un pays , il ne reste plus qu'un dixième à en importer de tous les autres. Ajoutez que plus on importera d'or annuellement de certains pays au-delà de ce qu'il en faut pour la vaisselle & la monnoie , plus il en faudra nécessairement exporter ailleurs , & que plus la balance du commerce , l'objet le plus inutile de la politique moderne , paroît en notre faveur avec certains pays particuliers , plus il doit nécessairement paroître contre nous avec plusieurs autres.

C'est cependant sur l'idée que l'Angleterre ne pourroit subsister sans le commerce de Portugal , que , vers la fin de la dernière guerre , la France & l'Espagne exigèrent du roi de Portugal d'exclure tous les vaisseaux anglois de ses ports , & d'y recevoir garnison françoise ou espagnole pour la sûreté de cette exclusion. Si le roi de Portugal se fût soumis à ces conditions que

lui propoſoit le roi d'Eſpagne, ſon beau-frere, l'Angleterre eût été délivrée d'un inconvé-
nient beaucoup plus grand que la perte de ſon commerce du Portugal, je veux dire, du poids ou de la charge de ſoutenir un allié foible, ſi dépourvu de tout ce qui eſt néceſſaire à ſa propre défenſe, que quand elle auroit tourné toute ſa puiſſance de ce côté-là, peut-être n'auroit-elle pu le défendre une campagne de plus. La perte de ce commerce auroit ſans doute fort dérangé les négocians qui ſ'y trouvoient engagés pour lors, & qui peut-être n'auroient pu trouver d'un an ou deux une autre méthode auſſi avantageuſe d'employer leurs capitaux; & c'eſt-là probablement tout ce que l'Angleterre auroit ſouffert en conſéquence de ce fruit notable de ſa politique, en fait de commerce.

L'objet de la grande importation annuelle d'or & d'argent n'eſt ni la vaiſſelle ni la monnoie; c'eſt le commerce étranger. Celui de conſommation & de détour ſe fait plus avantageuſement par le moyen de ces métaux que par celui de preſque toutes les autres eſpeces de marchandises. Comme ils ſont les inſtrumens univerſels du commerce,

ce , on les reçoit plus aisément en retour de ses marchandises , que toute autre chose , & à raison de leur peu de volume & de leur grande valeur , il en coûte moins pour les faire aller & venir d'une place à l'autre , & ils perdent moins dans le transport que presque tout le reste. Ainsi , de toutes les marchandises qu'on achete en pays étranger dans la seule vue de les revendre ou de les échanger de nouveau dans un autre pays pour d'autres choses , il n'y en a point de plus commode que l'or & l'argent. Le principal avantage que la Grande-Bretagne retire de son commerce du Portugal, est de faciliter toutes les especes de commerce étranger qu'elle fait par détour , & quoique ce ne soit pas un avantage capital , c'en est , sans doute , un considérable.

Il paroît assez évident qu'il ne faut à la Grande-Bretagne qu'une petite importation annuelle d'or & d'argent pour l'addition annuelle qu'on peut supposer raisonnablement être nécessaire à sa vaisselle & à sa monnoie. Or quand elle n'auroit plus de commerce direct avec le Portugal , elle trouveroit toujours à se pourvoir ailleurs de cette petite quantité.

Quoique le commerce des orfèvres y soit considérable , la plus grande partie de la vaisselle neuve qu'ils vendent chaque année est faite avec d'autre vieille vaisselle fondue ; de sorte que ce qu'ils ajoutent à toute la vaisselle du royaume est peu de chose & n'exige pas une grande importation de ces métaux.

Il en est de même de la monnoie. Je ne pense pas que personne imagine que la plus grande partie du monnayage annuel , qui , pour les dix années qui ont précédé la réforme des especes en or , se monte à plus de huit cents mille livres sterlings par an, tout en or , soit une addition faite annuellement à la monnoie qui étoit auparavant dans le royaume. Dans un pays où la dépense du monnayage est défrayée par le gouvernement , la valeur de la monnoie , lors même qu'elle contient exactement en or & en argent le poids de son titre , ne peut jamais excéder de beaucoup celle d'une égale quantité non monnayée de ces métaux , parce qu'il n'en coûte que la peine d'aller à l'hôtel de la Monnoie & d'attendre peut-être quelques semaines, pour avoir en especes ce qu'on a en lingots. Mais

dans tout pays, la plus grande partie des especes courantes est toujours plus ou moins usée, ou autrement dégénérée de son titre. Elles l'étoient assez dans la Grande-Bretagne avant la dernière réforme, puisque l'or étoit plus de deux, & l'argent plus de huit pour cent au dessous du poids de leur titre. Or si quarante-quatre guinées & demie contenant exactement le poids de leur titre, ou une livre pesant d'or, pouvoient acheter guere moins qu'une livre pesant d'or non monnoyé, quarante-quatre guinées & demie qui n'avoient pas tout leur poids ne pouvoient acheter une livre pesant, & il falloit ajouter quelque chose pour compenfer le *déficit*. Le prix courant de l'or en lingot au marché, au lieu d'être le même que celui qu'on en donnoit à la Monnoie, ou de 46 livres 14 sols 6 deniers, étoit en conséquence de 47 livres 14 sols & quelquefois de 48 livres, ou environ. Néanmoins tandis que les especes d'or étoient ainsi en grande partie dégénérées, quarante-quatre guinées & demie sortant d'être frappées n'achetoient pas plus de marchandises au marché que d'autres guinées ordinaires, parce qu'allant dans les coffres du marchand

elles y étoient confondues avec d'autres dont on ne pouvoit les distinguer ensuite sans prendre plus de peine que la différence ne valoit. Comme les autres guinées, elles ne valoient dans le commerce que quarante-six livres quatorze sols six deniers. Cependant mises au creuset, elles produisoient sans perte sensible une livre d'or au titre, qui en tout tems pouvoit être vendue 47 livres 14 sols, & 48 livres en or ou en argent aussi propre pour toutes les fonctions de monnoie que celui qui avoit été fondu. Il y avoit donc un profit évident à fondre la monnoie nouvellement frappée, & c'est ce qu'on faisoit avec tant de diligence qu'aucune précaution du gouvernement ne pouvoit l'empêcher. Les opérations de la Monnoie ressembloient à l'ouvrage de Pénélope. Ce qu'elle faisoit le jour étoit défait la nuit. Elle étoit moins occupée à faire des additions journalières à la quantité d'espèces courantes, qu'à en remplacer la meilleure partie qu'on fondoit tous les jours.

Si les particuliers qui portent leur or & leur argent à la Monnoie payoient eux-mêmes le monnoyage, cette dépense ajouteroit à la valeur de ces

métaux , comme la façon ajoute à la valeur de la vaisselle. L'or & l'argent monnoyés vaudroient plus que ceux qui ne le sont pas. Si le droit de seigneurage n'étoit pas exorbitant , il y ajouteroit la valeur de ce droit , parce que le gouvernement ayant partout le privilège exclusif de battre monnoie , il n'en iroit point dans le commerce à moindre prix que celui auquel il jugeroit à propos de le fournir. A la vérité , si le droit étoit exorbitant , c'est-à-dire , s'il excédoit de beaucoup la valeur réelle du travail & de la dépense nécessaires au monnoyage , la grande différence entre la valeur de l'or en lingots & celle de l'or monnoyé , pourroit encourager les faux monnoyeurs , tant au dedans qu'au dehors , à répandre de fausse monnoie en si grande quantité , qu'ils feroient baisser la valeur de la véritable. Cependant quoique le seigneurage soit de huit pour cent en France , on n'y voit pas qu'il en résulte aucun inconvénient sensible. Les dangers auxquels un faux monnoyeur s'expose par-tout , s'il vit dans le pays dont il contrefait la monnoie , & ceux auxquels s'exposent ses agens & ses correspondans , s'il vit en pays étran-

ger, font si terribles, que peu de gens font d'humeur à les courir pour un profit de six à sept pour cent.

Le feigneuriage en France hausse la valeur de la monnoie au-delà de la proportion à la quantité d'or pur qu'elle contient. Par l'édit de Janvier 1726, le prix du marc d'or fin, à vingt-quatre karats, a été fixé à 740 livres 9 sols 1 denier un 11^e. La monnoie d'or de France, au remede d'un quart de karat, contient vingt-un karats & trois quarts d'or pur, & deux karats un quart d'alliage. Ainsi le marc d'or au titre ne vaut plus qu'environ 671 livres 0 f. 10 deniers. Mais en France, avec un marc d'or au titre, on frappe trente louis de 24 livres chacun, ce qui fait 720 livres. Le monnoyage y augmente donc la valeur d'un marc d'or au titre en lingots de la différence entre 671 livres 0 f. 10 deniers & 720 livres, c'est-à-dire, de 48 livres 19 sols 2 deniers.

Un droit de feigneuriage anéantira dans plusieurs cas, & diminuera dans tous les cas, le profit de fondre de nouvelle monnoie. Ce profit vient toujours de la différence entre la quantité d'or que doit contenir la monnoie cou-

rante, & celle qu'elle contient actuellement. Si cette différence est moindre que le seigneurage, il y aura de la perte à fondre, au lieu de profit. Si elle est égale au seigneurage, il n'y aura ni perte ni profit. Si elle est plus grande que le seigneurage, il y aura bien quelque profit, mais il sera moindre que s'il n'y avoit pas de seigneurage. Si avant la dernière réforme de la monnoie d'or il y avoit eu chez nous, par exemple, un seigneurage de cinq pour cent sur le monnoyage, il y auroit eu une perte de trois pour cent à fondre de nouvelles pieces d'or. S'il eût été de deux pour cent, il n'y auroit eu qu'un pour cent de profit. Par-tout où l'on reçoit la monnoie par compte & non au poids, un seigneurage est le plus sûr moyen de prévenir la fonte des pieces nouvelles, & par conséquent leur exportation. Ce sont les meilleures pieces & les plus pesantes, que l'on fond communément, ou que l'on exporte, parce que c'est sur elles qu'il y a le plus de profit à faire.

La loi faite pour encourager le monnoyage, en l'exemptant de tout droit, fut d'abord passée pendant le regne de

Charles II, pour un tems limité; elle fut ensuite continuée à différentes reprises jusqu'en 1769, où elle fut rendue perpétuelle. Les banquiers d'Angleterre, pour remplir leurs caisses de monnoie, sont souvent obligés de porter des lingots à la Monnoie. Probablement ils crurent qu'il étoit de leur intérêt que le monnoyage se fit aux frais du gouvernement plutôt qu'aux leurs, & il est vraisemblable que le gouvernement consentit à rendre cette loi perpétuelle, par complaisance pour cette grande compagnie. Cependant si la coutume de peser l'or venoit à se passer, comme il y a grande apparence qu'elle se passera par rapport à son incommodité, si on recevoit la monnoie par compte, ainsi qu'elle étoit reçue avant la dernière réforme, cette grande compagnie pourroit s'appercevoir que dans cette occasion, comme dans quelques autres, elle ne s'est pas peu trompée sur son intérêt.

Avant la dernière réforme, lorsque les especes d'or courantes étoient de deux pour cent au dessous du poids de leur titre, elles étoient de deux pour cent au dessous de la valeur de la quantité d'or qu'elles devoient contenir.

Ainsi quand cette grande compagnie portoit des lingots d'or pour les faire monnoyer, elle étoit obligée de payer pour cela deux pour cent de plus qu'ils ne valoient après le monnoyage. Mais s'il y avoit eu sur le monnoyage un seigneurage de deux pour cent, les espèces d'or courantes communes, quoique de deux pour cent au dessous du poids de leur titre, auroient été néanmoins égales en valeur à la quantité d'or au titre qu'elles devoient contenir, la valeur de la façon compensant dans ce cas la diminution du poids. Elle auroit eu véritablement à payer le seigneurage qui étant de deux pour cent, la perte de la compagnie eût été au bout du compte de deux pour cent, c'est-à-dire, la même exactement, & pas plus grande qu'elle n'étoit actuellement.

Si le seigneurage avoit été de cinq pour cent, & les espèces d'or courantes de deux pour cent au dessous du poids de leur titre, la banque eût gagné dans ce cas trois pour cent sur le prix des lingots; mais comme elle auroit eu à payer cinq pour cent de seigneurage, la perte au bout du compte seroit en-

core revenue exactement à deux pour cent.

Si le seigneurage n'eût été que d'un pour cent, & les especes d'or courantes de deux pour cent au dessous de leur poids au titre, dans ce cas la banque n'auroit perdu qu'un pour cent sur le prix de ses lingots; mais comme elle auroit eu également à payer un pour cent de seigneurage, sa perte au bout du compte auroit encore été exactement de deux pour cent, comme dans tous les autres cas.

S'il y avoit un seigneurage raisonnable, & que la monnoie contint le poids de son titre, comme elle a fait à très-peu près depuis la dernière refonte, quelle que fût la perte de la banque par le seigneurage, elle feroit égale à ce qu'elle gagneroit sur le prix des lingots, & tout ce qu'elle gagneroit sur le prix des lingots, elle le perdrait par le seigneurage. Ainsi au bout du compte elle ne gagneroit & ne perdrait rien, &, comme dans tous les cas précédens, elle se trouveroit exactement dans la même situation que s'il n'y avoit point de seigneurage.

Quand la taxe sur une marchandise est si modérée qu'elle n'encourage

point la fraude, le marchand qui en trafique avance la taxe ; mais il ne la paye pas, à proprement parler, parce qu'il la rejette sur le prix de la marchandise. C'est le dernier acheteur, ou consommateur, qui paye finalement la taxe. Or l'argent est une marchandise dont chacun est marchand ; personne ne l'achète que pour le revendre, & on ne peut dire, dans les cas ordinaires, que quelqu'un en soit le dernier acheteur ou consommateur. Ainsi quand la taxe sur le monnayage est si modérée qu'elle n'encourage point la contrefaçon, quoique chacun avance la taxe, personne ne la paye finalement, parce qu'il la regagne dans la valeur avancée de la monnaie.

Un seigneurage modéré n'augmenteroit donc jamais la dépense de la banque, ni d'aucun particulier qui porte ses lingots à la Monnaie pour en faire des espèces, & cette dépense n'est jamais moindre, parce qu'il n'y a point de seigneurage. Qu'il y en ait ou non, si les espèces courantes sont au poids de leur titre, le monnayage ne coûte rien à personne, & si elles n'y sont pas, il coûte toujours la différence entre la quantité qu'elles devroient con-

tenir, & celle qu'elles contiennent actuellement.

Lors donc que le gouvernement se charge des frais du monnoyage, non-seulement il fait une petite dépense, mais il perd un petit revenu qu'il pourroit gagner par un droit modéré, & ni la banque ni les particuliers ne profitent en rien de ce trait inutile de la générosité publique.

Toutefois les directeurs de la banque auroient probablement de la peine à consentir à l'imposition d'un seigneurage sur l'autorité d'une spéculation qui ne leur promet pas un gain, mais qui prétend seulement les garantir d'une perte. Il n'y a certainement rien à gagner pour eux, tant que la monnoie d'or sera dans son état actuel, & tant qu'on continuera de la recevoir au poids. Mais si l'on cesse de la peser, comme il y a grande apparence qu'on cessera de le faire, & si la monnoie d'or retombe jamais dans le même état de dégradation où elle étoit avant la dernière refonte, il est probable que pour lors la banque gagneroit, ou plutôt qu'elle épargneroit considérablement, en conséquence de l'imposition d'un seigneurage. La banque est la seule

compagnie qui envoie une grande quantité de lingots à la Monnoie, & la charge du monnoyage annuel tombe entièrement ou presque entièrement sur elle. Si ce monnoyage annuel n'avoit qu'à réparer les pertes inévitables & le frai, ou l'altération qui arrive nécessairement à la monnoie par succession de tems, il ne passeroit guere cinquante ou au plus cent mille livres sterlings. Mais quand les especes sont dégradées au dessous du poids de leur titre, il faut que le monnoyage annuel remplisse les grands vuides que font continuellement l'exportation & la fonte ou le creuset. C'est par cette raison que durant les dix ou douze dernieres années qui ont précédé immédiatement la derniere réforme des especes d'or, le monnoyage annuel s'est monté, année commune, à plus de huit cents cinquante mille livres sterlings. Mais s'il y avoit pour lors un seigneurage de cinq pour cent sur la monnoie d'or, il auroit vraisemblablement arrêté l'exportation & la fonte, dans l'état même où étoient les choses. La banque, au lieu de perdre chaque année environ deux & demi pour cent sur les lingots, dont on faisoit plus de huit cents-

cinquante mille livres en especes, ou au lieu d'effuyer une perte annuelle de plus de vingt-un mille deux cents-cinquante livres sterlings, en auroit été quitte pour moins du dixieme de cette perte.

Le revenu accordé par le parlement pour défrayer la dépense du monnoyage, n'est que de quatorze mille livres sterlings par an, & la dépense réelle qu'il coûte au gouvernement, ou les gages des officiers de la Monnoie, n'excèdent pas ordinairement, j'en suis sûr, la moitié de cette somme. L'épargne d'une aussi petite somme, ou même le gain d'une autre qui ne pourroit être beaucoup plus grande, font, pourra-t-on croire, des objets trop minces pour mériter une attention sérieuse de la part du gouvernement. Mais l'épargne de dix-huit ou vingt mille livres sterlings par an, dans le cas d'un événement qui n'est pas improbable, qui est déjà souvent arrivé, & qui doit vraisemblablement arriver encore, est un objet qui mérite une sérieuse attention de la part même d'une compagnie telle que la banque.

Quelques-uns des raisonnemens & des observations qu'on vient de faire,

auroient peut-être été mieux placés dans les chapitres du premier livre où l'on traite de l'origine & de l'usage de la monnoie, & de la différence entre le prix réel & le prix nominal des marchandises. Mais comme la loi pour l'encouragement du monnoyage tire sa source des préjugés vulgaires introduits par le système mercantille, j'ai jugé plus à propos de les réserver pour ce chapitre. Rien ne peut être plus conforme à l'esprit de ce système, qu'une sorte de gratification sur la production de la monnoie ou de l'argent, qu'il regarde comme faisant la richesse des nations. C'est un de ces admirables expédiens qu'il a trouvés pour enrichir le pays.



CHAPITRE VII.

Des colonies.

PREMIERE PARTIE.

Des motifs pour établir de nouvelles colonies.

L'INTÉRÊT qui fit établir les premières colonies européennes dans l'Amérique & aux Indes Orientales, ne paroît pas si clair & si distinct que celui qui dirigea l'établissement des colonies de l'ancienne Grece & de l'ancienne Rome.

Chaque Etat de l'ancienne Grece ne possédoit qu'un fort petit territoire, & quand le peuple s'y multiplioit au-delà de ce que le pays pouvoit en nourrir commodément, on en envoyoit une partie chercher une nouvelle habitation au loin, parce qu'on étoit environné de tous côtés de nations belliqueuses qui ne permettoient pas de s'étendre. Les colonies des Doriens se retirèrent principalement en Italie & en Sicile,

où il n'y avoit, avant la fondation de Rome, que des nations qui n'étoient point civilisées. Celles des Ioniens & des Eoliens, deux autres grandes peuplades de la Grece, allèrent se fixer dans l'Asie Mineure & dans les isles de la mer Egée, dont les habitans paroissent avoir été alors à-peu-près aussi barbares que l'étoient les naturels de l'Italie & de la Sicile. Quoique la métropole ou la ville-mère considérât sa colonie comme un enfant qui en tout tems avoit droit à sa faveur & à son assistance, & qui lui devoit en retour beaucoup de reconnoissance & de respect, elle la regardoit cependant comme un enfant émancipé sur lequel elle ne prétendoit aucune autorité ni juridiction directe. La colonie formoit elle-même son gouvernement, se donnoit des loix, choisissoit ses magistrats, & faisoit la paix ou la guerre avec ses voisins, comme un Etat indépendant qui n'a pas besoin d'attendre l'approbation ou le consentement de la métropole. Rien de plus simple & de plus clair que l'intérêt qui présidoit à ces sortes d'établissmens (a).

(a) „ Les anciens, dit M. de Buffon,

Rome, ainsi que la plupart des autres anciennes républiques, fut fondée originairement sur une loi agraire qui partagea le territoire public dans une certaine proportion entre les différens citoyens qui composoient l'Etat. Le cours que prennent les affaires du mon-

„ (tom. IX. du *Suppl. de l'Hist. Nat.* p.
 „ 342) me paroissent avoir eu des idées
 „ plus saines de ces établissemens. Ils ne
 „ projetoient des émigrations que quand la
 „ population les surchargeoit, & que leurs
 „ terres & leur commerce ne suffisoient
 „ plus à leurs besoins. Les invasions des
 „ barbares, qu'on regarde avec horreur,
 „ n'ont-elles pas eu des causes encore plus
 „ pressantes lorsqu'ils se sont trouvés trop
 „ serrés dans des terres ingrates, froides &
 „ dénuées, & en même-tems voisines d'au-
 „ tres terres cultivées, fécondes & couver-
 „ tes de tous les biens qui leur man-
 „ quoient ? ” Aussi est-ce une des raisons
 pour lesquelles nous sommes bien plus ré-
 voltés de la conduite des aventuriers espa-
 gnols dans la conquête du Mexique & du
 Pérou, que de celle des peuples du nord qui
 ont envahi l'empire romain. Chacun sent
 que le motif des premiers les rend mille fois
 plus excusables que les autres. *Note du*
traducteur.

de par les mariages, les successions, les aliénations, déranger nécessairement ce partage, & mit souvent dans les mains d'une seule personne les terres qui avoient été données pour la subsistance de plusieurs familles. Pour remédier à ce désordre, car on supposoit que c'en étoit un, on fit une loi qui bornoit la quantité de terres que chaque citoyen devoit posséder, à cinq cents *jugera*, environ trois cents-cinquante acres d'Angleterre. Mais quoique nous voyions cette loi exécutée dans une ou deux occasions, elle fut cependant négligée ou éludée, & l'inégalité des fortunes prit un accroissement continuel. La plupart des citoyens n'avoient point de terres, & sans terres il étoit difficile qu'avec les mœurs & les coutumes de ce tems-là un homme libre conservât son indépendance. Aujourd'hui, qu'un homme pauvre n'ait pas un pouce de terre, s'il a un petit fonds, il peut affermer les terres d'un autre, ou faire quelque commerce de détail; & s'il n'a point de fonds, il peut trouver de l'emploi, soit comme ouvrier travaillant à la terre, soit comme artisan. Mais chez les anciens Romains, les terres des riches étoient

toutes cultivées par des esclaves travaillant sous un inspecteur qui étoit esclave lui-même; de manière qu'un homme libre & pauvre avoit peu de ressource pour gagner sa vie comme fermier ou comme garçon laboureur. Tous les métiers & toutes les manufactures, & le commerce en détail même, étoient occupés de même par des esclaves qui les exerçoient pour le bénéfice de leurs maîtres, & ceux-ci étoient trop puissans & trop accrédités, pour qu'un homme libre & pauvre pût soutenir aisément la concurrence avec eux. C'est pourquoi les citoyens sans terre n'avoient guere d'autre moyen de subsister, que les gratifications des candidats aux élections qui se faisoient tous les ans. Quand les tribuns vouloient animer le peuple contre les riches & les grands, ils lui rappelloient l'ancien partage des terres, & lui représentoient la loi qui restreignoit cette sorte de propriété comme la loi fondamentale de la république. Le peuple crioit pour obtenir des terres, & nous pouvons bien penser que les riches & les grands étoient bien résolus de ne rien céder des leurs. Aussi proposerent-ils souvent, pour contenter en quelque ma-

niere le peuple qui se mutinoit, d'en détacher une partie pour former ailleurs une nouvelle colonie. Mais Rome conquérante n'étoit pas forcée, même dans ces occasions, d'envoyer ses citoyens chercher fortune, pour ainsi dire, & de courir le monde à l'aventure, sans savoir où ils se fixeroient. Généralement elle leur assignoit des terres dans les provinces conquises de l'Italie, où, demeurant sous la domination de la république, ils ne pouvoient jamais former un Etat indépendant, & où ils ne faisoient tout au plus qu'une espece de corporation toujours sujette à la correction, à la juridiction & à l'autorité législative de la métropole. En envoyant des colonies de cette nature, non-seulement elle donnoit quelque satisfaction au peuple, mais souvent elle mettoit encore une forte de garnison dans une province nouvellement conquise, & la contenoit par-là dans l'obéissance. Soit que nous envisagions la nature de l'établissement en lui-même, ou les motifs de le faire, une colonie romaine étoit donc fort différente d'une colonie grecque. Aussi les mots qui le désignent dans les deux

langues ont - ils des significations bien différentes. Le mot latin (*Colonia*) signifie simplement une plantation : le mot grec (*Αποικία*) signifie, au contraire, une séparation de demeure ; il marque qu'on s'en va du pays, & qu'on quitte la maison. Mais quoique les colonies romaines fussent, à bien des égards, très-peu ressemblantes à celles des Grecs, l'intérêt qui porta Rome à les fonder n'est pas moins simple & moins clair. Les deux institutions tiroient leur origine ou d'une nécessité irrésistible, ou d'une utilité manifeste.

L'établissement des colonies européennes en Amérique & dans les Indes Orientales ne fut point l'ouvrage de la nécessité, & quoiqu'il en ait résulté une grande utilité, elle n'est pas tout-à-fait aussi claire & aussi évidente. On ne l'avoit point en vue dans l'origine ; elle ne fut pas plus le motif des premières colonies, que celui des découvertes qui les ont occasionnées ; & la nature, l'étendue & les bornes de cette utilité, ne sont peut-être pas encore bien connues aujourd'hui.

Les Vénitiens faisoient dans les quatorze & quinzième siècles un commerce fort avantageux d'épicerie & autres

marchandises de l'Inde , qu'ils distribuient à toutes les autres nations de l'Europe. Ils les achetoient en Egypte, où regnoient les Mammelus, ennemis des Turcs, dont les Vénitiens étoient aussi les antagonistes ; & cet intérêt commun soutenu par l'argent de Venise forma une si grande liaison entr'eux, que les sujets de cette république eurent presque le monopole de ce commerce.

Les grands profits qu'ils y faisoient tenterent l'avidité des Portugais. Ces derniers s'étoient efforcés, pendant le quatorzième siècle, de trouver par mer une route qui conduisît aux pays d'où les Mores leur apportoitent de l'ivoire & de la poudre d'or à travers le désert. Ils découvrirent les isles de Madere, des Canaries, des Açores, du Cap Verd, la côte de Guinée, celle de Congo, d'Angola, de Loango, & enfin le Cap de Bonne-Espérance. Ils avoient long-tems désiré d'avoir part au trafic lucratif des Vénitiens, & cette dernière découverte leur ouvrit la perspective de pouvoir y parvenir. En 1497, Vasco de Gama fit voile de Lisbonne avec quatre vaisseaux, & après une navigation d'onze mois, il arriva sur la côte de l'Indostan,

& completa ainsi une suite de découvertes poussées avec une grande persévérance, & presque sans interruption, pendant près d'un siècle.

Quelques années auparavant, tandis que l'Europe attendoit en suspens le succès encore douteux des tentatives des Portugais, un pilote génois conçut un projet encore plus hardi, celui d'aller aux Indes Orientales par l'ouest. La situation de ces pays étoit alors très-imparfaitement connue des Européens. Le petit nombre de ceux qui avoient pénétré jusques-là en avoient exagéré la distance, peut-être par un effet de leur simplicité & de leur ignorance, ce qui est vraiment grand paroissant infini, quand on ne peut pas le mesurer, peut-être aussi pour mettre plus de merveilleux dans leurs aventures, par la circonstance d'avoir vu des contrées si prodigieusement éloignées. Colomb conclut très-juste que plus la route par l'est étoit longue, plus elle seroit courte par l'ouest. Il proposa donc de prendre cette route, comme la plus courte & la plus sûre, & il eut le bonheur de convaincre Isabelle de Castille de la probabilité de ses idées. Il partit du port de Palos au mois d'Août 1492, près

près de cinq ans avant l'expédition de Vasco de Gama ; & après un voyage de deux à trois mois , il découvrit d'abord quelques-unes des petites isles Bahama ou Lucayes , & ensuite la grande isle Saint - Domingue.

Mais ce que Colomb découvrit dans ce voyage & les suivans ne ressembloit nullement à ce qu'il cherchoit. Au lieu de la richesse, de la culture & de la population de la Chine & de l'Indostan, il ne trouva dans Saint - Domingue & dans toutes les autres parties du Nouveau - Monde où il aborda , que des terres entièrement couvertes de bois, incultes, & habitées seulement par quelques hordes de Sauvages nuds & misérables. Il ne pouvoit néanmoins se résoudre à croire que ces pays ne fussent pas les mêmes que ceux qu'avoit décrit Marc Paul, le premier Européen qui avoit été à la Chine & aux Indes Orientales, ou du moins qui en avoit laissé quelque description ; & la plus légère ressemblance , celle qu'il trouva , par exemple , entre le nom de Cibao , montagne de Saint - Domingue, & celui de Cipango , dont Marc Paul fait mention, suffisoit pour le ramener à son préjugé favori, quoique démenti

par l'évidence la plus claire. Dans ses lettres à Ferdinand & à Isabelle, il appelloit *Indes* les pays qu'il avoit découverts. Il ne doutoit point qu'ils ne fussent l'extrémité de ceux dont Marc Paul avoit parlé, & il croyoit qu'ils n'étoient pas fort éloignés du Gange ou de cette partie qu'Alexandre avoit conquise. Détrompé enfin de son erreur; il se flattoit encore que ces riches contrées n'étoient pas à une grande distance, & il revint les chercher le long des côtes de la Terre Ferme & vers l'isthme de Darien.

En conséquence de cette erreur de Colomb, le nom d'*Indes* est resté depuis à ces malheureux pays, & lorsqu'on eut enfin la pleine certitude que les nouvelles Indes étoient absolument différentes des anciennes, les premières furent appelées *Indes Occidentales*, pour les distinguer des autres, qui furent nommées *Orientales*.

Quelles que fussent les découvertes de Colomb, il étoit intéressant pour lui qu'elles fussent représentées à la cour d'Espagne comme étant de grande conséquence; & l'on n'y voyoit pourtant rien de ce qui constitue la richesse réelle d'un pays, les productions anima-

les & végétales du sol, qui pût justifier un pareil exposé.

Le cori, qui est comme entre le rat & le lapin, & que M. de Buffon suppose être le même que l'aperea du Brésil, étoit le plus gros quadrupede vivipare de Saint-Domingue. L'espece ne paroît pas en avoir été nombreuse, & il y a long-tems que les chiens & les chats espagnols l'ont détruite presque entièrement, aussi bien que quelques autres encore plus petites. Elles étoient cependant avec un gros lézard, appelé *ivana* ou *iguana*, la principale partie de ce que le sol fournissoit de nourriture dans le regne animal.

Quoique faute d'industrie, les végétaux dont se nourrissoient les habitans, ne fussent pas d'abord abondans, ils n'étoient pas tout à fait si rares que les animaux comestibles. Ils consistoient en bled d'Inde, patates, &c. plantes qu'on ne connoissoit point en Europe, qu'on n'y a pas fort estimées depuis, & qu'on n'y regarde pas comme une aussi bonne nourriture que celle des especes communes de grain & de pois, qui, de tems immémorial, sont cultivées dans cette partie du monde.

Il est vrai que le cotonnier fournissoit la matiere d'une importante manufacture, & c'étoit alors, sans contre-dit, celle de toutes les productions végétales de ces isles qui étoit la plus précieuse pour les Européens. Mais quoiqu'à la fin du quinzieme siecle, les mouffelines & les autres marchandises de coton fussent fort recherchées des Européens, on les tiroit des Indes Orientales, & il n'y avoit point encore de manufacture de coton parmi eux. Cette production même ne devoit donc pas paroître d'une si grande conséquence à leurs yeux.

Ne trouvant rien dans les animaux, ni dans les végétaux, sur quoi on pût fonder une idée avantageuse des pays nouvellement découverts, Colomb tourna sa vue sur les minéraux, & il se flatta d'avoir trouvé dans les productions de ce troisieme regne, de quoi dédommager amplement de la misere, des deux autres. Les petits morceaux d'or, que les habitans portoient pour ornemens, & qu'il fut qu'on trouvoit souvent dans les ruisseaux & les torrens qui tomboient des montagnes, suffirent pour lui persuader que ces montagnes renfermoient les mines d'or les plus ri-

ches. Saint - Domingue fut donc représenté comme un pays abondant en or , & par conséquent, selon les préjugés qui regnoient dans ce tems-là , aussi bien que dans le nôtre , comme une source inépuisable de richesse pour la couronne & le royaume d'Espagne. Lorsque Colomb parut, au retour de son premier voyage , devant les souverains de Castille & d'Arragon , il y fut introduit comme en triomphe , & on porta devant lui solennellement en procession les principales productions des pays qu'il avoit découverts. Ce qu'il y avoit de mieux étoit de petites tresses , des bracelets , & autres ornemens d'or , avec quelques balles de coton. Tout le reste n'étoit que pour l'admiration & la curiosité du vulgaire , quelques joncs d'une grandeur extraordinaire , quelques oiseaux d'un fort beau plumage , & quelques peaux rembourrées d'*Alligator* & de *Manati* , le tout précédé par six ou sept misérables naturels du pays , dont la couleur & la figure singulieres ajoutoient beaucoup à la nouveauté du spectacle.

En conséquence du rapport de Colomb , le conseil de Castille résolut de prendre possession de pays dont les ha-

bitans étoient incapables d'opposer la moindre défense. Le pieux dessein de les convertir au christianisme, sanctifia l'injustice du projet; mais l'espérance d'y trouver des trésors fut le vrai motif de l'entreprise, & pour lui donner plus de poids & de consistance, Colomb fut d'avis que la moitié de l'or & de l'argent qu'on recueilleroit appartînt à la couronne. Sa proposition fut approuvée par le conseil.

Tant qu'il ne fallut que piller des hommes sans défense, pour avoir en tout ou en très-grande partie l'or que les premiers aventuriers importèrent en Europe, il ne fut peut-être pas difficile de payer cette lourde taxe. Mais il fut impossible d'y satisfaire dès que les naturels du pays eurent été dépouillés de tout ce qu'ils en avoient, & dès qu'on fut obligé de fouiller dans les mines. Aussi dit-on que l'exaction rigoureuse de cette taxe fit d'abord abandonner totalement les mines de Saint-Domingue, qui n'ont jamais été reprises depuis. La taxe fut bientôt réduite au tiers, puis au cinquième, ensuite au dixième, & enfin au vingtième du produit brut des mines d'or. La taxe sur l'argent continue encore d'être

tre d'un cinquieme. Mais les premiers aventuriers ne se foucioient guere de l'argent; tout ce qui étoit moins précieux que l'or, ne paroïssoit pas digne de leur attention.

Toutes les entreprises des Espagnols dans le Nouveau - Monde, depuis celles de Colomb, ont eu le même motif. C'est la soif sacrilege de l'or qui a conduit Oïeda, Nicuesa & Vasco Nugnés de Balboa à l'isthme de Darien, Cortez au Mexique, Almagro & Pizarro au Chili & au Pérou. Lorsque ces aventuriers abordoient à des côtes inconnues, leur premiere question étoit toujours si on pouvoit y trouver de l'or, & selon les informations qu'ils recevoient sur ce point, ils se déterminoient à s'établir dans le pays, ou à le quitter.

Cependant de tous les projets incertains & dispendieux qui font faire banqueroute à la plupart de ceux qui s'y engagent, il n'y en a peut-être point de si parfaitement ruineux que celui de chercher de nouvelles mines d'or & d'argent. C'est peut-être la loterie la plus défavantageuse qu'il y ait au monde, ou celle dans laquelle il y a le moins de proportion entre le gain de

ceux qui ont des lots, & la perte de ceux qui n'en ont point. Car quoiqu'il y ait peu de billets qui portent, & grand nombre qui ne portent rien, le prix d'un billet est toute la fortune d'un homme bien riche. L'entreprise de fouiller des mines, au lieu de remplacer le capital qu'on y met, & de rapporter en sus les profits ordinaires des fonds, absorbe communément le capital & le profit. C'est donc celle que voudroit le moins encourager un législateur prudent, qui desireroit augmenter le capital de sa nation; c'est de ce côté là qu'il s'aviserait le moins de tourner plus de capital qu'il n'y en iroit naturellement. Par l'absurde confiance qu'ont la plupart des hommes dans leur bonheur, ils ne font déjà que trop enclins à trop risquer d'eux-mêmes.

Mais quoique le jugement de la froide raison & de l'expérience n'ait jamais été favorable à ces sortes de projets, ils n'ont pas laissé de séduire l'avidité humaine. La même passion qui a suggéré à tant de gens l'idée de la pierre philosophale, a suggéré à d'autres celle d'une immensité de riches mines d'or & d'argent. Ils n'ont pas fait at-

tention que dans tous les tems & chez toutes les nations, c'est la rareté de ces métaux qui en a fait la valeur, & que leur rareté vient soit de la petite quantité que la nature en a déposée dans certains endroits, soit des substances dures & peu maniables dont ils sont environnés, & par conséquent de la dépense & du travail nécessaires pour pénétrer jusqu'à eux & les arracher du sein de la terre. On s'est flatté de trouver en plusieurs endroits des veines d'or & d'argent aussi étendues & aussi abondantes que celles de plomb, de cuivre, d'étain ou de fer, qu'on trouve communément ailleurs. Le rêve du chevalier Gautier Raleigh, touchant la ville & le pays d'Eldorado, peut nous convaincre que les gens sages même ne sont pas toujours exempts de ces étranges illusions. Plus de cent ans après la mort de ce grand homme, le jésuite Gumilla étoit encore persuadé de la réalité de ces pays merveilleux. Il s'exprimoit avec beaucoup de feu, &, on peut le dire, avec beaucoup de franchise sur le bonheur qu'il auroit de porter la lumière de l'Évangile à un

peuple si en état de bien récompenser les pieux travaux de ses missionnaires.

Il n'y a pas actuellement une seule mine qui mérite d'être travaillée, dans les premiers pays que les Espagnols ont découverts. La quantité de métaux précieux qu'on dit y avoir été trouvée d'abord, est probablement fort exagérée, aussi bien que la fertilité des premières mines qu'on y a exploitées. Ce que les premiers aventuriers en rapportèrent, ou ce qu'on disoit qu'ils en avoient trouvé, suffit cependant pour enflammer la cupidité de tous leurs concitoyens. Tout Espagnol qui s'embarquoit pour l'Amérique s'imaginoit aller à une Eldorado. La fortune fit d'ailleurs dans cette occasion ce qu'elle a fait dans quelques autres, elle réalisa jusqu'à un certain point les folles espérances de ses adorateurs. Dans la découverte & la conquête du Mexique & du Pérou (dont l'une arriva environ trente, & l'autre environ quarante ans après la première expédition de Colomb), elle leur offrit quelque chose de ressemblant à la profusion d'or & d'argent qu'ils cherchoient.

Ce fut donc un projet de commerce

aux Indes Orientales, qui donna occasion à la première découverte du Nouveau-Monde. Un projet de conquête occasionna tous les établissemens des Espagnols dans ces pays nouvellement découverts. Le motif de la conquête fut un projet de mines d'or & d'argent; & par une suite d'accidens au dessus de la prévoyance humaine, ce projet réussit beaucoup mieux qu'on n'avoit raisonnablement lieu de s'y attendre.

Les aventuriers de toutes les autres nations de l'Europe, qui, à l'exemple des Espagnols, entreprirent de faire des établissemens en Amérique, furent tous animés d'abord par les mêmes vues chimériques; mais ils n'eurent pas le même succès. Il s'est passé plus de cent ans, depuis le premier établissement au Brésil, jusqu'à ce qu'on y ait découvert des mines d'or & de diamant. On n'en a point encore découvert dans les colonies angloises, françoises, hollandoises & danoises; ou du moins il n'y en a point qu'on suppose valoir la peine d'être exploitées. Cependant les premiers Anglois qui s'établirent dans l'Amérique, offrirent au roi, pour obtenir leurs patentes, la cinquième partie de l'or & de l'argent qu'ils y trouve-

roient. En conséquence la couronne se réserva ce cinquieme dans les patentes accordées au chevalier Gautier Raleigh, aux compagnies de Londres & de Plymouth, au conseil de Plymouth, &c. A l'espérance de découvrir des mines, se joignit celle de trouver un passage aux Indes Orientales par le nord-ouest. Jusqu'à ce jour l'une & l'autre ont été frustrées.

S E C O N D E P A R T I E.

Causes de la prospérité des nouvelles colonies.

DE toutes les sociétés d'hommes, il n'y en a point qui s'avance plus rapidement vers la richesse & la grandeur, que la colonie d'une nation civilisée qui prend possession d'un pays désert ou si peu habité, que les naturels ne font pas difficulté de lui céder la place.

Les colons portent avec eux une connoissance de l'agriculture & des autres arts utiles supérieure à celle que des nations sauvages & barbares peuvent acquérir d'elles-mêmes dans le cours de plusieurs siècles. Ils portent

en même tems l'habitude de la subordination, quelque notion du gouvernement régulier sous lequel ils ont vécu, du système de loix qui en est la base, & d'une administration régulière de la justice; & ils établissent naturellement quelque chose de semblable dans leur nouveau corps politique. Mais parmi les nations sauvages & barbares, dès qu'une fois les loix & le gouvernement sont parvenus au point nécessaire pour leur défense, leurs progrès sont encore plus lents que ceux des arts. Outre cet avantage, chaque colon obtient plus de terres qu'il n'en peut cultiver; il n'a point de rentes, ni presque de taxes à payer: il n'a pas de maître qui partage avec lui son produit, & ce qui en revient au souverain n'est communément qu'une bagatelle. Comme ce produit est presque entièrement à lui, tout l'invite à le rendre le plus grand possible. Mais il a ordinairement une si grande étendue de terrain à cultiver, qu'avec toute son industrie & celle des gens qu'il trouve à employer, il peut rarement en tirer la dixième partie de ce qu'il est capable de produire. Il est donc ardent à ramasser des ouvriers de tout

côté, & à les récompenser libéralement. Un ample falaire, joint à la quantité & au bon marché des terres, ont bientôt mis ces ouvriers en état de quitter leurs maîtres pour devenir eux-mêmes propriétaires, & récompenser aussi largement d'autres ouvriers qui ne tardent pas non plus à les quitter par la même raison. La récompense libérale du travail encourage le mariage; les enfans dans leur âge tendre sont bien nourris & bien soignés, &, quand ils sont grands, ils rendent par leur travail bien au-delà de ce que leur entretien a coûté. Parvenus à l'âge de maturité, ils s'établissent comme avoient fait leurs peres, & ils y trouvent la même facilité, par le haut prix du travail & le bon marché des terres.

Ailleurs la rente & le profit absorbent une bonne partie du falaire, & les deux ordres supérieurs du peuple écrasent l'inférieur; au lieu que dans les nouvelles colonies l'intérêt des deux premiers les oblige à traiter le troisième avec plus de générosité & d'humanité, du moins quand il n'est pas dans l'état d'esclavage. On achete avec peu de chose des terres vagues de la plus grande fertilité. L'augmentation de re-

venu que le propriétaire, qui est toujours le même que l'entrepreneur, attend de leur culture, constitue son profit, qui, dans ces circonstances, est communément fort considérable. Mais il ne peut faire ce grand profit sans employer dans la culture & le défrichement le travail d'autres personnes, & la disproportion entre l'étendue des terres & le petit nombre de gens qui composent une colonie, fait qu'il a de la peine à trouver des bras. Il ne conteste donc point sur le salaire, & il fait travailler à quelque prix que ce soit. La forte récompense de la main d'œuvre encourage la population; le bas prix & la quantité des terres encouragent la culture, & fournissent aux propriétaires de quoi payer grassement leurs ouvriers. C'est dans le salaire de ces ouvriers que consiste presque tout le prix de la terre, & quoique haut, si on le considère comme prix du travail, il est bas, si on le regarde comme le prix d'une chose qui a tant de valeur. Ce qui amène la population & la culture, amène la richesse & la grandeur réelles.

Il paroît, conformément à ce que je viens de dire, que les progrès de plu-

fieurs des anciennes colonies grecques, vers la richesse & la grandeur, ont été très-rapides. Dans le cours d'un siècle ou deux, plusieurs semblent avoir atteint, ou même surpassé leur mere-patrie. L'ancienne Grece n'avoit point de villes qu'elle pût mettre, à aucun égard, au dessus de Syracuse & d'Agrigente en Sicile, de Tarente & de Locres en Italie, d'Ephese & de Milet dans l'Asie mineure. Quoiqu'elles fussent postérieures par leur établissement, tous les arts de raffinement, la philosophie, la poésie & l'éloquence, y ont été cultivés d'aussi bonne heure, & perfectionnés au même degré que dans aucune partie du territoire de la mere-patrie.

Les écoles des deux plus anciens philosophes grecs, Thalès & Pythagore, ne s'établirent point dans l'ancienne Grece; mais l'une s'éleva dans une colonie asiatique, & l'autre dans une colonie italienne. Toutes ces colonies occuperent des pays habités par des nations sauvages & barbares, qui leur abandonnerent aisément la place; elles eurent de bonnes terres en quantité, & comme elles étoient totalement indépendantes de la mere-patrie, elles

jouirent de la liberté de s'arranger & de faire leurs affaires de la manière qu'elles jugerent la plus convenable à leur intérêt.

Il n'y a rien d'aussi brillant dans l'histoire des colonies romaines. Quelques-unes d'elles, comme Florence, sont devenues des Etats considérables, au bout de plusieurs siècles, & après la chute de la mere-patrie; mais on ne voit point qu'aucune ait fait des progrès rapides. Elles furent toutes placées dans des provinces conquises, qui la plupart avoient été auparavant pleinement fournies d'habitans. La quantité de terre assignée à chaque colon étoit ordinairement fort médiocre, & comme la colonie n'étoit pas indépendante, les colons n'étoient pas les maîtres d'administrer leurs affaires comme ils vouloient pour leur propre intérêt.

Les colonies de l'Amérique & des Indes Orientales ressemblent aux anciennes colonies grecques & les surpassent même de beaucoup à l'égard de la quantité de bonnes terres. Elles ressemblent aux romaines, quant à la dépendance de la mere-patrie. Mais les effets de cette dépendance ont été plus ou moins affoiblis par le grand éloigne-

ment où elles font de l'Europe. Leur situation les met plus hors de la vue & hors de la portée du pouvoir de la mere - patrie. Souvent on les a laissé faire à leur guise, soit parce qu'on ignoroit en Europe, soit parce qu'on n'entendoit pas leur conduite, & dans quelques occasions il a bien fallu la souffrir, parce qu'il étoit difficile de s'y opposer. Le gouvernement d'Espagne, tout violent & arbitraire qu'il est, a été plusieurs fois obligé, par la crainte d'un soulèvement général, de révoquer ou d'adoucir des ordres qu'il avoit donnés pour régir ses colonies. C'est ce qui fait que toutes les colonies européennes ont avancé à grands pas dans la richesse, la population & la culture.

La couronne d'Espagne s'étant réservée une part dans l'or & l'argent, a toujours tiré quelque revenu de ses colonies, depuis le premier moment de leur établissement. Comme ce revenu étoit de nature à flatter la cupidité humaine par les espérances les plus extravagantes de s'enrichir de plus en plus, cette puissance a eu continuellement les yeux sur ses sujets du Nouveau-Monde, tandis que les colonies des autres nations européennes ont été

en grande partie long-tems négligées par leur mere-patrie. Peut-être que les Espagnols n'en ont pas mieux réussi, ni les autres plus mal. On regarde les premières comme les moins peuplées & les moins florissantes, en proportion de l'étendue de pays qu'elles occupent. Cependant leurs progrès ont été fort grands & fort rapides. Il y a environ trente ans qu'Ulloa nous représentoit Lima, ville fondée depuis la conquête, comme contenant cinquante mille habitans. Quito, qui n'étoit autrefois qu'un misérable petit hameau d'Indiens, n'en contenoit pas moins, selon le même auteur. Gemelli Carri, qui, à ce qu'on dit, n'est qu'un prétendu voyageur, mais qui semble avoir écrit sur d'excellentes informations, donne à la ville de Mexico cent mille habitans, nombre qui, en dépit de toutes les exagérations des écrivains espagnols, est probablement cinq fois plus grand que celui qu'elle contenoit du tems de Montezuma. Ce qu'il y a de certain, c'est que Boston, New-York & Philadelphie, les trois plus grandes villes des colonies angloises, ne sont pas, à beaucoup près, si peuplées. Avant la conquête des Espagnols,

il n'y avoit point de bétail propre à tirer, ni dans le Mexique, ni dans le Pérou. Le lama y étoit la seule bête de somme, & il paroît qu'il étoit d'une force bien inférieure à celle de l'âne. Les Mexicains & les Péruviens ne connoissoient point la charrue, ni l'usage du fer. Ils n'avoient ni monnoie, ni autre instrument déterminé de commerce. Leurs échanges se faisoient par troc. Le principal outil dont ils se servoient dans leur agriculture étoit une beche de bois. Des pierres tranchantes leur servoient de couteaux & de haches. Des os de poissons & les nerfs durcis de certains animaux étoient leurs aiguilles à coudre; & il paroît que c'étoit-là les principaux instrumens de leurs différens métiers. Dans cet état des choses, y a-t-il de la possibilité que l'un & l'autre de ces empires aient jamais été améliorés & cultivés, comme ils le sont de nos jours, avec toutes sortes de bestiaux en abondance, avec l'usage du fer, de la charrue & de la plupart des arts de l'Europe? Or la population d'un pays est toujours en raison de son amélioration & de sa culture. Malgré la cruelle destruction des naturels, qui suivit la conquête,

ces deux grands empires font probablement plus peuplés aujourd'hui qu'ils ne l'avoient jamais été, & le peuple y est sûrement fort différent; car on ne peut nier, je pense, qu'à bien des égards, les Créoles espagnols ne soyent supérieurs aux anciens Indiens.

Après les établissemens des Espagnols, celui des Portugais dans le Brésil est le plus ancien de tous ceux des Européens en Amérique. Mais comme on n'y trouva des mines d'or & d'argent que long-tems après la première découverte du pays, & que par cette raison la couronne de Portugal n'en tiroit que peu ou point de revenu, il s'attira peu l'attention de la mere-patrie, & profita si bien de son indifférence, qu'il devint une grande & puissante colonie. Tandis que le Portugal étoit sous la domination de l'Espagne, le Brésil fut attaqué par les Hollandois, qui s'emparèrent de sept des quatorze provinces dans lesquelles il étoit divisé. Ils comptoient s'emparer des sept autres, quand le Portugal recouvra son indépendance par l'élévation de la famille de Bragance au trône. Alors les Hollandois & les Portugais devinrent amis, parce que les deux nations étoient

également ennemies des Espagnols. Les premiers convinrent de laisser la partie du Bresil qu'ils n'avoient point conquise au roi de Portugal, qui, de son côté, consentit à leur laisser l'autre, comme un objet qui ne valoit pas la peine d'être disputé à de si bons alliés. Mais le gouvernement hollandois ayant commencé bientôt à opprimer les colons portugais, ceux-ci, au lieu de perdre le tems à se plaindre, prirent les armes contre leurs nouveaux maîtres, & par leur valeur & leur résolution, le Portugal étant bien de connivence avec eux, mais ne leur donnant ouvertement aucune assistance, ils les chasserent du Bresil. Les Hollandois ne pouvant plus espérer d'y rien conserver, prirent le parti de l'abandonner tout entier à la couronne de Portugal. On dit qu'il y a dans cette colonie plus de six cents mille ames, tant Portugais que descendans de Portugais, Créoles, Mulâtres, & une race mêlée de Portugais & de Bresiliens. C'est, à ce qu'on croit, la colonie de l'Amérique où il y a le plus de gens d'extraction européenne.

Vers la fin du quinzieme & pendant la plus grande partie du seizieme sie-

cle, l'Espagne & le Portugal étoient les deux grandes puissances navales sur l'Océan; car quoique les Vénitiens étendissent leur commerce à toutes les parties de l'Europe, leurs flottes ne fortoient guere de la Méditerranée. Les Espagnols prétendirent que toute l'Amérique étoit à eux; & quoiqu'ils ne pussent empêcher une puissance navale aussi considérable que celle du Portugal, de s'établir dans le Bresil, telle étoit cependant la terreur de leur nom, que la plupart des autres nations de l'Europe craignoient de faire aucun établissement dans ce vaste continent. Les François qui tenterent d'en faire un dans la Floride, furent tous massacrés par les Espagnols. Mais par la décadence de sa marine, arrivée vers la fin du seizieme siecle, en conséquence de la défaite ou de la mauvaise conduite de l'invincible Armada, l'Espagne perdit le pouvoir de traverser plus long-tems les projets des autres nations sur l'Amérique. Durant le cours du dix-septieme siecle, les Anglois, les François, les Hollandois, les Danois & les Suédois, c'est-à-dire, toutes les grandes nations qui ont des ports sur l'Océan, entreprirent de faire quelques

établiflemens dans le Nouveau-Monde.

Les Suédois s'établirent à New-Jersey, & le nombre de familles fuédoifes qui s'y trouve encore, montre assez que cette colonie devoit naturellement prospérer, si elle eût été protégée par la mere-patrie. Mais négligée par la Suede, elle fut bientôt engloutie par la colonie hollandoise de New-York, qui, en 1674, est tombée sous la domination des Anglois.

Les petites isles de Saint-Thomas & de Santa-Cruz, sont les seuls pays du Nouveau-Monde qui ayent jamais été possédés par les Danois. Ces petits établissemens étoient d'ailleurs sous le gouvernement d'une compagnie exclusive, qui avoit seule le droit d'acheter le surabondant du produit des colons, & de leur vendre les marchandises des autres pays dont ils avoient besoin, & qui par conséquent avoit dans les achats & dans les ventes une double faculté de les opprimer, mais encore la plus grande tentation de le faire. Le gouvernement d'une compagnie exclusive est peut-être par tout pays le plus mauvais qu'on puisse donner. Il ne fut pourtant pas capable d'arrê-
ter

ter entièrement le progrès de ces colonies, qui en a été seulement plus lent & plus languissant. Depuis que le dernier roi de Danemarck a dissous cette compagnie, elles jouissent d'une grande prospérité.

Les établissemens hollandois dans les Indes Occidentales & Orientales, ont été mis originairement sous le gouvernement d'une compagnie exclusive. Aussi quoique les progrès de quelques-uns aient été considérables, en comparaison de ceux d'un pays peuplé & subsistant depuis long-tems, ils ont été foibles & tardifs, en comparaison de ceux de la plupart des nouvelles colonies. La colonie de Surinam, quoique fort considérable, est encore inférieure à la plus grande partie des colonies à sucre des autres nations de l'Europe. La colonie de Nova-Belgia, divisée actuellement en deux provinces, celle de Neuw-York & celle de New-Jersey, seroit probablement aussi devenue florissante, quand elle seroit restée sous le gouvernement hollandois. La quantité & le bas prix des bonnes terres sont de si puissantes causes de prospérité, que la plus mauvaise adminis-

tration politique peut à peine amortir la force de leur action. D'ailleurs la grande distance qui sépare les colons de la mere-patrie, leur donne plus ou moins la facilité d'éluder, par la contrebande, le monopole qu'une compagnie exerce contr'eux. A présent la compagnie permet à tous les vaisseaux hollandois de commercer à Surinam, en payant un & demi pour cent sur leur cargaison, pour le prix de la permission qu'elle accorde, ne se réservant que le commerce exclusif de l'Afrique à l'Amérique, qui consiste presque entièrement dans la traite des esclaves. Cette complaisance de la compagnie à se relâcher de ses droits exclusifs, est vraisemblablement la principale cause du degré de prospérité dont la colonie jouit actuellement. Curaçao & Saint-Eustache, les deux principales isles des Hollandois en Amérique, sont des ports francs, ouverts aux vaisseaux de toutes les nations. Ces isles stériles doivent leur bien être à cette liberté qu'elles conservent au milieu d'autres colonies qui n'ouvrent leurs ports qu'à une seule nation.

La colonie françoise du Canada a été soumise à une compagnie exclusive,

pendant la plus grande partie du dernier siècle & une partie du nôtre. Sous un gouvernement aussi défavorable, ses progrès ont été nécessairement lents, par comparaison à ceux des autres nouvelles colonies; mais ils se sont fort accélérés, lorsque cette compagnie a été dissoute, après la chute du système de Mississipi. Quand les Anglois ont pris possession du Canada, ils y ont trouvé presque le double des habitans que le P. Charlevoix y avoit vus vingt à trente ans auparavant. Ce jésuite y avoit voyagé par - tout, & il ne vouloit sûrement pas faire la population de ce pays-là moindre qu'elle n'étoit.

La colonie françoise de Saint-Domingue fut établie par des pirates & des flibustiers, qui se maintinrent long-tems sans demander la protection de la France, & sans reconnoître son autorité; & lorsque cette race de bandits fut devenue assez patriote pour la reconnoître, il fallut l'exercer long-tems avec une grande douceur. L'accroissement de la colonie fut prompt & très-sensible, durant cet intervalle. Quoique l'oppression de la compagnie exclusive à laquelle elle fut soumise avec toutes les autres colonies françois-

ses, ait retardé son avancement, elle n'a pu l'arrêter entièrement. Délivrée de cette oppression, elle reprit aussitôt le cours de sa prospérité. De toutes les colonies à sucre des Indes Occidentales, elle est aujourd'hui la plus importante, & on dit que son produit vaut seul plus que celui de toutes les colonies angloises à sucre prises ensemble. Toutes celles de la même nature qui appartiennent à la France, sont en général dans un état de prospérité.

Mais il n'y en a point qui aient fait des progrès plus rapides que les colonies angloises de l'Amérique Septentrionale.

Il semble que les deux grandes causes de la prospérité de toutes les nouvelles colonies soyent la grande quantité de bonnes terres, & la liberté de faire leurs affaires comme elles l'entendent.

Les colonies angloises de l'Amérique Septentrionale, quoique sans doute abondamment pourvues de bonnes terres, sont inférieures, à cet égard, aux Espagnols & aux Portugais, & n'ont pas plus d'avantage que n'en avoient les François avant la dernière guerre. Mais les institutions politiques des

colonies angloises ont été plus favorables au défrichement & à la culture, que celles de toutes les autres nations.

1°. Quoiqu'on n'ait pu empêcher absolument dans les colonies angloises d'englober les terres, on y a cependant mieux réussi que par-tout ailleurs par la loi qui oblige chaque propriétaire de défricher & de cultiver dans un tems limité une certaine portion de ses terres, & qui, faute par lui de le faire, déclare ces terres négligées impétables. Quoique cette loi n'ait peut-être pas eu son exécution à la rigueur, elle n'a cependant pas été sans effet.

2°. Le droit de primogéniture n'a pas lieu en Pensylvanie, & les terres, comme les biens-meubles, y sont partagées également entre tous les enfans de la famille. Dans trois des provinces de la Nouvelle Angleterre, l'aîné a seulement une part double comme dans la loi de Moïse. S'il arrivoit donc quelquefois dans ces provinces qu'un individu réunît une trop grande quantité de terres, il est vraisemblable qu'elles seroient de nouveau suffisamment divisées dans le cours d'une ou

deux générations. A la vérité, le droit de primogéniture existe dans les autres colonies angloises comme dans la loi d'Angleterre; mais dans toutes, les terres sont en franche roture, ce qui en facilite l'aliénation; & celui à qui l'on accorde une grande étendue de terrain, trouve son compte à en aliéner la plus grande partie le plutôt qu'il peut pour un petit cens. Il regne dans les colonies espagnoles & portugaises un droit, qu'ils appellent *de Mayorazgo*, (*jus mayoratus*) pour les successions de toutes les grandes terres auxquelles il y a quelque titre d'honneur attaché. Ces grands patrimoines vont à une seule personne, & sont dans le fait substitués & inaliénables. Il est vrai que les colonies françoises sont sujettes à la coutume de Paris, qui, dans l'héritage des terres, est beaucoup plus favorable aux cadets que la loi d'Angleterre. Mais si quelque partie d'un bien tenu en fief noble, emportant la chevalerie ou l'hommage, est aliénée dans ces colonies, elle est sujette pendant un certain tems au retrait de la part du chef ou de l'héritier de la famille; & comme les plus grands domaines y sont possédés de cette manière, l'alié-

nation y est nécessairement plus embarrassée. Mais une grande terre inculte dans une nouvelle colonie doit être naturellement plutôt divisée par aliénation que par succession. Cependant, comme on l'a déjà observé, une grande quantité de terres incultes entre les mains d'un seul propriétaire, est le plus grand obstacle à leur défrichement & à leur culture; &, d'un autre côté, il est démontré que le travail employé à l'agriculture donne à la société le produit le plus considérable & le plus précieux. Dans ce cas, le produit fournit non-seulement de quoi payer le salaire du travail avec le profit ordinaire des fonds, mais encore de quoi payer la rente de la terre sur laquelle on les emploie. Le travail des colonies angloises étant donc plus employé au défrichement & à la culture des terres, doit être d'un produit plus grand & plus estimable que celui des trois autres nations, qui, faute d'une division suffisante dans les terres, y est plus ou moins détourné à quelqu'autre objet.

3°. Non-seulement le produit du travail des colonies angloises doit être

naturellement plus considérable & d'une plus grande valeur, mais à raison de la modération de leurs taxes, il leur reste une plus grande portion de ce produit à mettre en réserve & en usage pour augmenter la quantité de travail. Ces colonies n'ont jamais contribué en rien à la défense de la mère-patrie, ni à l'entretien de son gouvernement civil. C'est elle, au contraire, qui les a défendues presque entièrement à ses frais. Mais il n'y a aucune proportion entre la dépense des flottes & des armées, & la dépense nécessaire du gouvernement civil. Celle du leur a toujours été fort modique. Elle s'est bornée généralement à ce qu'il falloit pour payer les honoraires au gouverneur, aux juges, & à quelques autres officiers de police, & pour l'entretien de quelques ouvrages publics des plus utiles. Les frais de l'établissement civil de la paye de Massachusset, n'étoient pour l'ordinaire, avant les troubles actuels, que de dix-huit mille liv. st. par an; ceux de New-Hampshire & de Rhode-Island, chacun de trois mille cinq cents livres; ceux de Connecticut, de quatre mille; ceux de New-York & de Pensylvanie,

de quatre mille cinq cents chacun; ceux de New-Jersey, de douze cents; ceux de la Virginie & de la Caroline Méridionale, de huit mille chacun. L'établissement civil de la Nouvelle Ecosse & de la Georgie est en partie défrayé par un don annuel du parlement; mais la Nouvelle Ecosse paye en sus environ sept mille liv. & la Georgie environ deux mille cinq cents. En deux mots, tous les établissemens civils de l'Amérique Septentrionale, hors ceux du Maryland & de la Caroline Septentrionale, dont je n'ai pu avoir un état exact, ne coûtoient pas, avant le commencement des troubles actuels, plus de soixante-quatre mille sept cents liv. st. par an, exemple à jamais mémorable du peu de défense qu'il faut pour que trois millions d'hommes soyent non-seulement gouvernés, mais encore bien gouvernés. A la vérité, la dépense la plus importante du gouvernement, celle de la défense & de la protection, est tombée constamment sur la mere-patrie. Ajoutez que le cérémonial du gouvernement civil dans ces colonies, à la réception d'un nouveau gouverneur, à l'ouverture d'une nouvelle assemblée, &c. quoique dé-

cent, n'est jamais accompagné d'une pompe & d'un appareil coûteux. Leur gouvernement ecclésiastique est réglé sur un pied également modeste. On n'y connoît point les dixmes, & le clergé, qui n'y est pas à beaucoup près nombreux, y vit de gages modiques ou des contributions volontaires du peuple. Les puissances de l'Espagne & du Portugal tirent, au contraire, quelque secours des impôts qu'elles levent sur leurs colonies. La France, il est vrai, n'a jamais tiré un grand revenu de ses colonies, les impôts qu'elle leve sur elles ne sortant pas de chez elles. Mais le plan sur lequel sont gouvernées les colonies de ces trois nations, & le cérémonial qu'on y observe, sont beaucoup plus coûteux. Ce qui s'est dépensé, par exemple, pour la réception d'un nouveau viceroy du Pérou, a été souvent énorme. Ces sortes de fêtes ne sont pas seulement des taxes réelles payées par les riches colons dans des occasions particulières; elles servent encore à introduire parmi eux l'habitude de la vanité & de la dépense, dans toutes les occasions. Ce sont non-seulement des charges accidentelles fort lourdes à porter, mais elles con-

tribuent à en établir de perpétuelles encore plus onéreuses, celles du luxe & de l'extravagance, qui ruinent les particuliers. Ajoutez que le gouvernement ecclésiastique y est extrêmement oppressif. Dans toutes, on paye les dixmes, & dans celles de l'Espagne & du Portugal, cette dixme est levée avec la plus grande rigueur. Il ne faut pas oublier cette multitude de moines mendians qui les ronge, & dont la mendicité se trouvant non-seulement permise, mais consacrée par la religion, est une des plus lourdes taxes sur le pauvre peuple, à qui l'on a grand soin de persuader que c'est un devoir que de leur faire la charité, & un grand péché que de la leur refuser. Enfin, ce qui est encore pis que tout le reste, les plus grandes possessions en terres y sont entre les mains du clergé pour n'en jamais sortir.

4°. Les colonies angloises ont été les plus favorisées pour le débit de leur surabondant, ou de ce qu'elles ne peuvent consommer. Chaque nation européenne a cherché plus ou moins à faire elle-même le monopole du commerce de ses colonies. En conséquen-

ce elle a défendu aux vaisseaux des nations étrangères de commercer avec elles, & à elles d'importer des marchandises d'Europe de chez aucune nation étrangère. Mais ce monopole s'est exercé de différentes manières qui n'étoient pas également préjudiciables aux colonies.

Quelques nations ont abandonné tout le commerce des leurs à une compagnie exclusive, de qui les colons étoient obligés d'acheter toutes les marchandises d'Europe dont ils avoient besoin, & à laquelle ils étoient tenus de vendre tout le surabondant de leur produit. Il étoit par conséquent de l'intérêt de la compagnie, non-seulement de vendre ce qu'elle portoit aux colonies le plus cher, & ce qu'elle y prenoit le meilleur marché possible, mais de n'acheter, même à vil prix, que ce qu'elle pouvoit vendre cher en Europe; non-seulement de déprimer dans tous les cas la valeur du surabondant du produit des colonies, mais d'en décourager l'accroissement naturel & d'empêcher qu'il n'y en eût trop. De tous les expédiens qui peuvent être imaginés pour arrêter les progrès na-

turels d'une colonie, celui d'une compagnie exclusive est, fans contredit, le plus efficace. Telle a été cependant la politique de la Hollande, quoique la compagnie hollandoise ait renoncé de notre tems en grande partie à l'usage de son privilege exclusif : telle a été celle du Danemark, jusqu'au regne du feu roi : telle a été accidentellement celle de la France : & depuis 1755, après que son absurdité reconnue l'a fait abandonner de toutes les autres nations, le Portugal vient de l'adopter, au moins par rapport à deux des principales provinces du Bresil, celles de Fernambouc & de Maragnan.

D'autres nations, fans établir une compagnie exclusive, ont confiné tout le commerce de leurs colonies à un port particulier de la mere-patrie, d'ou elles n'ont permis à aucun vaisseau de faire voile qu'avec d'autres, & dans une certaine saison de l'année, à moins qu'il n'eût pour faire le voyage seul une permission spéciale qu'il payoit bien. Cette politique ouvroit, à la vérité, le commerce des colonies à tous les naturels de la mere-patrie, pourvu qu'ils le fissent du port, à la

faison, & dans des vaisseaux convenables, ou tels qu'ils avoient été réglés. Mais comme tous les différens négocians qui réunissent leurs fonds pour équiper ces vaisseaux autorisés, trouvent leur compte à agir de concert, leur commerce se fait à-peu-près sur le même plan ou les mêmes principes que ceux d'une compagnie privilégiée. Leur profit n'est ni moins exorbitant ni moins oppressif. Les colonies sont mal fournies & forcées d'acheter à très-haut & de vendre à très-bas prix. Ce système a néanmoins été constamment celui de l'Espagne. Aussi dit-on que toutes les marchandises européennes se vendent un prix énorme dans leurs possessions de l'Amérique. A Quito, une livre de fer coûte, au rapport d'Ulloa, environ quatre schelings six pences, & une livre d'acier en coûte six & neuf pences. Or c'est principalement pour acheter des marchandises d'Europe, que les colonies se défont de leurs productions. Plus elles payent donc pour les unes, moins elles reçoivent pour les autres, par la règle que dans tout échange la cherté d'une chose fait le bon marché de l'au-

tre. La conduite du Portugal, à cet égard, est la même que celle de l'Espagne. Il faut pourtant excepter Fernambouc & le Maragnan, par rapport auxquels il se conduit encore plus mal.

Il y a d'autres nations qui laissent à tous leurs sujets la liberté du commerce avec leurs colonies, de manière qu'ils peuvent le faire de tous les ports de la mere-patrie, & qu'ils n'ont besoin pour cela que des congés ordinaires de la douane. Dans ce cas, il est impossible que les différens négocians qui font ce commerce, entrent dans aucune ligue générale, attendu leur nombre & leur dispersion, & leur concurrence est assez forte pour empêcher des profits outrés. En conséquence de cette honnête liberté, les colonies peuvent vendre leur produit & acheter les marchandises d'Europe à un prix raisonnable. Or telle a été la conduite de l'Angleterre avec ses colonies, depuis la dissolution de la compagnie de Plymouth, tems où elles n'étoient encore que dans l'enfance. Telle a été généralement aussi celle de la France, & elle n'a point varié depuis la dissolution de ce qu'on appelle en

Angleterre la compagnie de *Mississipi*. De là il arrive que les profits que font la France & l'Angleterre avec leurs colonies, quoique plus forts qu'ils ne feroient si la concurrence étoit libre pour toutes les autres nations, ne sont pourtant pas exorbitans. Aussi dans la plupart des colonies de ces deux nations, les marchandises d'Europe ne sont pas excessivement chères.

D'ailleurs ce n'est que par rapport à certaines marchandises, que les colonies angloises sont bornées à la mere-patrie dans l'exportation du surabondant de leur produit. Ces marchandises ont été dénombrées dans l'acte de la navigation & dans quelques autres subséquens. De-là vient qu'on les appelle *marchandises énumérées*. Les autres, qu'on appelle *non énumérées*, peuvent être exportées directement à d'autres pays, pourvu qu'elles le foyent dans des vaisseaux anglois ou dans ceux des colonies, & que le maître & les trois quarts de l'équipage foyent sujets de la Grande-Bretagne.

Parmi les marchandises non énumérées, il se trouve quelques-unes des plus importantes productions de l'A-

mérique, les grains de toute espece, les bois de construction, les provisions de chair salée, le poisson, le sucre & le rum.

Le grain est naturellement le principal objet de la culture de toutes les nouvelles colonies. En leur ouvrant le marché le plus étendu pour cette denrée, la loi en encourage la production bien au-delà de ce qu'il faut pour la consommation du pays, dont les habitans sont clair-semés, & par cette attention elle pourvoit d'avance à une ample subsistance pour l'accroissement continu de la population.

Dans un pays couvert de forêts, & où le bois de charpente est par conséquent de nulle ou de petite valeur, la dépense du défrichement est le plus grand obstacle à la culture. En permettant aux colonies de vendre par-tout à qui en veut, leur bois de construction, la loi facilite la culture, parce qu'elle ajoute du prix à une chose qui autrement ne vaudroit presque rien, & qu'elle met ainsi les colons à même de tirer quelque profit de ce qui n'eût été pour eux qu'un objet de dépense.

Dans un pays qui n'est pas à demi-peuplé ni à demi-cultivé, les bestiaux se multiplient naturellement au-delà de ce que les habitans peuvent en consommer, & par cette raison le bétail n'y a que peu ou point de valeur. Mais avant que la plus grande partie des terres soit cultivée, il est nécessaire, comme on l'a déjà montré, que le prix du bétail ait une certaine proportion à celui du grain. En accordant au bétail de l'Amérique le débouché le plus étendu, la loi tâche d'augmenter la valeur d'une denrée dont le haut prix est si essentiel à la culture. Cependant les bons effets de cette liberté doivent être un peu diminués par l'acte de la quatrième année de Georges III, chap. 15, qui, en mettant les cuirs & les peaux au rang des marchandises énumérées, tend à réduire la valeur du bétail américain.

Il paroît que l'objet de la législation, en étendant les pêcheries de nos colonies, a été d'augmenter la marine & la puissance navale de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi ces pêcheries ont eu tout l'encouragement que la liberté peut donner, & c'est-là ce qui les a

fait fleurir. La pêche de la Nouvelle Angleterre, avant les derniers troubles, étoit peut-être une des plus importantes de l'univers. La pêche de la baleine, qui, malgré une gratification extravagante, se fait avec si peu de fruit dans la Grande-Bretagne, que, dans l'opinion de plusieurs personnes (que je ne prétends cependant pas garantir) elle n'excède guère ce qu'elle coûte annuellement de gratifications, est très-fructueuse dans la Nouvelle Angleterre & s'étend fort loin, quoiqu'elle n'ait point cet aiguillon. Le poisson est un des principaux articles du commerce de l'Amérique Septentrionale avec l'Espagne, le Portugal & la Méditerranée.

Le sucre fut d'abord une marchandise énumérée, qui ne pouvoit être exportée qu'à la Grande-Bretagne. Mais en 1735, sur une représentation des planteurs, l'exportation en fut permise pour tous les pays du monde. Cependant les restrictions mises à cette liberté, jointes à la cherté du sucre dans la Grande-Bretagne, font cause que ce changement n'a pas produit un grand effet. Presque tout le sucre des planta-

tions angloises continue de se vendre dans la Grande-Bretagne & dans ses colonies. La consommation qu'elles en font devient si forte de jour en jour, que, malgré les progrès de la culture dans la Jamaïque & les isles cédées, qui en donnent beaucoup plus depuis vingt ans, on dit qu'il ne s'en exporte guere plus dans les pays étrangers qu'auparavant.

Le rum est un article fort considérable dans le commerce que les Américains font à la côte d'Afrique, d'où ils ramènent en retour des esclaves negres.

Si on avoit mis dans l'énumération tout le surabondant du produit de l'Amérique en grains de toute espece, en chair, & en poissons salés, & qu'on eût forcé les colonies de les vendre exclusivement à la Grande-Bretagne, on auroit fait trop de tort à notre industrie. C'est moins par égard pour l'Amérique, que pour éviter sa concurrence, qu'on a non-seulement exclu ces importantes marchandises de l'énumération, mais qu'on a prohibé dans le cours ordinaire l'importation de toutes sortes de grains dans la Grande-

Bretagne, & qu'on n'y a permis que celle du riz & des salines.

Les marchandises non énumérées pouvoient être originairement exportées à toutes les parties du monde. Les bois de construction & le riz furent mis ensuite dans l'énumération, & lorsqu'on les en retira, leur exportation fut restreinte aux pays situés au midi du cap Finistère. Par l'acte de la sixième année de Georges III, chap. 52, toutes les marchandises non énumérées furent soumises à la même restriction. Les parties de l'Europe situées au midi du cap Finistère ne sont pas des pays manufacturiers, & nous craignons moins que les vaisseaux des colonies en rapportassent des choses capables d'entrer en concurrence avec celles que leur fournissent nos manufactures.

Les marchandises énumérées sont de deux sortes; premièrement, celles qui sont particulières à l'Amérique, & qui ne peuvent être ou du moins ne sont pas produites dans la mère-patrie. Tels sont la melasse, le café, les noix de cacao, le tabac, le piment, le gingembre, les nageoires de balei-

ne, la soie écrue, la laine de coton, le castor & autres pelleteries d'Amérique, l'indigo, le bois de fenteur & autres bois de teinture : secondement, celles qui n'étant pas des productions particulieres de l'Amérique, sont & peuvent être produites chez la mere-patrie, mais en trop petite quantité pour ce qu'elle tire principalement des pays étrangers, Tels sont les munitions navales, les mâts, les vergues, les antennes, le goudron, la poix & la térébenthine, le fer en saumon & en barre, le cuivre en minerai, les peaux, les cuirs & la potasse. La plus grande importation des marchandises du premier genre ne pouvoit décourager la production, ni croiser le débit d'aucune partie du produit de la mere-patrie. En la bornant à la Grande-Bretagne, on comptoit bien que nos marchands pourroient non-seulement avoir ces choses à meilleur marché dans les plantations, & en tirer par conséquent chez nous un plus grand profit, mais qu'il s'établirait entre les plantations & les pays étrangers un commerce avantageux de transport dont la Grande-Bretagne seroit néces-

fairement le centre ou l'entrepôt, puis-que l'importation se feroit d'abord chez elle. On supposoit aussi que celle des marchandises du second genre pourroit s'arranger de maniere qu'elle ne croiserait que la vente de celles de même espece qui venoient des pays étrangers, & point du tout le débit de celles que produisoit la mere-patrie, parce qu'on y mettroit les droits qu'il faudroit pour qu'elles fussent en même tems & un peu plus cher que les nôtres, & meilleur marché que celles des autres. Le but de cette disposition étoit donc de décourager le produit, non de la Grande-Bretagne, mais de quelques pays étrangers avec lesquels on croyoit que la balance du commerce nous étoit défavorable.

La prohibition d'exporter des colonies, des munitions navales ailleurs que dans la Grande-Bretagne, tendoit naturellement à faire tomber le prix des bois de construction dans les colonies, & conséquemment à y augmenter les frais du défrichement, qui sont les plus grands obstacles à l'avancement de la culture. Mais au commencement de notre siècle (en 1703) la com-

pagnie suédoise de poix & de goudron, pour faire payer ces marchandises plus cher à la Grande-Bretagne, s'avisa de défendre que l'exportation s'en fît autrement que dans les vaisseaux de la compagnie, au prix qu'elle voudroit, & en telle quantité qu'elle jugeroit à propos. Afin de contrebalancer ce trait de politique mercantile, & de se rendre aussi indépendante qu'il étoit possible, non-seulement de la Suede, mais de toutes les puissances du nord, la Grande-Bretagne mit une gratification sur l'importation des munitions navales de l'Amérique, & par-là elle y fit hausser le prix des bois de construction beaucoup plus qu'il ne pouvoit baisser par l'obligation d'importer à la métropole seule; & comme ces deux réglemens ont été faits dans le même tems, l'effet de leur opération combinée fut plutôt de hâter que de retarder le défrichement des terres en Amérique.

Quoique le fer en saumon & en barres ait été inféré dans les marchandises énumérées, cependant, comme à son importation de l'Amérique, il est exempt des droits considérables que paye celui qui vient de tout autre pays,

les

les forges de l'Amérique sont plus encouragées par une partie de ce règlement, que découragées par l'autre. Or il n'y a point de manufacture qui consume autant de bois qu'une forge, ou qui contribue tant au défrichement d'un pays trop couvert.

La législation ne se propoisoit, ou ne concevoit même peut-être pas le service qu'elle rendoit à l'Amérique par ces réglemens, mais il n'en étoit pas moins réel.

On permet la plus parfaite liberté de commerce entre les colonies angloises de l'Amérique & des Indes Occidentales, en marchandises énumérées, & non énumérées. Ces colonies sont actuellement si peuplées & profitent tellement, que chacune d'elles trouve dans les autres un marché vaste & étendu pour chaque partie de son produit. Toutes ensemble forment un grand marché intérieur pour la vente de leur produit respectif.

La libéralité de l'Angleterre, à cet égard, a pourtant des bornes; elle ne va pas plus loin que le produit brut des colonies, ou ce qu'on peut appeler les premières ébauches en fait d'ouvrages manufacturés. Les marchands

& les manufacturiers de la Grande-Bretagne se réservent les manufactures plus avancées ou plus raffinées, quoique les colonies en produisent la matière, & ils ont obtenu de la législation de les empêcher d'en établir chez elles, quelquefois par de gros droits, quelquefois par des prohibitions absolues.

Par exemple, tandis que le sucre moscouade qui nous vient des plantations angloises ne paie d'entrée que 6 f. 4 d. ft. de droits le cent pesant, le sucre blanc paie 1 liv. 1 sol 1 den. & le raffiné double ou simple en pains 4 l. 2 f. 5 d. neuf 2ces. Lorsque ces gros droits furent imposés, la Grande-Bretagne étoit le seul, & est encore le principal marché où ces sucres se rendoient ou se rendent. De si fortes entrées équivaloient donc d'abord à une prohibition de passer ou raffiner le sucre pour le vendre à aucune nation étrangère, & à présent elles équivalent à une défense de le passer ou raffiner pour le vendre à une nation qui enlève peut-être les neuf dixièmes de tout le produit. Aussi quoique les raffineries aient été florissantes dans toutes les colonies françoises à sucre, cet-

te manufacture n'a guere été cultivée dans les angloises que pour leur propre usage. Dans le tems que l'isle de la Grenade étoit aux François, il y avoit dans presque toutes les plantations une raffinerie; depuis qu'elle est aux Anglois, on les a tellement abandonnées, qu'actuellement (Octob. 1773) je suis assuré qu'il n'en reste pas plus de deux ou trois dans toute l'isle. Cependant aujourd'hui, par une indulgence de la douane, si le sucre passé ou raffiné n'est pas en pain, mais en poudre, il entre ordinairement comme mofcouade.

Tandis que la Grande-Bretagne encourage en Amérique les manufactures de fer en faumon & en barres par l'exemption des droits auxquels ces marchandises sont sujettes, quand elles lui viennent d'ailleurs, elle y défend absolument les forges d'acier & les moulins appelés laminaires. Elle ne souffre pas même que ses colonies aient de ces sortes de manufactures plus raffinées pour leur usage; elle veut qu'elles tirent de chez elle tout ce qu'il leur faut en ce genre.

Elle défend d'y exporter d'une province à l'autre par eau, & par terre

même dans un charriot ou sur le dos d'un cheval, des chapeaux ou étoffes de laine du produit de l'Amérique; règlement qui s'oppose efficacement à l'établissement de toute manufacture de cette espèce pour la vente au loin, & qui renferme l'industrie des colons dans quelques ouvrages grossiers, comme on en fait dans une famille pour son usage ou pour celui de ses voisins dans la même province.

Cependant ôter à un grand peuple la liberté de faire tout ce qu'il peut de quelque partie que ce soit de son produit, & l'empêcher d'employer ses fonds de la manière qu'il juge être la plus avantageuse, c'est une violation manifeste des droits les plus sacrés du genre humain. Néanmoins ces prohibitions, toutes injustes qu'elles sont, n'ont pas été jusqu'ici fort préjudiciables aux colonies. Les terres y sont encore à si grand marché, & le travail si cher, qu'elles peuvent emporter de chez la mere-patrie les productions de presque toutes les manufactures plus raffinées à meilleur compte qu'elles ne les auroient si elles en étoient elles-mêmes les manufacturieres. Quand on ne leur eût rien défendu à cet égard,

il est probable que dans les circonstances où elles ont été jusqu'à présent, elles n'auroient point établi de pareilles manufactures, parce que leur intérêt ne le permettoit pas. Dans leur état progressif actuel, ces prohibitions, sans gêner leur industrie, & sans la détourner d'aucun des chemins qu'elle auroit pris d'elle-même, n'ont peut-être servi qu'à marquer hors de propos & sans raison la servitude que leur impose la jalousie mal fondée des marchands & des manufacturiers de la mère-patrie. Dans un état plus avancé, elles pourroient devenir oppressives & même intolérables.

Si d'un côté la Grande-Bretagne se réserve quelques-unes des plus importantes productions de ses colonies, de l'autre elle donne chez elle un avantage à quelques-unes de ces productions, tantôt en mettant de gros droits sur pareilles marchandises qui lui viendroient d'ailleurs, tantôt en accordant des gratifications à leur importation des colonies. Elle se sert de la première de ces méthodes par rapport au sucre, au tabac & au fer ; & de l'autre, par rapport à la soie écrue, le lin, le chanvre, l'indigo, les munitions na-

vales & le bois de charpente qu'elle reçoit d'elles. Cette seconde maniere d'encourager le produit des colonies par des gratifications sur l'importation, est, autant que j'ai pu le savoir, particuliere à la Grande-Bretagne; la premiere ne l'est pas. Le Portugal ne se contente pas de charger de gros droits le tabac qui ne lui viendrait pas de ses colonies, il en défend l'importation sous les peines les plus séveres.

Quant à l'importation des marchandises d'Europe en Amérique, l'Angleterre a encore mieux traité ses colonies que les autres nations n'ont traité les leurs.

Elle permet qu'une partie, presque toujours la moitié, & quelquefois le total d'un droit qui se paye sur l'importation des marchandises étrangères, soit rabattu sur leur exportation à d'autres pays. Il étoit facile de prévoir qu'aucune nation indépendante n'en voudroit, avec la charge des lourdes taxes auxquelles presque toutes sont assujetties à leur entrée dans la Grande-Bretagne. Si on n'avoit donc pas remis une partie de ces droits, c'en étoit fait du commerce de transport, com-

merce si favorisé par le système mercantille.

Cependant nos colonies ne sont nullement indépendantes, & la Grande-Bretagne s'étant attribué le privilège de leur fournir les marchandises d'Europe, elle pouvoit les forcer (comme l'ont fait d'autres nations) à recevoir ces marchandises chargées des mêmes droits que paie la mere-patrie. Cependant elle a rabattu, au contraire, jusqu'en 1763, sur l'exportation de la plupart des marchandises à nos colonies, ce qu'on rabattoit sur celle qui se faisoit aux nations étrangères indépendantes. Il est vrai qu'à cette époque, elle parut se laisser de cette indulgence, qu'elle leur retira en bonne partie par l'acte de la quatrième année de George III, en statuant "que désormais on ne rabattoit rien de ce qu'on appelle l'ancien subside pour les marchandises du crû, de la production, ou des manufactures de l'Europe ou des Indes Orientales, qui seroient exportées de ce royaume aux colonies ou plantations angloises de l'Amérique, pour les vins, les toiles blanches de coton & les mousselines". Avant cette loi, on pou-

voit acheter dans nos plantations la plupart des marchandises d'Europe, & on peut même encore y en acheter quelques-unes à meilleur compte qu'on ne les a chez nous.

Il faut observer que la plupart des réglemens concernant le commerce des colonies ont été conseillés par les négocians qui le font. Il ne faut donc pas s'étonner que dans presque tous on ait eu plus d'égard à leur intérêt qu'à celui des colonies & à celui de la mère patrie. En leur accordant le privilège exclusif de fournir aux colonies toutes les marchandises d'Europe dont elles avoient besoin, & d'acheter du surabondant de leur produit la partie qui ne pouvoit croiser aucun des autres commerces qu'ils font chez nous, on a sacrifié l'intérêt des colonies au leur. On leur a sacrifié celui de la mère patrie, à prendre même le mot *intérêt* selon les idées mercantiles, en accordant sur la réexportation de la plupart des marchandises d'Europe & des Indes Orientales à nos colonies les mêmes rabats que sur la réexportation à tout pays indépendant. Nos marchands étoient intéressés à payer le moins possible pour ce qu'ils envoyoient à nos colonies,

& conséquemment à se faire rembourser, autant qu'ils pouvoient, les droits qu'ils avoient avancés sur l'importation dans la Grande-Bretagne. Ils acquéroient par là le moyen de vendre dans les colonies la même quantité de marchandises avec plus de profit, & ils étoient sûrs de gagner ainsi quelque chose de l'une ou de l'autre manière. Les colonies, de leur côté, étoient intéressées à acheter ces marchandises au meilleur marché & dans la plus grande abondance possibles. Mais ce n'étoit pas toujours là le compte de la mere-patrie. Elle pouvoit en souffrir souvent, & dans son revenu, puisqu'elle abandonnoit une grande partie des droits payés à l'importation; & dans ses manufactures, parce qu'elle ne peut vendre leurs productions aux colonies aussi bon marché qu'on leur vend les marchandises étrangères, en conséquence des rabats. On dit communément que le progrès des manufactures de toile en Angleterre n'a pas laissé d'être retardé par les rabats sur les toiles d'Allemagne réexportées en Amérique.

Mais si c'est le même esprit mercantile qui a présidé à la politique de l'An-

gleterre & à celle des autres nations, par rapport au commerce des colonies, il faut avouer qu'il a été moins mal-honnête & moins oppresseur de notre part que de celle de tous les autres peuples de l'Europe. Les colonies angloises ont eu pleine liberté de faire leurs affaires comme elles l'entendoient, si on en excepte leur commerce étranger. Elles en jouissent, à tous égards, comme leurs concitoyens de l'Europe, & elle leur est assurée de la même manière par une assemblée des représentans du peuple, qui ne réclame le droit de mettre des impôts que pour le maintien du gouvernement de la colonie. Cette assemblée en impose au pouvoir exécutif, & le dernier des colons, ni celui qui est le plus en butte au gouverneur & aux officiers civils & militaires, n'a rien à craindre de leur ressentiment, tant qu'il obéit aux loix. Quoique les assemblées de la colonie ne foyent pas toujours une représentation bien complète du peuple, non plus que la chambre des communes en Angleterre, cependant comme le pouvoir exécutif n'a pas le moyen de les corrompre, & qu'il n'a pas besoin de le faire, puisque c'est la mere-patrie qui

l'entretient, peut-être se conforment-elles mieux aux inclinations de leurs constituans. Les conseils, qui, dans la législation des colonies, répondent à notre chambre des lords, ne sont pas composés d'une noblesse héréditaire. Dans quelques-unes, comme dans les trois provinces de la Nouvelle Angleterre, ils ne sont point nommés par le roi, mais choisis par les représentans du peuple. On n'y voit nulle part de noblesse héréditaire. A la vérité, les descendans d'une ancienne famille de la colonie, à mérite & à fortune égaux, y sont plus respectés qu'un nouveau venu, ce qui est général par tout pays; mais ce respect ou cette considération ne va pas jusqu'à leur donner le privilege de molester leurs voisins. Avant le commencement des troubles actuels, les assemblées des colonies avoient non-seulement la puissance législative, mais encore une partie de la puissance exécutive. A Connecticut & à Rhode-Island, elles choisissoient leur gouverneur. Dans d'autres endroits, elles assignoient le revenu aux officiers chargés de lever les taxes qu'elles imposaient & qui leur étoient immédiatement comptables. Il y a donc plus d'égalité parmi les colons anglois

que parmi les habitans de la mere-patrie; leurs mœurs sont plus républicaines; & jusqu'à présent leurs gouvernemens, spécialement ceux des trois provinces de la Nouvelle Angleterre, sont aussi plus républicains.

Les gouvernemens absolus d'Espagne, de Portugal & de France, regnent; au contraire, dans leurs colonies, & la grande distance où elles sont de la source de l'autorité fait que le pouvoir qu'ils donnent à leurs officiers inférieurs y est exercé avec une violence plus qu'ordinaire. Sous cette espece de gouvernement il y a plus de liberté dans la capitale que dans tout le reste de l'empire. La personne même du souverain ne peut jamais avoir d'intérêt ni de penchant à renverser l'ordre de la justice ou à opprimer le grand corps du peuple. Sa présence contient dans la capitale tous ses officiers subalternes, qui peuvent exercer plus impunément leur tyrannie dans les provinces éloignées, d'où les plaintes du peuple ont tant de peine à parvenir jusqu'au trône. Or les colonies de l'Amérique sont plus éloignées de la mere-patrie que ne l'étoient de la capitale les provinces des plus grands empires qui aient

jamais existé. Le gouvernement des colonies angloises est peut-être le seul, depuis que le monde est monde, où les habitans d'une province située si loin ayent joui d'une parfaite sûreté. Il faut cependant convenir que l'administration des colonies françoises a toujours été conduite avec plus de douceur & de modération que celle des colonies espagnoles & portugaises. Cette supériorité de conduite est conforme au caractère de la nation françoise, & à ce qui fait le caractère de chaque nation, la nature de son gouvernement, qui, quoiqu'arbitraire & violent, en comparaison de celui de la Grande-Bretagne, est légal & libre, en comparaison de ceux de l'Espagne & du Portugal.

C'est principalement dans les progrès de l'Amérique Septentrionale, que la supériorité de la politique angloise se fait remarquer. Les colonies françoises à sucre ont prospéré autant, ou peut être davantage, que la plupart des nôtres, quoique les nôtres jouissent d'un gouvernement libre à-peu-près semblable à celui qui est établi dans le nord de l'Amérique. Mais on n'empêche pas les colonies françoises de ra-

finer leur sucre, au lieu que l'Angleterre décourage les raffineries dans les siennes; &, ce qui est encore plus important, le génie du gouvernement introduit naturellement dans les premières une meilleure méthode de se conduire par rapport aux negres.

Dans toutes les colonies européennes, la culture des cannes à sucre est l'ouvrage des esclaves negres. On suppose que la constitution des hommes nés dans les climats tempérés de l'Europe ne pourroit résister au travail de creuser la terre sous le soleil brûlant des Indes Occidentales; & cette culture, qui, selon l'opinion de plusieurs personnes, seroit plus avantageuse si on y employoit la charrue, s'est faite jusqu'à présent avec la beche. Or comme le profit & le succès du labour qui se fait par le moyen du bétail dépend beaucoup de la maniere de traiter les bestiaux, de même celui qui se fait par des esclaves dépend beaucoup de la maniere de gouverner les esclaves; & en ce point les planteurs françois sont généralement reconnus supérieurs aux nôtres. La loi, dans la foible protection qu'elle donne à l'esclave contre la violence de son maître, doit

naturellement être mieux exécutée sous un gouvernement en grande partie arbitraire, que dans une colonie où il est entièrement libre. Par - tout où la triste loi de l'esclavage est établie, le magistrat qui protège l'esclave se mêle en quelque sorte de l'administration des propriétés particulières, & dans un pays libre où le citoyen maître de l'esclave est peut-être membre de l'assemblée de la colonie, ou a part à l'élection des membres qui la composent, le magistrat ne peut le risquer sans la plus grande réserve & la plus grande circonspection. La considération qu'il a pour le maître, fait qu'il lui est difficile de venir au secours de l'esclave. Mais dans un gouvernement la plupart du tems arbitraire, c'est la coutume que le magistrat s'ingère jusqu'à un certain point de cette administration, & qu'il envoie peut-être une lettre de cachet aux propriétaires, s'ils refusent d'obtempérer à sa volonté. Il lui est donc plus facile de prêter à l'esclave une main secourable, & la simple humanité l'y dispose. Cet appui rend l'esclave moins méprisable aux yeux de son maître, qui en a plus d'égards pour lui, & qui le traite avec

plus de douceur. D'un autre côté, les bons traitemens rendent l'esclave non-seulement plus fidele, mais encore plus intelligent, & par cette double raison plus utile. Sa condition approche davantage de celle d'un domestique libre, & il peut avoir à quelque degré de la probité & de l'attachement pour son maître, vertus qu'on rencontre souvent chez ceux qui servent librement, mais qu'on ne voit guere chez les esclaves, quand on use à leur égard avec aussi peu de ménagement qu'on le fait communément dans les pays où les maîtres jouissent d'une liberté & d'une sûreté tout-entieres.

Que la condition d'un esclave soit meilleure sous un gouvernement arbitraire, que sous un gouvernement libre, c'est ce qui est prouvé, je pense, par l'histoire de tous les siècles & de toutes les nations. Nous voyons dans l'histoire romaine que le magistrat ne commença que sous les empereurs à interposer son autorité pour défendre l'esclave de l'injustice du maître. Lorsque Veditius Pollion ordonna, en présence d'Auguste, qu'un de ses esclaves, qui avoit commis une faute légère, fût mis en pieces & jeté dans son vivier,

pour servir de pâture à ses poissons, l'empereur indigné lui commanda d'émanciper sur le champ non-seulement cet esclave, mais encore tous ceux qui lui appartenoient. Dans le tems de la république, aucun magistrat n'auroit eu assez d'autorité pour sauver l'esclave, encore moins pour punir le maître.

Il faut observer que les fonds qui ont fait prospérer les colonies françoises à sucre, particulièrement la grande colonie de Saint-Domingue, ont été presqu'entièrement l'ouvrage de leurs progrès & de leur culture. Ils ont été presqu'en entier le produit du sol & de l'industrie des colons, ou, ce qui revient au même, le prix de ce produit graduellement accumulé par une bonne administration, & rendu à la culture pour augmenter la production. Mais les fonds auxquels nos colonies à sucre doivent leur amélioration & leur culture, sont venus en grande partie de l'Angleterre, & n'ont pas été uniquement le produit du sol & de l'industrie des colons. Leur prospérité est la suite de nos grandes richesses, dont une partie a reflué, ou s'est, pour ainsi dire, dégorgée sur ces colonies; au lieu que celle des colonies françois-

ses doit être entièrement imputée à leur bonne conduite, qui nécessairement leur a donné quelque supériorité sur les nôtres. Or on a observé que cette supériorité paroît sur-tout dans le gouvernement de leurs negres.

Tels sont les traits généraux qui ont caractérisé la politique des différentes nations européennes, à l'égard de leurs colonies.

On voit qu'elle n'a pas beaucoup à se glorifier ni de leur établissement primordial, ni de leur prospérité subséquente.

La folie & l'injustice paroissent avoir été les principes qui ont présidé au premier établissement de ces colonies & qui l'ont dirigé; la folie de courir après l'or & l'argent, & l'injustice de convoiter la possession d'un pays dont les habitans sans malice, bien loin d'avoir fait aucun tort aux Européens, avoient reçu leurs premiers aventuriers avec toutes sortes de marques de bonté & d'hospitalité.

A la vérité, les aventuriers qui formèrent quelques-uns des derniers établissemens, joignirent au projet chimérique de trouver des mines d'or & d'argent, d'autres motifs plus raisonnables & plus louables; mais ces motifs mê-

me font peu d'honneur à la politique de l'Europe.

Les puritains anglois, persécutés chez eux, allèrent chercher la liberté en Amérique, & y établirent les quatre gouvernemens de la Nouvelle Angleterre. Les catholiques Anglois, traités avec autant d'injustice, établirent celui de Maryland; les Quakres, celui de Pensylvanie; les Juifs Portugais, poursuivis par l'inquisition, dépouillés de leur fortune & bannis au Bresil, y introduisirent par leur exemple quelque ordre & quelque industrie parmi les garnemens & les prostituées qu'on y avoit transportés, qui avoient peuplé originairement cette colonie, & qui apprirent d'eux à cultiver les cannes à sucre. Dans toutes ces différentes occasions, ce n'est point la sagesse & la politique, mais le désordre & l'injustice des gouvernemens européens, qui ont peuplé & cultivé l'Amérique.

Ils ont eu aussi peu de part au mérite d'effectuer quelques-uns des plus importans de ces établissemens, qu'à celui de les projeter. La conquête du Mexique fut le projet, non du conseil d'Espagne, mais du gouverneur de Cuba, & elle fut effectuée par le génie de l'intrépide aventurier qui en

fut chargé, malgré tous les efforts que fit ensuite pour la traverser ce même gouverneur, qui se repentit bientôt d'avoir donné sa confiance à Cortez. Les conquérans du Chili & du Pérou, & de presque toutes les parties de l'Amérique où les Espagnols ont des possessions, n'emportoient avec eux d'autre encouragement de la part de cette monarchie, que la permission de faire des établissemens & des conquêtes au nom du roi d'Espagne. Toutes les entreprises étoient aux frais & aux risques des aventuriers. A peine le gouvernement espagnol contribua-t-il à quelque-une d'elles. Celui d'Angleterre ne contribua pas davantage à la formation de quelques-unes de ses plus puissantes colonies de l'Amérique Septentrionale.

Quand tous ces établissemens furent conformés, & qu'ils devinrent assez considérables pour s'attirer l'attention de la mere-patrie, les premiers réglemens qu'elle fit par rapport à eux eurent toujours pour objet de s'assurer le monopole de leur commerce, de rétrécir leur marché, & d'aggrandir le sien à leurs dépens, & par conséquent de retarder & de décourager plutôt le cours de leur prospérité, que de l'ani-

mer & de l'accélérer. C'est dans les diverses manieres d'exercer ce monopole, que consiste une des plus essentielles différences de la politique des nations de l'Europe à l'égard de leurs colonies. La meilleure de ces manieres, celle dont s'y est prise l'Angleterre, n'est au bout du compte que moins malhonnête & moins opressive qu'e les autres.

En quoi donc la politique de l'Europe a-t-elle servi, soit au premier établissement, soit à la grandeur actuelle des colonies de l'Amérique? En une chose, & c'est la seule. *Magna virum mater!* Elle a fait naître, elle a formé des hommes capables de si grandes entreprises, & de jeter les fondemens d'un si grand empire; & c'est la seule partie du monde qui ait pu en former, ou qui en ait jamais formé de ce caractère. Les colonies sont redevables à la politique de l'Europe, de l'éducation & des grandes vues de leurs actifs & entreprenans fondateurs, & c'est à-peu-près-là toute l'obligation que lui ont quelques-unes des plus importantes & des plus considérables d'entr'elles.


F I N du quatrieme volume.



TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce quatrieme volume.



SUITE DU LIVRE QUATRIEME.

CHAP. III. *Des empêchemens extraordinaires mis à l'importation des marchandises de presque toutes les especes, venant des pays avec lesquels on suppose que la balance du commerce est désavantageuse.* p. I.

Digression sur les banques de dépôt, particulièrement sur celle d'Amsterdam. 13

CHAP. IV. *Des rabats.* 57

CHAP. V. *Des gratifications.* 62

CHAP. VI. *Des traités de commerce.* 133

CHAP. VII. *Des colonies.* 160

P R E M I E R E P A R T I E.

Des motifs pour établir de nouvelles colonies. *ibid.*

S E C O N D E P A R T I E.

Causes de la prospérité des nouvelles colonies. 180

FIN de la Table.







